



Initiative for Policy Dialogue et South Centre
Document de travail
mars 2013

L'Ère de l'Austérité:

Un Examen des Dépenses publiques et des Mesures d'Ajustement dans 181 Pays

Isabel Ortiz
Matthew Cummins

(The Age of Austerity, A Review of Public Expenditures and Adjustment Measures in 181 Countries - traduction en français par Garance Upham, relecture Christine Pagnouille.

Aucune partie de ce document de travail ne peut être reproduite ou utilisée sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement, ou par stockage de l'information ou de système de récupération, sans la permission de l'*Initiative for Policy Dialogue* ou de *South Centre*.

Première date de publication: 24 mars 2013

Initiative for Policy Dialogue, New York - www.policydialogue.org

The South Centre, Genève - www.southcentre.org

Avertissement: Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce document sont ceux de leurs auteurs.

JEL Classification: H5, H12, O23, H5, I3, J3

Mots-clés: dépenses publiques, ajustement budgétaire, contraction budgétaire, mesures d'austérité, redressement, impacts sociaux, masse salariale, subventions, réformes des retraites, flexibilité / flexibilisation du travail, rationnement de la protection sociale

Remerciements

Cette publication met à jour et enrichie un document antérieur avec pour co-auteur Jingqing Chai, responsable de l'Analyse des politiques sociales et économiques à l'UNICEF.

Nous tenons à remercier les partenaires dans le monde entier qui ont fourni des commentaires et des contributions de fond sur les méthodes utilisées dans nos travaux antérieurs, notamment: Robert Vos (alors Directeur de la Division de l'Analyse des politiques de développement, Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, ONU DAES), Anisuzzaman Chowdhury (Economiste senior, ONU DAES), Shari Spiegel (Agent principal des affaires économiques, ONU DAES), Oliver Paddison (Division d'analyse des politiques de développement, ONU DAES), Moazam Mahmood (Directeur, Département de l'analyse économique et des marchés, Organisation internationale du Travail, OIT), Michael Cichon (ancien Directeur, Département Sécurité sociale, OIT), Michael Clark (Conseiller inter-régions, Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, CNUCED), Sebastian Levine (Economiste senior, Programme des Nations Unies pour le Développement, PNUD Ouganda), Gail Hurley (Spécialiste en Politiques, PNUD), Anne Jellema (ancienne Directrice, Policy, Action Aid International), Soren Ambrose (Gestion du Plaidoyer, Action Aid International, Kenya), Rolph van der Hoeven (Professeur, Employment and Development Economics, Erasmus University), Bob Deacon (Professeur émérite, International Social Policy, University of Sheffield), Gabriele Koehler (Professeur invité, Institute of Development Studies, IDS, University of Sussex), Oscar Ugarteche (Chercheur senior, National Autonomous University of Mexico), Sakiko Fukuda-Parr (Professeur, Graduate Program in International Affairs, the New School), Stephanie Seguino (Professeur, Department of Economics, University of Vermont), James Heintz (Directeur associé et Professeur chercheur, Political Economy Research Institute, University of Massachusetts, Amherst) et Manuel Montes (Conseiller senior, Finance and Development, The South Centre).

Pour leur soutien et leurs conseils, nous tenons également à dire un grand merci à José Antonio Ocampo (Professeur, Professional Practice and Co-President de Initiative for Policy Dialogue, Columbia University), Martin Khor (Directeur exécutif, South Centre), Richard Morgan (alors, Directeur Politiques et Pratiques, UNICEF), Richard Jolly (Professeur honoraire et chercheur associé, IDS, University of Sussex), Giovanni Andrea Cornia (Professeur en économie, University of Florence), Frances Stewart (Professeur, Development Economics, University of Oxford), Jomo K. Sundaram (alors, Directeur Général Adjoint ONU DAES), Jayati Ghosh et C.P. Chandrasekhar (Directeur associé et Membre du Comité exécutif, International Development Economics Associates), Duncan Green (Responsable de la Recherche, Oxfam GB), Nuria Molina (Directeur, Politiques et Recherche, Save the Children) and Roberto Bissio (Directeur exécutif, Third World Institute et Coordinateur, Social Watch).

Table des matières

Résumé

1. Introduction	1
2. Tendances dans les dépenses mondiales, 2005-15	1
2.1. Données et méthodologie	1
2.2. Résultats	2
2.2.1. Crise - 1ère phase, 2008-09: expansion budgétaire	4
2.2.2. Crise - 2ème phase, 2010-12: début de la contraction budgétaire	5
2.2.3. Crise - 3ème phase, 2013-15 : Intensification de la contraction budgétaire	6
2.2.4. Contraction excessive - Crise - 3ème phase, 2013-15	7
3. De la relance budgétaire à la contraction budgétaire	10
4. Principales mesures d'ajustement envisagées 2010-13	13
4.1. Méthodologie	13
4.2. Résultats	13
4.2.1. Tendances mondiales à l'ajustement	13
4.2.2. Mesures d'ajustement dans les pays à revenu élevé	16
4.2.3. Tendances à l'ajustement pour l'Asie de l'Est et Pacifique	18
4.2.4. Tendances à l'ajustement en Europe de l'Est et en Asie centrale	19
4.2.5. Tendances à l'ajustement en Amérique latine et dans les Caraïbes	20
4.2.6. Tendances à l'ajustement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord	21
4.2.7. Tendances à l'ajustement en Asie du Sud	22
4.2.8. Tendances à l'ajustement en Afrique subsaharienne	23
5. Les menaces que l'austérité représente pour le développement et la relance socio-économique	25
5.1. Privilégier les équilibres budgétaires par rapport à l'emploi	25
5.2. L'élimination ou la réduction des subventions	26
5.3. Réductions et/ou plafonnements de la masse salariale	28
5.4. L'augmentation des taxes à la consommation	29
5.5. Réformes des retraites et dans la santé	31
5.6. Rationnement et ciblage accru des filets de protection sociale	33
5.7. Les réformes du travail	34
6. Conclusion: L'ère de l'austérité	36

Annexes:

Annexe 1 - Changement projetés dans les dépenses gouvernementales totales, dans 181 pays, 2005-2015	A-1
Annexe 2 - Rapports pays FMI examinés de janvier 2010 à février 2013	A-9
Annexe 3 - Quelle différence en un an : les dépenses projetées changent vraiment	A-12
Tableau A3.1- Comparaison des tendances projetées de dépenses publiques totales, 2010-2013	A-12
Références	A-13

Liste des figures:

Figure 1 - Nombre de pays contractant les dépenses publiques, 2008-2015 (en % du PIB)	2
Figure 2 - Changements dans les dépenses gouvernementales totales, moyennes 2013-15 par rapport à 2005-07	9
Figure 3 - Dépenses gouvernementales totales, 2005-2015 (en % du PIB)	10
Figure 4 - Taille de la composante protection sociale dans les plans de relance 2009 (en % du total annoncé)	10
Figure 5 - Incidence des mesures d'ajustement sur 174 Pays 2010-13 (nombre de pays)	14
Figure 6 - Indice des prix alimentaires locaux et mondiaux de jan. 2007 à jan. 2012	28
Figure 7 - Taux de pauvreté dans l'UE-15 avant et après transferts sociaux et impôts, 2009	32
Figure 8 - Les bénéficiaires du nouveau système d'aide sociale en Moldavie	34

Liste des Tableaux:

Tableau 1 - Nombre de pays et % de la population affectés par la contraction des dépenses publiques, 2008-15	3
Tableau 2 - Changement dans les dépenses publiques totales (moyennes 2008-09 par rapport à 2005-07)	4
Tableau 3 - Accroissement des dépenses publiques effectives (moyennes 2008-09 par rapport à 2005-07)	4
Tableau 4 - Changements dans les dépenses publiques totales (moyennes 2010-12 par rapport à 2008-09)	5
Tableau 5 - Accroissement des dépenses publiques effectives (moyennes 2010-12 par rapport à 2008-09)	6
Tableau 6 - Changements dans les dépenses publiques totales (moyennes 2013-15 par rapport à 2008-09)	6
Tableau 7 - Accroissement des dépenses publiques effectives (moyennes 2013-15 par rapport à 2008-09)	7
Tableau 8 - Changements dans les dépenses publiques totales (moyennes 2013-15 par rapport à 2005-07)	7-8
Tableau 9 - Accroissement des dépenses publiques effectives (moyennes 2013-15 par rapport à 2005-07)	8

Tableau 10 - Principales mesures d'ajustement par région, 2010-2013 (nombre de pays).....	15
Tableau 11 - Principales mesures d'ajustement par région, 2010-2013 (pourcentage de pays)	15
Tableau 12 - Mesures d'ajustement dans les Pays à revenu élevé, 2010-13	17
Tableau 13 - Mesures d'ajustement en Asie de l'Est et Pacifique, 2010-13	19
Tableau 14 - Mesures d'ajustement en Europe de l'Est et en Asie centrale, 2010-13	20
Tableau 15 - Mesures d'ajustement en Amérique latine et dans les Caraïbes, 2010-13	21
Tableau 16 - Mesures d'ajustement au Moyen-Orient et Afrique du Nord, 2010-13	22
Tableau 17 - Mesures d'ajustement en Asie du Sud, 2010-13	22
Tableau 18 - Mesures d'ajustement en Afrique subsaharienne, 2010-13	24

Liste des encadrés:

Encadré 1 - Le FMI, la politique budgétaire et sociale	12
Encadré 2 - Aborder la crise de l'emploi : une priorité négligée par le FMI et les ministères des Finances	26
Encadré 3 - Suppression des subventions à l'alimentaire malgré la hausse des prix	28
Encadré 4 - Réduction de la masse salariale au Cambodge	29
Encadré 5 - Des alternatives pour accroître les recettes publiques existent même dans les pays les plus pauvres	29
Encadré 6 - Augmentation de la pauvreté dans l'Europe à revenu élevé	32
Encadré 7 - Ciblage de l'aide sociale: le cas de la Moldavie	34
Encadré 8 - Exemples de réformes de flexibilisation du travail dans le monde, 2010-12	35

Résumé

Le présent document: (i) examine les dernières projections du FMI relatives aux dépenses publiques pour 181 pays, ceci en comparant quatre périodes distinctes: 2005-07 (avant la crise), 2008-09 (crise, 1^{re} Phase: expansion budgétaire), 2010-12 (crise, 2^e Phase: début de la contraction budgétaire) et 2013-15 (crise, 3^e Phase: intensification de la contraction budgétaire), (ii) passe en revue 314 rapports du FMI portant sur 174 pays afin d'identifier les principales mesures d'ajustement envisagées dans les pays à revenu élevé et en développement ; (iv) examine les menaces que l'austérité représente pour le progrès social et les objectifs de développement ; et (v) appelle de façon urgente les gouvernements à agir et à adopter des politiques alternatives et équitables en faveur de la reprise socio-économique.

Dans une première phase de la crise économique mondiale (2008-09), la plupart des gouvernements ont adopté des programmes de relance budgétaire et ont accru les dépenses publiques, dans une approche mondiale coordonnée. Cependant, une contraction prématurée des dépenses s'est généralisée en 2010, ce qui a marqué le début de la deuxième phase de la crise, malgré l'urgence d'une aide des pouvoirs publics aux populations vulnérables. En 2013, on prévoit que la contraction des dépenses publiques va s'étendre et s'intensifier considérablement et toucher 119 pays en termes de PIB, puis s'étendre jusqu'à atteindre 132 pays en 2015. Les dernières projections du FMI indiquent que cette tendance se poursuivra au moins jusqu'en 2016.

Cette analyse nous amène à conclure, principalement, que c'est dans les pays en développement que la contraction budgétaire est la plus marquée. Au total, 68 pays en développement devraient réduire les dépenses publiques, en moyenne, de 3,7% du PIB, dans la troisième phase de la crise (2013-15), comparativement à 26 pays à revenu élevé, où l'on attend une contraction moyenne de 2,2% du PIB. Par ailleurs, en comparant les périodes 2013-15 et 2005-07, on perçoit qu'un quart des pays passent par une contraction excessive, définie comme la réduction des dépenses en dessous des niveaux d'avant la crise. En termes de population, l'austérité affectera 5,8 milliards de personnes, soit 80% de la population mondiale en 2013 ; et augmentera jusqu'à atteindre 6,3 milliards, soit 90% des personnes à travers le monde d'ici 2015.

En ce qui concerne les mesures d'austérité, l'examen des rapports pays du FMI publiés depuis 2010 indique que les gouvernements envisagent diverses stratégies d'ajustement. Il s'agit notamment de: (i) l'élimination ou la réduction des subventions, y compris aux combustibles, produits alimentaires et intrants agricoles (dans 100 pays), (ii) la réduction et/ou le plafonnement de la masse salariale, y compris des salaires dans l'enseignement, la santé et autres secteurs publics (dans 98 pays), (iii) le rationnement et le ciblage renforcé des filets de protection sociale (dans 80 pays), (iv) la réforme des retraites (dans 86 pays); (v) la réforme des systèmes de santé (dans 37 pays), et (vi) la flexibilisation du travail (dans 32 pays). De nombreux gouvernements envisagent également des mesures parallèles pour augmenter les recettes, mesures qui peuvent affecter négativement les populations vulnérables, principalement par l'introduction ou l'élargissement de taxes à la consommation, tels que la taxe à la valeur ajoutée (TVA) sur les produits de base qui affectent de façon disproportionnée les foyers pauvres (dans 94 pays). Contrairement à la perception du public, les mesures d'austérité ne sont pas limitées à l'Europe, en fait, beaucoup des principales mesures d'ajustement figurent de façon massive dans les pays en développement.

Ce document remet en question la notion que pareille trajectoire de contraction budgétaire – en termes de calendrier, de portée et d'ampleur – ainsi que les mesures d'austérité spécifiques envisagées, soient propices à la reprise socio-économique et à la réalisation d'objectifs de développement. On peut s'attendre à ce que la propension mondiale à la consolidation fiscale aggrave la crise de l'emploi et diminue le soutien public au moment où il est le plus nécessaire. Les coûts d'ajustement sont ainsi imposés à des populations qui, depuis le début de la crise, doivent faire face à des emplois de moins en moins nombreux et de moins en moins bien rémunérés, une augmentation des coûts de la nourriture et de l'énergie, et un accès réduit aux services essentiels. En bref, des millions de ménages continuent de supporter les coûts d'une «reprise» qui les a largement exclus. Ce document encourage les décideurs à reconnaître les coûts humains élevés ainsi que les entraves au développement qu'entraînent des stratégies d'ajustement mal conçues, et les incite à envisager des politiques alternatives qui soutiennent une reprise pour tous.

L'Ère de l'Austérité : Un examen des dépenses publiques et des mesures d'ajustement dans 181 pays

Isabel Ortiz et Matthew Cummins¹

1. Introduction

Dans le sillage des chocs successifs, choc alimentaire, énergétique et financier, une quatrième vague de la crise économique mondiale a commencé à déferler en 2010: l'ajustement budgétaire. Elle marque le début d'une ère d'austérité dont on prévoit qu'elle se poursuivra au moins jusqu'en 2016, à la fois dans les pays à revenu élevé et les pays en développement.

Ce document, qui se base sur nos travaux antérieurs (Ortiz et Cummins 2012), (i) examine les dernières projections du FMI relatives aux dépenses publiques pour 181 pays, ceci en comparant quatre périodes distinctes : 2005-07 (avant la crise), 2008-09 (1^{re} Phase de la crise : expansion budgétaire), 2010-12 (2^e Phase de la crise : début de la contraction budgétaire) et 2013-15 (3^e Phase de la crise : intensification de la contraction budgétaire); (ii) passe en revue 314 rapports pays du FMI, portant sur 174 pays, afin d'identifier les principales mesures d'ajustement envisagées dans les pays à revenu élevé et les pays en développement ; (iv) examine les menaces que l'austérité représente pour le progrès social et les objectifs de développement ; et (v) appelle de façon urgente les gouvernements à agir et à adopter des politiques alternatives et équitables en faveur de la reprise socio-économique.

Notre étude est fondée sur les informations publiées par le FMI. L'analyse des tendances budgétaires utilise les indicateurs par pays extraits de la base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, d'octobre 2012². L'annexe 1 reprend l'ensemble des changements prévus dans le total des dépenses publiques de 181 pays, à la fois en termes de PIB ainsi que dans la croissance effective. En ce qui concerne l'analyse des mesures d'ajustement, l'identification des options envisagées par les gouvernements est déduite des débats sur les choix politiques contenus dans 314 rapports pays du FMI pour 174 pays, publiés entre janvier 2010 et février 2013. L'Annexe 2 présente la liste complète des rapports pays examinés.

2. Tendances dans les dépenses mondiales, 2005-15

2.1. Données et méthodologie

Notre analyse des tendances des dépenses publiques est basée sur les projections du FMI contenues dans la base de données *Perspectives de l'économie mondiale* (octobre 2012), qui est la seule source de données budgétaires comparables entre pays. Plusieurs mises en garde doivent être formulées. Tout d'abord, l'étendue des données sur les dépenses varie selon les pays. Alors que dans la plupart des cas, les données se rapportent à l'administration centrale et locale, pour certains pays, les données se réfèrent au secteur public, qui comprend les entreprises publiques. Deuxièmement, le total des prévisions de dépenses du gouvernement pourraient différer des estimations utilisées dans cette étude quand davantage d'indicateurs économiques et budgétaires seront disponibles³ Troisièmement, les données sur les dépenses peuvent être différentes selon le FMI ou les budgets nationaux en raison des différences dans les méthodes et les suppositions dans les prédictions.

1. Isabel Ortiz est Directrice, Programme mondial pour la Justice Sociale, Initiative for Policy Dialogue, Columbia University. Matthew Cummins est un économiste qui a travaillé au PNUD, à l'UNICEF et à la Banque mondiale. Tout commentaire peut être envoyé par courriel aux auteurs à : isabel.ortiz AT ymail.com and matthewcummins AT gmail.com.

2 <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2013/01/pdf/textf.pdf>

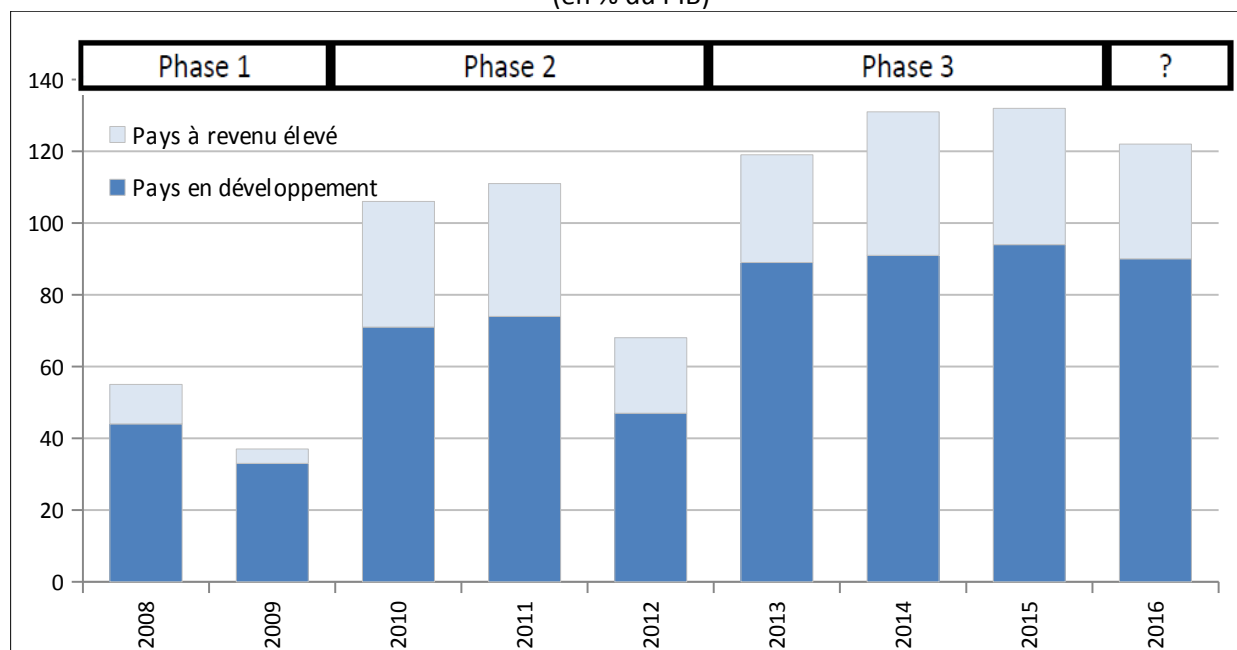
3. Voir discussion détaillée en Annexe 3.

En termes de méthodologie, nous analysons l'évolution des dépenses publiques totales à l'aide de deux critères : (i) les dépenses publiques en pourcentage du PIB, et (ii) la valeur effective des dépenses publiques (la valeur nominale ajustée de l'inflation). En ce qui concerne la première, il s'agit de la mesure la plus couramment utilisée pour les comparaisons entre pays et la plus utile pour évaluer la situation financière d'un gouvernement. Concernant la seconde, des changements dans les dépenses en valeur absolue offrent une meilleure idée de l'impact possible sur le bien-être réel des populations. Nous appliquons ces deux mesures aux 181 pays pour lesquels nous disposons d'une estimation des dépenses gouvernementales au cours de 2005-15, et nous analysons les données sur quatre périodes : 2005-07 (avant la crise), 2008-09 (Crise - phase I : expansion budgétaire), 2010-12 (Crise - phase II : début de la contraction budgétaire) et 2013-15 (Crise - phase III : intensification de la contraction budgétaire).

2.2. Résultats

L'analyse des données sur les budgets prévisionnels confirme l'existence de trois phases distinctes dans la structure des dépenses gouvernementales depuis le début de la crise économique mondiale (Figure 1). Dans la première phase, en 2008-09, presque tous les pays ont introduit des mesures de relance budgétaire et ont accru les dépenses. Globalement, le nombre de pays qui ont réduit leurs dépenses publiques par rapport au PIB était de 46, en moyenne, en 2007 et 2008, et seulement 37 pays en 2008 (soit environ 20% de l'échantillon à l'échelle planétaire).

Figure 1: Nombre de pays contractant les dépenses publiques, 2008-2015
(en % du PIB)



Sources: *Perspectives de l'économie mondiale*, FMI (octobre 2012)

En 2010, cependant, les gouvernements ont commencé à revoir ces programmes de relance et à réduire leurs dépenses, ce qui caractérise une deuxième phase de la crise (début de la contraction budgétaire) qui a duré jusqu'en 2012. Dans l'ensemble, le nombre de pays réduisant leurs budgets en % du PIB a explosé entre 2009 et 2010 pour affecter 111 pays en 2011 (soit plus de 60% des pays). Fait intéressant, le mouvement mondial vers l'austérité semble avoir temporairement ralenti en 2012, avec 68 gouvernements réduisant leurs dépenses en pourcentage du PIB.

À partir de 2013, le champ d'application des contractions des dépenses publiques devrait à nouveau s'intensifier dans une troisième phase de la crise. Dans l'ensemble, les réductions budgétaires en termes de PIB devraient avoir un impact sur 119 pays en 2013 et augmenter de façon constante, atteignant 132 pays en 2015. Selon les projections du FMI, cette tendance devrait continuer au moins jusqu'en 2016. En termes de population, l'austérité affectera 5,8 milliards de personnes, soit plus de 80% de la population mondiale en 2013, cela devrait encore augmenter régulièrement pour atteindre 6,3 milliards, soit 90% des personnes à travers le monde en 2015 (Tableau 1).

**Tableau 1: Nombre de pays et pourcentage de population affectés
par la Contraction des dépenses publiques, 2008-15**
(en % du PIB)

Région en développement / Niveau de revenu	Indicateur	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Asie de l'Est et Pacifique	Nb. de pays en contraction	8	3	10	8	6	10	14	16
	Nb. de personnes concernées (millions)	313	252	1702	248	117	1598	1785	1956
	% de population concerné	15,6	12,6	84,8	12,3	5,8	79,6	89,0	97,5
Europe de l'Est et Asie centrale	Nb. de pays en contraction	6	4	16	19	7	17	19	16
	Nb. de personnes concernées (millions)	35	29	322	391	48	351	380	366
	% de population concerné	8,4	7,0	76,9	93,4	11,4	83,7	90,7	87,3
Amérique latine et Caraïbes	Nb. de pays en contraction	9	4	14	15	10	19	17	17
	Nb. de personnes concernées (millions)	310	42	263	451	285	478	311	369
	% de population concerné	51,7	6,9	43,8	75,2	47,6	79,6	51,9	61,5
Moyen Orient et Afrique du Nord	Nb. de pays en contraction	2	5	9	5	5	9	9	9
	Nb. de personnes concernées (millions)	11	227	280	153	125	314	317	317
	% de population concerné	3,4	70,0	86,4	47,1	38,4	96,6	97,7	97,7
Asie du Sud	Nb. de pays en contraction	3	3	5	5	2	3	6	3
	Nb. de personnes concernées (millions)	57	341	1373	1523	53	1320	1648	1491
	% de population concerné	3,3	19,9	80,1	88,9	3,1	77,0	96,1	87,0
Afrique subsaharienne	Nb. de pays en contraction	16	14	17	22	17	31	26	33
	Nb. de personnes concernées (millions)	323	307	389	388	433	701	651	749
	% de population concerné	36,0	34,3	43,5	43,3	48,4	78,3	72,7	83,6
Revenu faible	Nb. de pays en contraction	13	9	11	17	12	21	19	22
	Nb. de personnes concernées (millions)	339	312	175	386	224	502	541	460
	% de population concerné	42,2	39,0	21,8	48,1	28,0	62,6	67,5	57,4
Revenu moyen inférieur	Nb. de pays en contraction	18	14	28	27	12	35	34	36
	Nb. de personnes concernées (millions)	324	713	1962	1965	319	2009	2385	2483
	% de population concerné	12,5	27,4	75,5	75,5	12,3	77,2	91,7	95,5
Revenu moyen supérieur	Nb. de pays en contraction	13	10	32	30	23	33	38	36
	Nb. de personnes concernées (millions)	386	173	2192	803	518	2250	2166	2304
	% de population concerné	15,1	6,8	85,7	31,4	20,3	88,0	84,7	90,1
Pays en développement	Nb. de pays en contraction	44	33	71	74	47	89	91	94
	Nb. de personnes concernées (millions)	1049	1199	4330	3154	1061	4761	5092	5247
	% de population concerné	17,6	20,1	72,7	52,9	17,8	79,9	85,5	88,1
Pays à revenu élevé	Nb. de pays en contraction	11	4	35	37	21	30	40	38
	Nb. de personnes concernées (millions)	73	16	1071	933	682	1040	1130	1095
	% de population concerné	6,2	1,4	91,9	80,1	58,5	89,2	97,0	94,0
Tous les pays	Nb. de pays en contraction	55	37	106	111	68	119	131	132
	Nb. de personnes concernées (millions)	1122	1215	5401	4087	1743	5800	6222	6343
	% de population concerné	15,7	17,1	75,8	57,4	24,5	81,4	87,3	89,0

Sources: Calculs des auteurs sur la base des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI (octobre 2012) et des Prévisions démographiques de l'ONU, Révision 2010 (2011).

Dans ce qui suit, nous proposons une analyse détaillée de chacune de ces phases, après quoi nous évaluons si certains pays peuvent être en cours de contraction excessive dans la phase actuelle de la crise (2013-15).

2.2.1. Crise, 1^{re} Phase, 2008-09 : Expansion budgétaire

La plupart des gouvernements ont stimulé les dépenses publiques pour atténuer l'impact des différents chocs mondiaux sur leurs populations dans ce qui pourrait être décrit comme la phase d'expansion de la crise économique mondiale. Lorsque l'on compare les niveaux de dépenses pré-crise de cette première phase, 80% des pays (soit 144 au total) ont augmenté les dépenses publiques, avec une croissance moyenne s'élevant à 3,9% du PIB (tableau 2). Il est intéressant de noter que cette politique budgétaire de croissance contra-cyclique, a été adoptée de façon assez similaire dans toutes les catégories de revenu (faible, moyen et élevé), tant en termes de nombre de pays, qu'en termes de montants totaux de cette augmentation.

Tableau 2: Changements dans les dépenses publiques totales
(moyennes 2008-09 par rapport aux moyennes 2005-07, en % du PIB)

Région en développement / Niveau de revenu	Echantillon complet		Contraction		Expansion	
	Nombre de pays	Δ dépense moyenne	Nombre de pays	Δ dépense moyenne	Nombre de pays	Δ dépense moyenne
Asie de l'Est et le Pacifique	19	3,1	3	-2,1	16	4,1
Europe de l'Est et Asie centrale	23	3,9	2	-2,2	21	4,4
Amérique latine et Caraïbes	28	1,7	7	-1,5	21	2,8
Moyen Orient et Afrique du Nord	11	3,6	4	-1,0	7	6,3
Asie du Sud	8	1,1	2	-1,2	6	1,9
Afrique subsaharienne	43	2,0	13	-3,5	30	4,4
Revenu faible	32	2,1	8	-3,0	24	3,8
Revenu moyen inférieur	49	2,5	13	-1,9	36	4,1
Revenu moyen supérieur	51	2,8	10	-2,4	41	4,1
Pays en développement	132	2,5	31	-2,3	101	4,0
Pays à revenu élevé	49	3,1	6	-1,2	43	3,7
Tous les pays	181	2,7	37	-2,2	144	3,9

Source: Calculs par les auteurs se basant sur les *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI (octobre 2012)

Ces tendances positives se retrouvent dans les dépenses gouvernementales effectives (tableau 3). Environ 93% des pays (ou 169 au total) ont augmenté leurs dépenses effectives, avec une croissance moyenne atteignant 24% comparée aux niveaux de dépenses en 2008-09 et 2005-07. En termes de régions en développement, l'expansion est la plus élevée en Asie de l'Est et dans le Pacifique, ainsi qu'en Europe de l'Est et en Asie centrale, avec une croissance réelle des dépenses s'élevant en moyenne de 41% et 34%, respectivement. Lorsque l'on regarde les pays selon les catégories de revenu, il est surprenant de constater que les stimuli budgétaires mesurés en termes réels étaient moins conséquents dans les pays à revenu élevé. Alors que la croissance des dépenses s'élevait à 16% en moyenne dans les pays riches, la croissance des dépenses était d'environ 28% en moyenne dans la cohorte des pays à faible et moyen revenu.

Tableau 3: Accroissement des dépenses publiques effectives
(moyennes 2008-09 par rapport aux moyennes 2005-07, en %)

Région en développement / Niveau de revenu	Echantillon complet		Contraction		Expansion	
	Nombre de pays	Δ dépense moyenne	Nombre de pays	Δ dépense moyenne	Nombre de pays	Δ dépense moyenne
Asie de l'Est et le Pacifique	19	35,2	2	-10,6	17	40,6
Europe de l'Est et Asie centrale	23	33,7	0	...	23	33,7
Amérique latine et Caraïbes	28	16,5	3	-3,0	25	18,8
Moyen Orient et Afrique du Nord	11	22,3	1	-0,9	10	24,6
Asie du Sud	8	25,4	0	...	8	25,4
Afrique subsaharienne	43	21,6	3	-20,1	40	24,7

Région en développement / Niveau de revenu	Echantillon complet		Contraction		Expansion	
	Nombre de pays	Δ dépense moyenne	Nombre de pays	Δ dépense moyenne	Nombre de pays	Δ dépense moyenne
Revenu faible	32	25,8	2	-20,3	30	28,9
Revenu moyen inférieur	49	24,8	3	-7,3	46	26,9
Revenu moyen supérieur	51	24,4	4	-7,3	47	27,1
Pays en développement	132	24,9	9	-10,1	123	27,4
Pays à revenu élevé	49	15,0	3	-4,0	46	16,3
Tous les pays	181	22,2	12	-8,6	169	24,4

Sources: Calculs par les auteurs se basant sur les *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI (octobre 2012)

2.2.2. Crise, 2ème Phase, 2010-12: début de la contraction budgétaire

À partir de 2010, de nombreux gouvernements ont commencé à retirer les programmes de relance budgétaire et à restreindre les dépenses publiques. Lorsque l'on compare les niveaux de dépenses dans cette deuxième phase de la crise (2010-12) à la phase d'expansion (2008-09), 40% des pays dans le monde (soit 73 au total) ont réduit leurs dépenses de 2,3% du PIB en moyenne (Tableau 4). Ce tournant initial vers l'austérité s'est surtout marqué dans le groupe des pays à revenu intermédiaire et largement concentré en Europe de l'Est et en Asie centrale, ainsi qu'au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Dans ces deux régions en développement, environ les trois quarts des pays ont décidé de réduire leurs dépenses de plus de 3,0% du PIB en moyenne. Notons que l'ampleur de la contraction dans les pays en développement était en moyenne près de trois fois plus grande que dans les pays à revenu élevé.

Tableau 4: Changements dans les dépenses publiques totales
(moyennes 2010-12 par rapport aux moyennes 2008-09, en % du PIB)

Région en développement / Niveau de revenu	Echantillon complet		Contraction		Expansion	
	Nombre de pays	Δ dépense moyenne	Nombre de pays	Δ dépense moyenne	Nombre de pays	Δ dépense moyenne
Asie de l'Est et le Pacifique	19	2,2	6	-1,5	13	3,8
Europe de l'Est et Asie centrale	23	-0,9	17	-2,1	6	2,5
Amérique latine et Caraïbes	28	1,2	9	-1,9	19	2,6
Moyen Orient et Afrique du Nord	11	-2,1	8	-4,3	3	3,8
Asie du Sud	8	0,8	3	-1,6	5	2,3
Afrique subsaharienne	43	1,0	13	-3,7	30	3,0
Revenu faible	32	1,7	8	-2,2	24	3,1
Revenu moyen inférieur	49	0,2	23	-2,9	26	3,0
Revenu moyen supérieur	51	0,2	25	-2,6	26	2,9
Pays en développement	132	0,6	56	-2,7	76	3,0
Pays à revenu élevé	49	0,7	17	-1,0	32	1,7
Tous les pays	181	0,6	73	-2,3	108	2,6

Sources: Calculs par les auteurs se basant sur les *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI (octobre 2012)

En examinant les variations moyennes des dépenses gouvernementales effectives entre 2010-12 et 2008-09, 22% de l'échantillon (soit 40 pays), nous constatons une croissance négative d'en moyenne 9% (Tableau 5). Bien que la profondeur de la contraction budgétaire apparaisse moins sévère quand on la compare aux dépenses effectives, l'augmentation substantielle du nombre total de pays qui connaissent une décroissance des dépenses par rapport à la période précédente de l'analyse (de 12 à 40) est une indication claire que l'austérité prenait racine pendant cette deuxième phase de la crise.

Tableau 5: Accroissement des dépenses publiques effectives
(moyennes 2010-12 par rapport aux moyennes 2008-09, en %)

Région en développement / Niveau de revenu	Echantillon complet		Contraction		Expansion	
	Nombre de pays	Δ dépense moyenne	Nombre de pays	Δ dépense moyenne	Nombre de pays	Δ dépense moyenne
Asie de l'Est et le Pacifique	19	21,9	1	-1,5	18	23,2
Europe de l'Est et Asie centrale	23	9,2	8	-5,9	15	17,2
Amérique latine et Caraïbes	28	14,7	5	-12,2	23	20,5
Moyen Orient et Afrique du Nord	11	2,7	4	-9,7	7	9,8
Asie du Sud	8	19,0	0	...	8	19,0
Afrique subsaharienne	43	18,1	9	-9,4	34	25,4
Revenu faible	32	23,6	5	-6,3	27	29,1
Revenu moyen inférieur	49	14,8	9	-6,3	40	19,5
Revenu moyen supérieur	51	10,2	13	-11,2	38	17,6
Pays en développement	132	15,2	27	-8,6	105	21,3
Pays à revenu élevé	49	4,6	13	-6,5	36	8,6
Tous les pays	181	12,3	40	-7,9	141	18,0

Sources: Calculs par les auteurs se basant sur les *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI (octobre 2012)

2.2.3. Crise, 3ème Phase, 2013-15: Intensification de la contraction budgétaire

Bien que les contractions des dépenses publiques se soient généralisées au cours de 2010-12, il est probable qu'elles seront encore plus marquées dans la 3e phase de la crise. Si nous comparons les niveaux de dépenses publiques en 2013-15 à la phase d'expansion (2008-09), un peu plus de la moitié des pays (soit 94 au total) devraient réduire leurs budgets de 3,3% du PIB en moyenne (Tableau 6). Par rapport à la première phase de contraction budgétaire, il y a une augmentation significative à la fois dans la portée et la profondeur de l'austérité dans cette dernière phase quand on regarde les dépenses en termes de PIB. Globalement, le nombre de pays touchés par des réductions de dépenses fait un bond de 73 à 94, tandis que la taille de la contraction moyenne passe de 2,3% à 3,3% du PIB. Dans cette troisième phase, la marche vers l'intensification de l'austérité semble affecter principalement les pays à revenu moyen et élevé, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en Asie centrale et en Europe. En termes de moyenne cette contraction est beaucoup plus importante dans les pays en développement (3,7% du PIB en moyenne) que dans les pays à revenu élevé (2,2% du PIB, en moyenne). Notons que les données sur les dépenses de 2016 ne sont pas intégrées dans l'analyse pour une variété de raisons qui sont décrites dans l'Annexe 3.

Tableau 6: Changements dans les dépenses publiques totales
(moyennes 2013-15 par rapport aux moyennes 2008-09, en % du PIB)

Région en développement / Niveau de revenu	Echantillon complet		Contraction		Expansion	
	Nombre de pays	Δ dépense moyenne	Nombre de pays	Δ dépense moyenne	Nombre de pays	Δ dépense moyenne
Asie de l'Est et le Pacifique	19	1,2	8	-2,7	11	4,0
Europe de l'Est et Asie centrale	23	-2,1	18	-3,4	5	2,8
Amérique latine et Caraïbes	28	0,8	11	-2,4	17	2,9
Moyen Orient et Afrique du Nord	11	-3,3	8	-6,2	3	4,4
Asie du Sud	8	0,9	4	-3,0	4	4,9
Afrique subsaharienne	43	0,2	19	-4,2	24	3,6
Revenu faible	32	1,9	11	-2,3	21	4,0
Revenu moyen inférieur	49	-0,9	27	-4,3	22	3,3
Revenu moyen supérieur	51	-0,8	30	-3,7	21	3,2
Pays en développement	132	-0,2	68	-3,7	64	3,5
Pays à revenu élevé	49	-0,3	26	-2,2	23	1,8
Tous les pays	181	-0,2	94	-3,3	87	3,1

Sources: Calculs par les auteurs se basant sur les *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI (octobre 2012)

En termes de croissance effective des dépenses, le nombre de pays qui les réduisent décroît légèrement, passant de 40 à 35 quand on compare la troisième phase de la crise à la phase d'expansion, mais la décroissance moyenne s'accroît - de 8% à 11% (tableau 7). Selon les projections du FMI, les plus importantes contractions réelles devraient se produire au Moyen-Orient et Afrique du Nord, en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'en Afrique subsaharienne.

Tableau 7: Accroissement des dépenses publiques effectives

(moyennes 2013-15 par rapport aux moyennes 2008-09, en %)

Région en développement / Niveau de revenu	Echantillon complet		Contraction		Expansion	
	Nombre de pays	Δ dépense moyenne	Nombre de pays	Δ dépense moyenne	Nombre de pays	Δ dépense moyenne
Asie de l'Est et le Pacifique	19	40,0	1	-3,5	18	42,4
Europe de l'Est et Asie centrale	23	22,4	5	-6,8	18	30,5
Amérique latine et Caraïbes	28	28,0	5	-14,3	23	37,2
Moyen Orient et Afrique du Nord	11	12,4	2	-19,4	9	19,5
Asie du Sud	8	41,4	0	...	8	41,4
Afrique subsaharienne	43	34,4	6	-10,6	37	41,7
Revenu faible	32	47,1	2	-2,8	30	50,4
Revenu moyen inférieur	49	29,9	3	-21,3	46	33,3
Revenu moyen supérieur	51	20,3	14	-10,1	37	31,8
Pays en développement	132	30,3	19	-11,1	113	37,3
Pays à revenu élevé	49	7,4	16	-9,9	33	15,7
Tous les pays	181	24,1	35	-10,6	146	32,4

Sources: Calculs par les auteurs se basant sur les *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI (octobre 2012)

2.2.4. Contraction excessive en 3ème Phase, 2013-15

Dans le cadre de cet article, l'austérité budgétaire excessive est définie comme la réduction des dépenses publiques en dessous des niveaux d'avant la crise (les valeurs des dépenses moyennes au cours de 2005-07).⁴ Une comparaison des périodes 2013-15 et 2005-07 montre que la grande majorité des pays ont prévu de maintenir les dépenses totales au-dessus des niveaux pré-crise. Les montants des dépenses projetées dans la dernière phase de la crise sont de 4,4% du PIB plus élevées, en moyenne, que celles de la phase de pré-crise pour les trois-quarts de l'échantillon (tableau 8), en termes réels, les dépenses publiques devraient être 60% au-dessus des niveaux de dépenses précédentes dans 90% des pays (tableau 8). Ces résultats indiquent que la plupart des gouvernements maintiennent les niveaux de l'aide publique à des niveaux considérablement plus élevés par rapport au début de la crise économique mondiale.

Tableau 8: Changements dans les dépenses publiques totales

(moyennes 2013-15 par rapport aux moyennes 2005-07, en % du PIB)

Région en développement / Niveau de revenu	Echantillon complet		Contraction		Expansion	
	Nombre de pays	Δ dépense moyenne	Nombre de pays	Δ dépense moyenne	Nombre de pays	Δ dépense moyenne
Asie de l'Est et Pacifique	19	4,3	4	-2,3	15	6,0
Europe de l'Est et Asie centrale	23	1,8	5	-2,7	18	3,0
Amérique latine et Caraïbes	28	2,5	4	-3,6	24	3,5
Moyen Orient et Afrique du Nord	11	0,4	7	-4,7	4	9,2
Asie du Sud	8	2,1	2	-5,9	6	4,7
Afrique subsaharienne	43	2,2	11	-5,4	32	4,8

4. Cette analyse ne porte pas de jugement sur l'adéquation ou non des niveaux de dépenses dans la période pré-crise; les dépenses en 2005-2007 sont utilisées pour établir une référence de base raisonnable.

Région en développement / Niveau de revenu	Echantillon complet		Contraction		Expansion	
	Nombre de pays	Δ dépense moyenne	Nombre de pays	Δ dépense moyenne	Nombre de pays	Δ dépense moyenne
Revenu faible	32	4,0	5	-6,4	27	5,9
Revenu moyen inférieur	49	1,6	15	-4,3	34	4,2
Revenu moyen supérieur	51	2,0	13	-3,5	38	3,8
Pays en développement	132	2,3	33	-4,3	99	4,5
Pays à revenu élevé	49	2,7	11	-1,8	38	4,1
Tous les pays	181	2,4	44	-3,7	137	4,4

Sources: Calculs par les auteurs se basant sur les *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI (octobre 2012)

Tableau 9: Accroissement des dépenses publiques effectives
(moyennes 2013-15 par rapport aux moyennes 2005-07, en %)

Région en développement / Niveau de revenu	Echantillon complet		Contraction		Expansion	
	Nombre de pays	Δ dépense moyenne	Nombre de pays	Δ dépense moyenne	Nombre de pays	Δ dépense moyenne
Asie de l'Est et le Pacifique	19	95,3	2	-2,2	17	106,7
Europe de l'Est et Asie centrale	23	66,4	0	...	23	66,4
Amérique latine et Caraïbes	28	51,2	3	-15,6	25	59,2
Moyen Orient et Afrique du Nord	11	38,8	2	-17,1	9	51,3
Asie du Sud	8	78,3	0	...	8	78,3
Afrique subsaharienne	43	63,5	3	-22,9	40	70,0
Revenu faible	32	85,9	2	-21,6	30	93,1
Revenu moyen inférieur	49	65,2	3	-15,4	46	70,4
Revenu moyen supérieur	51	51,2	5	-13,0	46	58,2
Pays en développement	132	64,8	10	-15,4	122	71,4
Pays à revenu élevé	49	24,6	7	-11,5	42	30,6
Tous les pays	181	53,9	17	-13,8	164	60,9

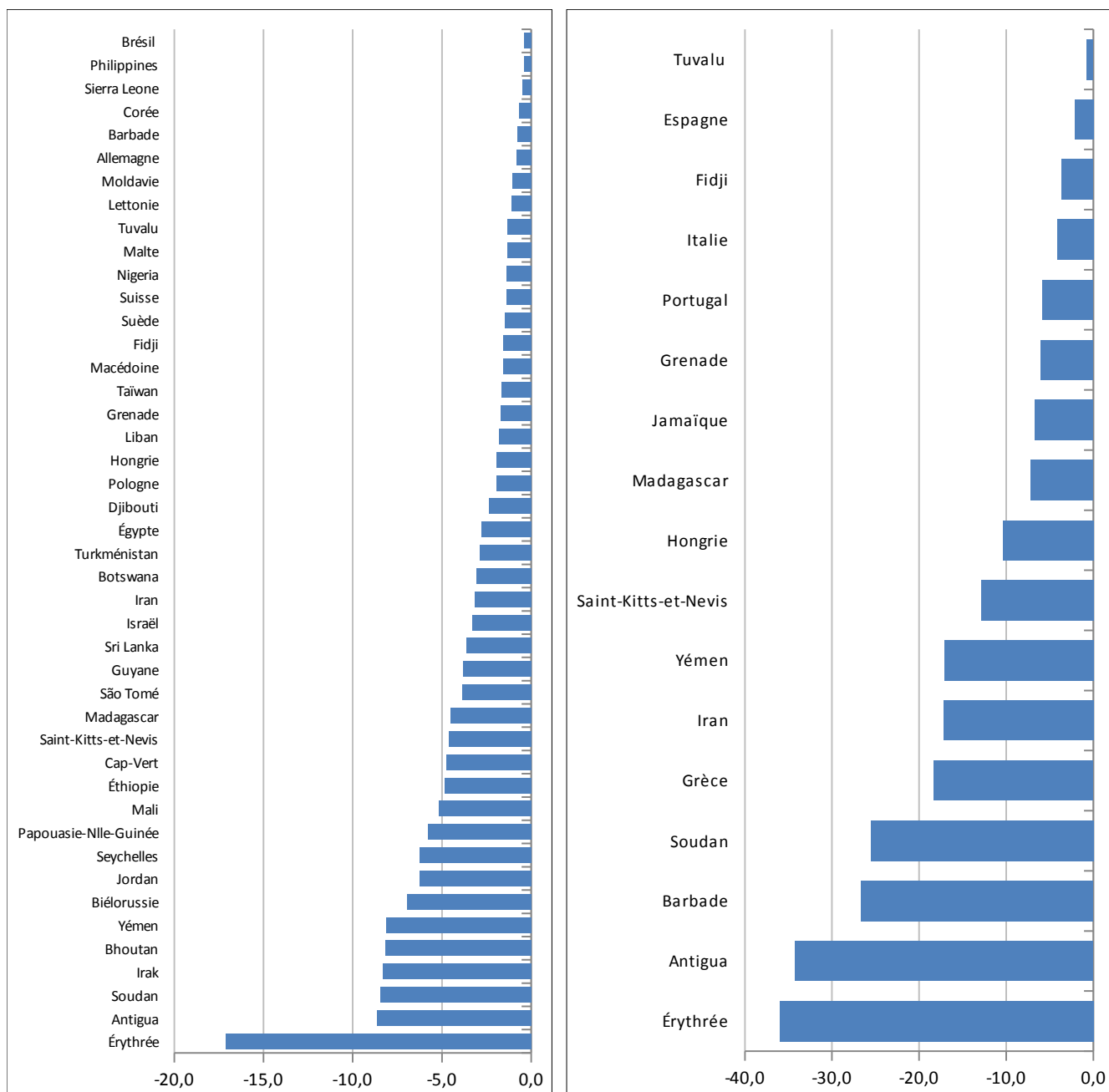
Sources: Calculs par les auteurs se basant sur les *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI (octobre 2012)

Cependant, un nombre alarmant de pays semblent être en cours de contraction budgétaire excessive, ce qui comporte des risques majeurs (voir section 5). En termes de PIB, l'analyse des projections des dépenses révèle que 44 gouvernements pourraient réduire leurs budgets excessivement au cours de 2013-15 (figure 2A). On peut s'attendre à ce que vingt-et-un de ces pays réduisent les dépenses de plus de 3,0% du PIB, en moyenne, au cours de cette dernière phase de la crise par rapport aux niveaux de dépenses pendant la période pré-crise. Ces pays sont les suivants: Antigua-et-Barbuda, Biélorussie, Bhoutan, Botswana, Cap-Vert, Érythrée, Éthiopie, Guyane, Iran, Iraq, Israël, Jordanie, Madagascar, Mali, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Sri Lanka, St . Kitts-et-Nevis, Soudan et Yémen. En réalité, 17 gouvernements ont prévu d'avoir des enveloppes budgétaires en 2013-15, qui soient plus petites que celles de la période 2005-07, en moyenne (figure 2B).

Figure 2: Changements dans les dépenses gouvernementales totales, moyennes 2013-15 par rapport à 2005-2007

A. Changement en % du PIB)

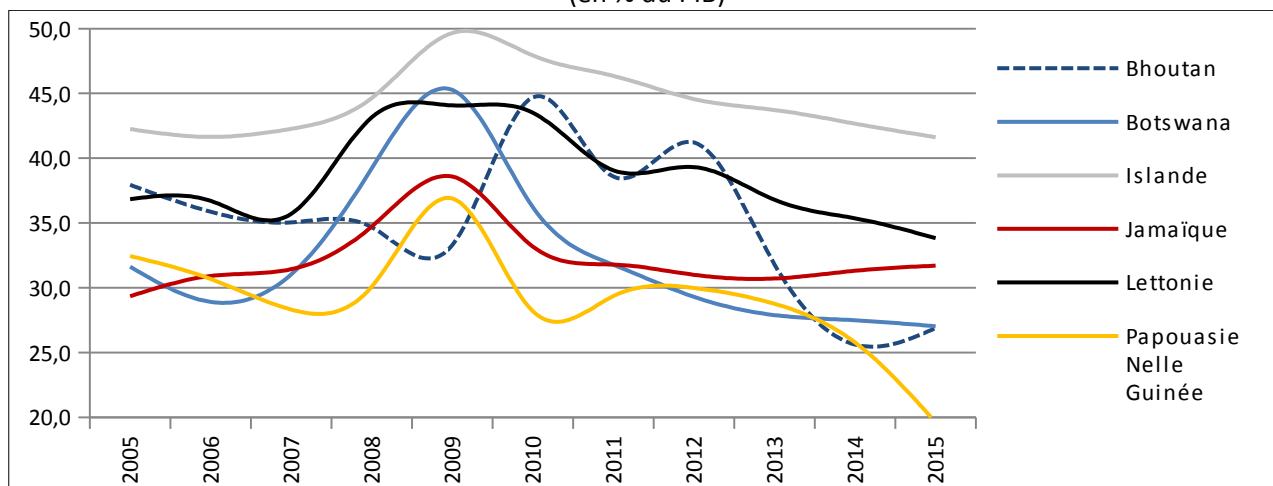
B. Croissance projetée en % du PIB



Sources: Calculs des auteurs sur la base des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI (octobre 2012)

Cette contraction excessive est peut-être le mieux illustrée en examinant la situation dans un certain nombre de pays. La figure 3 présente les cas de différentes régions. Il est clair que chacun de ces pays s'est mis à soutenir les dépenses face aux chocs mondiaux au cours de la période 2008-9, mais ont depuis engagé de fortes réductions de dépenses au point que les niveaux projetés sont bien en deçà des niveaux d'avant-crise.

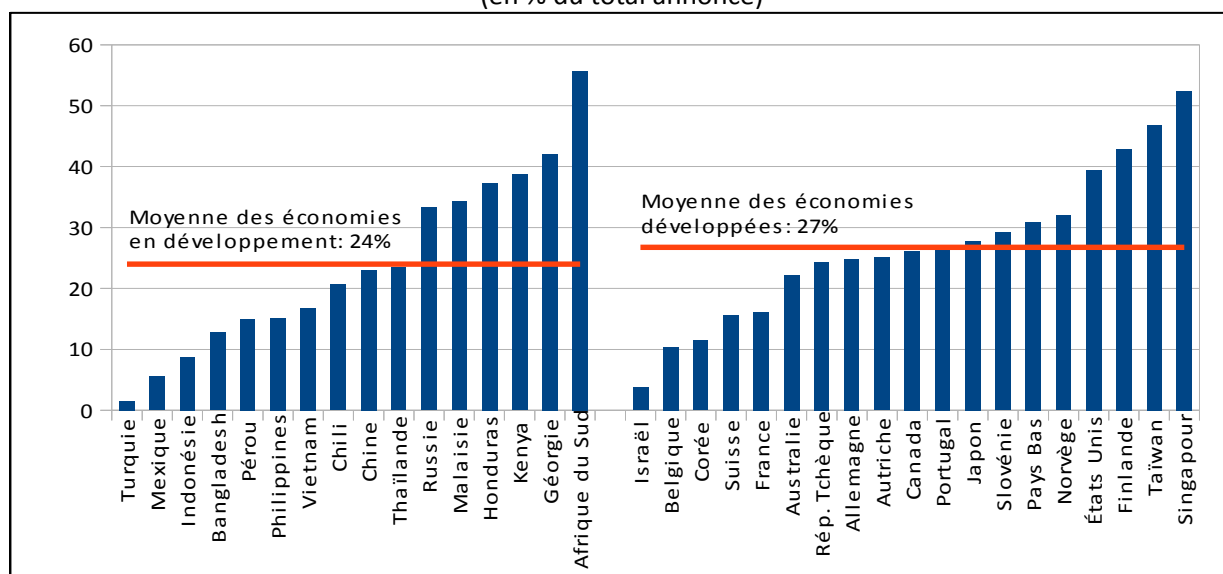
Figure 3: Dépenses gouvernementales totales, 2005-2015
(en % du PIB)



3. De la relance budgétaire à la contraction budgétaire

En 2008-09, il y avait un consensus mondial sur des mesures contracycliques, par lesquelles les pays coordonneraient leurs politiques pour lutter contre les impacts économiques et sociaux négatifs de la crise. Le FMI avait ainsi défini la nécessité d'une relance budgétaire mondiale : «*En temps normal, le Fonds recommanderait effectivement à de nombreux pays qu'ils réduisent leur déficit budgétaire et leur dette publique. Mais nous ne sommes pas dans une époque normale ... si aucune relance budgétaire n'est mise en œuvre, alors la demande peut continuer à tomber ... Il est nécessaire que ... les gouvernements s'engagent à prendre toutes politiques nécessaires pour éviter une nouvelle Grande Dépression*»⁵. Comme indiqué précédemment, 144 pays ont accru leur dépenses publiques pendant la première phase de la crise économique mondiale, avec une expansion moyenne s'élevant à près de 4,0% du PIB. Au moins 48 pays ont annoncé des plans de relance budgétaire totalisant 2,4 milliards de dollars US, dont environ un quart investi dans des mesures de protection sociale (figure 4).

Figure 4: Taille de la composante protection sociale dans les plans de relance 2009
(en % du total annoncé)



Sources: Calculs des auteurs sur la base de Zhang, Thelen et Rao (2010) et des rapports pays du FMI pour le Chili et le Pérou

5. Olivier Blanchard, Conseiller économique et Directeur du Département Recherche, FMI, dans *IMF Survey Magazine*, 29 décembre 2008.

Qu'est-ce qui a provoqué ce changement dans l'orientation des politiques budgétaires entre 2008-09 (expansion) et la période écoulée depuis 2010 (contraction) ? La réponse classique est évidente : la dette et des déficits budgétaires. Cependant, cette explication toute simple mérite une exploration plus poussée, en particulier compte tenu de la fragilité de la reprise en 2010 et des impacts évidents, négatifs, que l'austérité budgétaire ne peut manquer d'avoir sur l'activité économique.

Début 2010, les conseils du FMI ont radicalement changé. Deux documents du Conseil du FMI approuvés en février 2010 — "Exiting from Crisis Intervention Policies" (Sortir des politiques interventionnistes de crise), et "Strategies for Fiscal Consolidation in the Post-Crisis World" — (Stratégies de consolidation budgétaire dans le monde post-crise) — proposaient l'ajustement budgétaire à grande échelle "*lorsque la reprise est bien enclenchée*", ainsi que des réformes structurelles des finances publiques à lancer immédiatement "*même dans les pays où la reprise n'est pas encore solidement en cours*" (FMI, 2010a et 2010b). L'édition 2010 des *Perspectives économiques de l'OCDE* portent également sur la nécessité urgente d'assainissements budgétaires et de réformes structurelles (telles que les réformes du marché du travail et des produits), soulignant que dans les pays de l'OCDE ou non-OCDE, le ralentissement économique était en train de disparaître rapidement. Bien que ces documents soient généralement axés sur les pays à revenu élevé, ils exhortent également à l'ajustement budgétaire dans les pays en développement, vu l'augmentation du risque de surendettement ; ce furent là les premiers signes d'un renversement de la politique mondiale, qui avait le soutien implicite du G20.

Ainsi, les crises de la dette souveraine en Europe ont-elles provoqué l'inquiétude quant aux niveaux d'endettement des gouvernements partout dans le monde, et l'attention du public s'est tournée vers les dépenses gouvernementales comme si c'étaient elles qui étaient cause de la crise. Pourtant, la dette et les déficits étaient les symptômes de la crise, non la cause. En réalité, l'augmentation des dettes et des déficits est le résultat : (i) des plans de sauvetage des banques pour sauver le secteur financier de la faillite estimé à 11700 milliards en dollars US pour les seuls pays du G20 (FMI, 2010c), (ii) de recettes publiques plus faibles en raison du ralentissement de l'activité économique et, à un degré moindre, (iii) des plans de relance, estimés à 2,4 milliards en dollars US. Les recommandations des partisans de l'austérité ont porté sur des coupes importantes dans les politiques publiques et la réduction de la fonction publique comme principaux moyens de corriger les déficits, calmer les marchés et relancer l'économie ; dans cette logique, la fonction de l'État en tant que garant de nos protections sociales est présenté comme une charge néfaste à la compétitivité et donc à la croissance.

De nombreuses études ont mis en évidence la base fallacieuse des programmes d'austérité (CESR 2012, l'OIT 2012, Krugman 2012, Stiglitz 2012, CNUCED 2011b, Nations Unies 2013, Weisbrot et Jorgensen 2013). À court terme, l'austérité déprime les revenus et les emplois, entrave la demande intérieure et, finalement, les efforts de rétablissement. L'austérité a également des impacts négatifs sur l'emploi, l'activité économique et le développement sur le long terme. Même les recherches récentes au FMI reconnaissent que la consolidation budgétaire a des effets néfastes à court et à long terme sur le chômage, la demande privée et la croissance du PIB, parallèlement au fait que les salariés sont attaqués de façon disproportionnée par rapport aux rentiers et aux actionnaires (Guajardo, Leigh et Pescatori 2011; Ball, Leigh et Loungani 2011). En outre, l'économiste en chef du FMI, Olivier Blanchard a récemment admis une grave sous-estimation des multiplicateurs par rapport à l'importance de la contraction économique dans la conception des politiques d'austérité (Blanchard et Leigh 2013). Toutefois, les opérations du FMI ne prennent pas en compte les résultats de la recherche menée par ce même FMI.

A la fois dans les pays à revenu élevé et dans les pays en développement, il est vraiment nécessaire de poursuivre des politiques anticycliques, c'est-à-dire d'augmenter les dépenses publiques pour éviter la récession, relancer l'économie, créer des emplois productifs, soutenir les besoins de développement et réparer le contrat social. En outre, l'accent mis sur les soldes budgétaires détourne l'attention du public, tant de la cause non résolue de la crise : la déréglementation excessive des marchés financiers, que des solutions globales logiques, comme un mécanisme de restructuration de la dette souveraine qui traite équitablement prêteurs et emprunteurs (CNUCED 2011a). L'Organisation des Nations Unies (2009a, 2009b, 2012 et 2013) a demandé à plusieurs reprises une action politique énergique et concertée au niveau mondial pour promouvoir des politiques budgétaires et de l'emploi, la stabilité des marchés financiers et soutenir le développement. En 2013, cependant, les idées fausses sur les problèmes budgétaires mentionnées précédemment restent au premier plan des discussions politiques de haut niveau à travers le monde.

Il est pas très clair, cependant, pourquoi la volonté de réduire les budgets des pays en développement fut aussi rapide, intense et prolongée que notre analyse des données sur les dépenses le révèle. Le rôle du FMI comme acteur d'influence politique apparaît comme un facteur principal (Molina 2010; Van Waeyenberge, Bargawi et McKinley

2010; Weisbrot et Montecino 2010). Ici, il est important de reconnaître que peu de gouvernements ont des programmes du FMI et que l'influence du FMI, sur les débats concernant les politiques nationales, passe surtout par ses conseil et sa surveillance sur les politiques à suivre (Encadré 1). D'autres institutions internationales ont aussi joué un rôle, comme la Banque des règlements internationaux (BRI) – la banque centrale pour les banquiers – qui suit le FMI dans la promotion de l'assainissement budgétaire et des réformes structurelles, prétextant que les limites à la relance budgétaire avaient été atteintes dans une certain nombre de pays (BRI 2010 et 2011). Quoi qu'il en soit, la coordination internationale antérieure des politiques économiques – susceptible d'améliorer l'efficacité des politiques – a disparu en 2010, et les gouvernements se sont mis à s'attaquer à leur propre équilibre budgétaire chacun de leur côté.

Encadré 1: Le FMI, la politique budgétaire et sociale

Le FMI a une influence sur les politiques fiscales par plusieurs canaux, notamment par ses conseils aux décideurs au niveau mondial et national, ses missions de surveillance (par exemple, Consultations au Titre de l'Article IV), les consultations en vertu d'arrangements hors prêts (par exemple, les Programmes suivis des services du FMI -Staff Monitored Programs) et les conditionnalités de prêts en vertu des dispositions de prêt (par exemple, Stand-by Arrangements - Accords de confirmation - et Facilités élargies de crédit).

En avril 2009, les dirigeants du G20 ont désigné le FMI comme le outil essentiel à la reprise économique mondiale et ont triplé la capacité de prêt du Fonds de 250 milliards de dollars à 750 milliards de dollars américains, avec en plus une allocation supplémentaire de 100 milliards de dollars de la part des États-Unis en juin 2009. Pourtant, rares sont les pays qui empruntent au FMI, et l'influence du FMI provient principalement de débats politiques, souvent dans le cadre d'activités de surveillance. Par exemple, les Consultations au Titre de l'Article IV du FMI, effectuées annuellement dans presque tous les pays, formulent des recommandations sur un large éventail de questions portant sur les politiques budgétaires, monétaires et de change, concernant les régimes de retraite, la santé, les filets de protection sociale, les politiques de l'emploi, entre autres. Après le sommet de 2009 à Londres, le communiqué du G20 a approuvé le renforcement de la surveillance du FMI sur les économies des États membres comme "franche, impartiale et indépendante" ('candid, even-handed, and independent', point 12).

Les coûts sociaux élevés des programmes d'ajustement structurel du FMI dans les années 1980 tels qu'identifiés, notamment. par Cornia, Jolly et Stewart (1987) ont abouti à la remise en cause des conditionnalités attachées aux prêts du FMI et, plus généralement, des conseils macroéconomiques et budgétaires du FMI, fondés sur une perspective étriquée de maîtrise des coûts plutôt que sur les besoins de développement à grande échelle. En outre, bien que la politique sociale ne fasse pas partie du mandat du FMI, l'institution donne son avis sur la réglementation du marché du travail, la conception et le ciblage des programmes sociaux, et les plafonds de la facture de la masse salariale, entre autres.

Du coup, le FMI s'est efforcé de démontrer une volonté de changement. Par exemple, il a soutenu des politiques anticycliques en 2008-09, la protection des dépenses sociales prioritaires en faveur des pauvres est désormais une caractéristique de la plupart des programmes actuels du FMI, et les plafonds sur la masse salariale ne sont plus inclus comme conditionnalités centrales des prêts (ou critères de performance) dans les pays à faible revenu (FMI 2009).

Dans la pratique, cependant, peu de choses ont changé. En dépit de la fragilité de la reprise et des Rapports des Nations Unies sur la hausse des niveaux de faim, pauvreté et chômage, depuis 2010, il soutient des positions orthodoxes pro-cycliques. Et tandis que les réductions/plafonds de la masse salariale ne figurent plus en tant que critères de performance et conditionnalités, ils restent comme critères indicatifs et sont proposés dans pratiquement tous les pays au cours des missions de surveillance, ainsi que de nombreuses autres questions de politique sociale et de politique de l'emploi qui sont en dehors du mandat du FMI (voir la section 4).

En ce qui concerne la protection des dépenses sociales «prioritaires» en faveur des pauvres, il n'y a pas de définition universellement acceptée des dépenses sociales en faveur des pauvres, et les définitions changent d'un pays à l'autre. Les programmes d'enseignement primaire, et de certains soins de santé, spécifiquement sélectionnés ont tendance à être des éléments communs des dépenses «prioritaires», mais d'autres investissements nécessaires de ce secteur, ne peuvent être inclus s'ils ne sont pas considérés comme prioritaires par le gouvernement, comme la protection sociale, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, les logements publics, les programmes d'emploi ou de grandes zones de soins de santé bien nécessaires mais en dehors des programmes de santé sélectionnés comme étant «prioritaires». Notre examen de la dernière campagne FMI indique également qu'une grande variété de catégories de dépenses, tels que l'électricité, l'appareil judiciaire et, dans certains cas, des secteurs liés à la Défense, ont été inclus comme "priorité" dans les dépenses sociales protégées au titre des programmes pays. Ces approches font douter de l'efficacité des garanties sociales actuelles du FMI pour soutenir les populations vulnérables.

4. Principales mesures d'ajustement envisagées 2010-13

4.1. Méthodologie

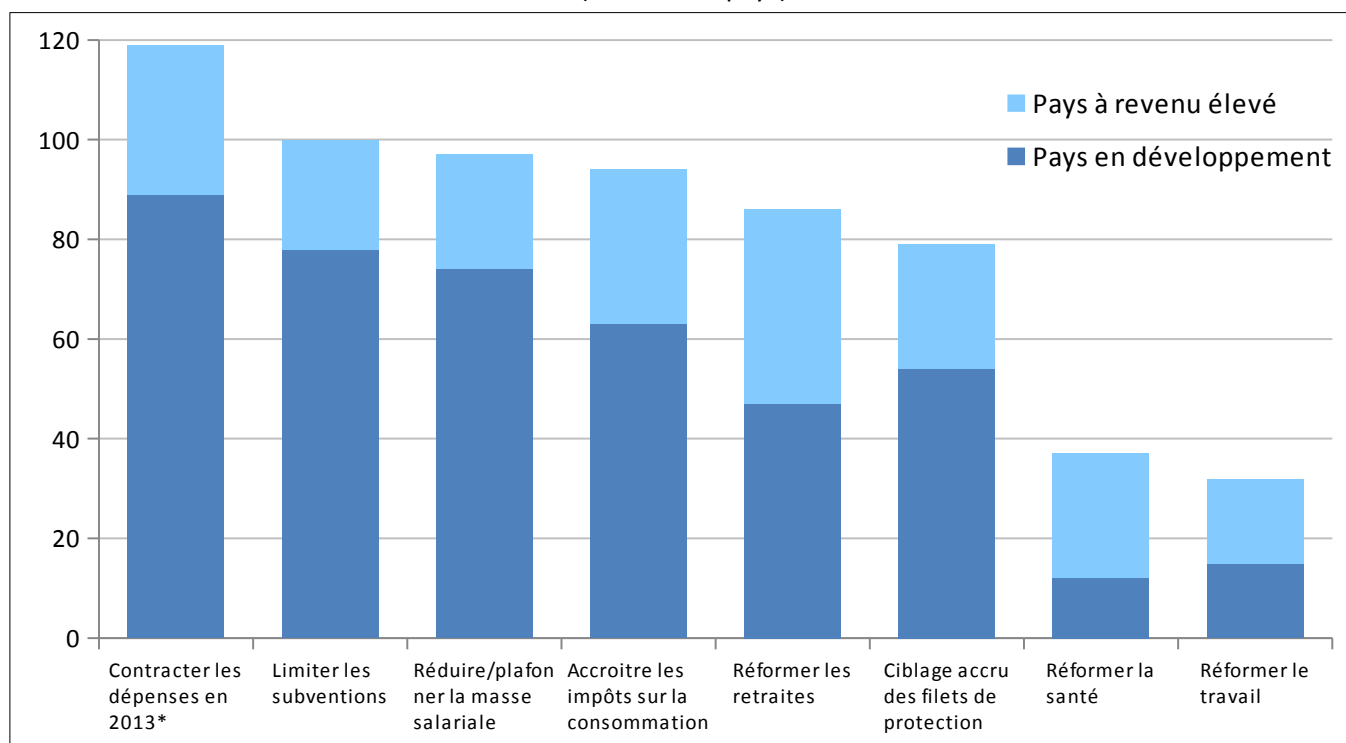
Comment les gouvernements mettent-ils en place l'ajustement budgétaire ? Et quelles sont les principales mesures d'ajustement qui ont des impacts sociaux directs ? Pour répondre à ces questions, cette section examine les débats politiques et les autres informations contenues dans les rapports pays du FMI, qui couvrent les Consultations au Titre de l'Article IV, des examens effectués en vertu d'accords de prêts (par exemple, par des Accords de Confirmation et de Facilité Élargie de Crédit), les consultations au titre d'arrangements hors prêts (par exemple, les Programmes suivis-Staff Monitored Programs) et autres rapports du FMI disponibles au public sur le site Internet du FMI. Dans l'ensemble, nous examinons 314 rapports couvrant 174 pays, qui ont tous été publiés entre janvier 2010 et février 2013 (voir annexe 2 pour plus de détails). Deux mises en garde méritent d'être mentionnées. Tout d'abord, les résultats ne sont fondés que sur l'interprétation par les auteurs des informations contenues dans les rapports pays du FMI. Et, en second lieu, dans la mesure où les mesures éventuellement adoptées par les gouvernements peuvent différer de celles en cours d'examen dans les rapports pays FMI, cette analyse est purement indicative et ses résultats appellent vérification.

4.2. Résultats

4.2.1. Tendances mondiales à l'ajustement

Notre examen des derniers rapports pays du FMI indique que six politiques principales sont envisagées par les gouvernements à travers le monde pour consolider les budgets, plus une mesure pour accroître les recettes (Figure 5). Les mesures les plus largement abordées comprennent (i) l'abandon progressif ou l'élimination des subventions (ii) les réductions et/ou plafonnements de la dépense en masse salariale et (iii) l'augmentation des impôts sur la consommation, comme les impôts sur des ventes et les taxes sur la valeur ajoutée (TVA), qui sont envisagés dans près de 100 pays à travers le monde. Non loin derrière, d'autres approches d'ajustement incluent les réformes généralisées (iv) des retraites et (v) le rationnement et/ou ciblage accru des filets de protection sociale, qui affecte plus de 80 pays, en moyenne, dans le monde entier. Bien qu'elles ne soient pas aussi fréquentes, deux autres politiques d'austérité sont envisagées dans près de 35 pays, comprenant des réformes (vi) du système de santé et (vii) de la réglementation du travail. L'examen des rapports du FMI montre que d'autres mesures d'ajustement sont également envisagées, telles que les réformes de l'éducation (par exemple, la Finlande, la Lituanie, la Moldavie, le Portugal, la Russie, l'Espagne et les États-Unis, envisagent des mesures telles que le rationnement des investissements dans l'éducation et la hausse des frais de scolarité), mais elles n'ont pas été retenues car elles n'apparaissent que dans un petit nombre de pays. Une discussion sur les principales approches de la politique d'ajustement suit, et des résumés régionaux se trouvent dans les tableaux 10 et 11.

Figure 5: Incidence des Mesures d'Ajustement sur 174 Pays 2010-13
(nombre de pays)



Sources: Analyse des auteurs à partir de 314 rapports pays du FMI publiés entre janvier 2010 et février 2013.

* Les calculs des auteurs se basent sur les *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI (octobre 2012); les contractions sont déduites des changements dans les dépenses totales en tant que pourcentage du PIB, l'échantillon porte sur 181 pays.

- *L'élimination ou la réduction des subventions* apparaît comme la mesure d'ajustement la plus répandue. Au total, 100 gouvernements, 78 de pays en développement et 22 de pays à revenu élevé ont recours à la limitation des subventions principalement au combustible, mais aussi à l'électricité ainsi que pour la nourriture et les intrants agricoles.
- *La diminutions ou le plafonnement de la masse salariale* est une autre stratégie courante de réduction des coûts. En tant que dépense récurrente, la masse salariale a tendance à être la composante la plus importante des budgets nationaux, de l'ordre de 98 pays envisagent de réduire leur masse salariale, ce qui est souvent réalisé ou prévu dans le cadre des réformes de la fonction publique. Au total, 75 pays en développement et 23 pays à revenu élevé envisagent cette politique-là.
- *L'augmentation des taxes sur la consommation de biens et services*, soit en augmentant ou en élargissant les taux de TVA ou les taxes sur la vente de produits ou par la suppression d'exemptions, est la troisième réponse la plus répandue aux pressions budgétaires. Il importe de noter que cette approche diffère des options identifiées plus tôt en ce qu'elle affecte les recettes plutôt que les dépenses. Il convient de la souligner car près de 94 gouvernements, 63 de pays en développement et 31 de pays à revenu élevé sont en train de modifier leurs taxes à la consommation d'une façon ou d'une autre.
- *La réforme des pensions de retraite* est une autre mesure courante prise en considération pour réduire les dépenses publiques. Environ 86 gouvernements, dont 47 de pays en développement et 39 de pays à revenu élevé sont en train de modifier leurs systèmes de retraites: relever les taux de cotisation, augmenter les durées de cotisations pour éligibilité, retarder l'âge de la retraite et/ou réduire les montants versés, entre autres.
- *Rationaliser et/ou cibler encore plus les filets de protection sociale* apparaît comme un autre parcours fréquemment observé pour contenir les dépenses globales et réduire les coûts. L'examen des rapports pays du FMI indique que 80 gouvernements, 55 de pays en développement et 25 de pays à revenu élevé, envisagent de

restreindre les prestations et filets de protection sociale, souvent en révisant les critères d'admissibilité et le ciblage des plus pauvres, ce qui est une réduction de facto de la couverture en protection sociale.

- *Les réformes du système de santé* sont envisagées par 37 gouvernements, 12 de pays en développement et 25 de pays à revenu élevé pour comprimer les budgets. Les principales stratégies pour ce faire comprennent la hausse des tickets modérateurs et les co-paiements laissés à charge des patients ainsi que l'introduction de mesures de réduction des coûts dans les centres de santé publics.
- *Les réformes vers la flexibilisation du travail* sont examinées par 32 gouvernements, 15 de pays en développement et 17 de pays à revenu élevé, mais l'analyse de l'OIT (2012) suggère que cette approche est encore plus fréquente que ce qui est indiqué par les rapports du FMI. Les réformes vers plus de flexibilité du travail comprennent généralement la révision du salaire minimum, une limite sur les ajustements salariaux aux coûts de la vie, la décentralisation des négociations collectives et l'élargissement de la capacité des entreprises à congédier les employés.

Contrairement à la perception du public, cette étude confirme que les mesures d'austérité ne sont pas limitées à l'Europe. En fait, de nombreuses mesures d'ajustement émergent de façon plus importante dans les pays en développement (tableaux 10 et 11). Par exemple, alors que les réformes portant sur l'augmentation de la TVA et que les réformes touchant retraites, travail et santé sont plus fréquentes dans les pays à revenu élevé, réduire et/ou plafonner la masse salariale et limiter les subventions (à des produits de première nécessité) sont plus fréquemment observés dans les pays en développement.

Tableau 10: Principales mesures d'ajustement par région, 2010-2013
(nombre de pays)

Région en développement / Agrégats	Réduction des subventions	Réduction/plafonds de la Masse Salariale	Augmentation des impôts à la consommation	Réforme des Retraites	Rationnement des filets de protection	Réformes dans la Santé	Réforme du Travail
Asie de l'Est et le Pacifique	12	13	8	4	9	0	2
Europe de l'Est et Asie centrale	9	15	13	16	15	9	6
Amérique latine et Caraïbes	11	14	13	12	11	0	1
Moyen Orient et Afrique du Nord	9	7	7	5	5	3	1
Asie du Sud	6	4	4	1	4	0	2
Afrique subsaharienne	31	22	18	9	11	0	3
Pays en développement	78	75	63	47	55	12	15
Pays à revenu élevé	22	23	31	39	25	25	17
Tous les pays	100	98	94	86	80	37	32

Sources: Analyse par les auteurs de 314 rapports pays du FMI publiés entre janvier 2010 et février 2013

Tableau 11: Principales mesures d'ajustement par région, 2010-2013
(pourcentage de pays)

Région en développement / Agrégats (Nombre de pays)	Réduction des subventions	Réduction/plafonds de la Masse Salariale	Augmentation des impôts à la consommation	Réforme des Retraites	Rationnement des filets de protection	Réforme dans la Santé	Réforme du Travail
Asie de l'Est et Pacifique (21)	57	62	38	19	43	0	10
Europe de l'Est et Asie centrale (21)	43	71	62	76	71	43	29
Amérique latine et Caraïbes (25)	44	56	52	48	44	0	4
Moyen Orient et Afrique du Nord (10)	90	70	70	50	50	30	10
Asie du Sud (8)	75	50	50	13	50	0	25
Afrique subsaharienne (43)	72	51	42	21	26	0	7

Région en développement / Agrégats (Nombre de pays)	Réduction des subventions	Réduction/plafonds de la Masse Salariale	Augmentation des impôts à la consommation	Réforme des Retraites	Rationnement des filets de protection	Réforme dans la Santé	Réforme du Travail
Pays en développement (128)	61	59	49	37	43	9	12
Pays à revenu élevé (46)	48	50	67	85	54	54	37
Tous les pays (174)	57	56	54	49	46	21	18

Sources: Analyse par les auteurs de 314 rapports pays du FMI publiés entre janvier 2010 et février 2013

Une autre constatation intéressante concerne l'ampleur des mesures d'austérité adoptées par les différents pays. Dans l'ensemble, au moins deux options stratégiques sont discutées dans 140 pays, trois ou plus dans 101 pays, quatre ou plus dans 55 pays, cinq ou plus dans 34 pays, six ou plus dans 20 pays et toutes les sept dans neuf pays: la Belgique, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la République slovaque et l'Espagne. De l'autre côté du spectre, seuls huit pays dans le monde semblent n'envisager aucun type d'ajustement en fonction des informations fournies par leur dernier rapport pays du FMI: la Chine, la Guinée équatoriale, la République démocratique populaire du Laos, le Myanmar, le Paraguay, le Pérou, le Rwanda et les Émirats Arabes Unis.

4.2.2. Mesures d'ajustement dans les pays à revenu élevé

Les débats sur l'austérité dans le monde ont lieu principalement dans les pays à revenu élevé, notamment en Europe. Notre étude confirme, ce n'est pas une surprise, que toutes les sept mesures d'ajustement sont actuellement examinées par les gouvernements de Belgique, de Grèce, d'Irlande, d'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, de la République slovaque et d'Espagne (Tableau 12).

La réforme des retraites et l'augmentation des taxes à la consommation, sont le plus souvent envisagées. En termes de modification des systèmes de pension de retraite, presque tous les pays à revenu élevé (39) envisagent cette option, y compris l'Australie, le Japon et les États-Unis, dont les gouvernements n'ont pas lancé de grandes réformes d'austérité comme leurs homologues européens. Les réformes des retraites les plus courantes comprennent le relèvement de l'âge de la retraite, la réduction des montants, l'augmentation des taux de cotisation et la réduction des exonérations fiscales sur les retraites. La République tchèque envisage la privatisation d'une partie de son système de pension public, passant d'un pay-as-you-go (PAYGO - par répartition) à un système à piliers multiples. Pour ce qui concerne l'augmentation des taxes à la consommation, nous le trouvons dans 32 pays à revenu élevé. Pour citer quelques exemples, les gouvernements d'Irlande et du Portugal ont récemment relevé leurs taux de TVA de 21% à 23%; en Espagne, le taux de TVA est passé de 16% à 18% en 2010 et a de nouveau augmenté en 2012, à 21%.

Les cinq autres mesures d'ajustement sont aussi plutôt en évidence dans les pays à revenu élevé. Environ 26 pays sont engagés dans des réformes de leurs systèmes de santé, comme le rationnement des coûts des structures de santé publique, en ajustant le prix des médicaments sur les génériques et en introduisant ou en augmentant la part à charge du patient. Le rationnement des transferts sociaux par le ciblage est envisagé dans 25 pays en tant que mesure d'économie. Le gouvernement grec, par exemple, passe en revue les critères d'invalidité et le remplacement des allocations familiales par une allocation spécifique unique; l'Irlande remplace également une prestation universelle pour enfants par une allocation de ressources aux familles à faible revenu.

En outre, la réduction ou le plafonnement de la masse salariale est envisagé dans 23 pays, principalement par des réductions dans la fonction publique, ne remplaçant pas les postes des fonctionnaires partis en retraite, l'augmentation des heures de travail, la suppression des régimes spéciaux pour certains salaires et l'élimination des primes (par exemple l'allocation de fin d'année). En parallèle, les rapports du FMI indiquent que les mesures de flexibilisation du travail ont été discutées dans 17 pays à revenu élevé. En Slovénie, par exemple, le gouvernement réduit le coût du licenciement pour les travailleurs et annule l'indexation du salaire minimum, l'Espagne a introduit des réformes pour faciliter les licenciements, freiner l'indemnité de départ et limiter les droits de négociation collective.

Tableau 12 : Mesures d'Ajustement dans les Pays à revenu élevé, 2010-13

Pays	Réduction des subventions	Réduction/ plafonds de la masse salariale	Augmentation des impôts à la consommation	Réforme des retraites	Rationnement des filets de protection	Réforme dans la Santé	Réforme du travail
Australie				X		X	
Autriche	X			X		X	
Bahamas		X					
Bahreïn	X		X	X			
Barbade		X	X			X	
Belgique	X	X	X	X	X	X	X
Canada				X			
Croatie	X	X	X	X		X	X
Curaçao		X		X		X	
Chypre		X		X	X		
Tchéquie		X	X	X	X	X	X
Danemark				X	X	X	
Estonie		X		X			
Finlande			X	X		X	X
France		X	X	X	X	X	X
Allemagne			X	X	X	X	
Grèce	X	X	X	X	X	X	X
Islande	X		X	X	X		
Irlande	X	X	X	X	X	X	X
Israël				X	X		
Italie	X	X	X	X	X	X	X
Japon			X	X	X		
Corée	X		X	X	X	X	X
Kiribati	X	X	X				
Koweït	X		X		X		
Luxembourg			X	X	X	X	X
Malte			X	X		X	X
Pays-Bas	X	X	X	X	X	X	X
Nlle-Zélande			X	X		X	
Norvège	X			X	X		
Pologne	X	X	X	X			
Portugal	X	X	X	X	X	X	X
Qatar	X		X	X			
Arabie Saoudite	X		X				
Singapour	X			X			
Slovaquie	X	X	X	X	X	X	X
Slovénie		X	X	X	X		X
Espagne	X	X	X	X	X	X	X
St. Kitts-et-Nevis	X	X	X	X	X		
Suède			X	X	X		X
Suisse				X		X	
Trinité-et-Tobago					X		
Émirats Arabes Unis							
Royaume-Uni	X	X	X	X			
Ukraine		X		X	X	X	
États-Unis			X	X		X	
Total	22	23	31	39	25	25	17

Sources: L'analyse par les auteurs de 314 rapports pays publiés par le FMI de janvier 2010 à février 2013

4.2.3. Tendances à l'ajustement pour l'Asie de l'Est et Pacifique

Plus de la moitié de l'Asie de l'Est et du Pacifique envisage des ajustements de la masse salariale et des subventions, ces options sont les plus courantes dans la région (tableau 13). D'une part, les réductions/plafonds sur la masse salariale sont en cours de discussion dans 13 pays, ce qui peut inclure des coupes sombres, comme au Cambodge, en Micronésie ou Palau, ou des restrictions salariales et le gel de l'embauche, comme à Fidji et au Timor oriental. D'autre part, la réforme des subventions a pris une place centrale dans les débats publics dans quelques 12 pays. En Indonésie et en Malaisie, celles-ci sont axées sur la réduction des subventions au combustible et à l'énergie, pour les consommateurs et l'industrie, et les remplacer par des filets de protection ciblés. Aux Philippines, il y a des plans pour limiter les subventions sur le riz et les transports et s'orienter vers la mise en place de programmes de transferts monétaires conditionnels plus ciblés ; le Timor oriental a également l'intention de réduire les subventions sur le riz et à l'électricité. Une politique similaire est observée dans les pays des îles du Pacifique. À Palau, par exemple, le gouvernement envisage de supprimer progressivement les subventions pour l'eau et l'assainissement, tandis qu'aux Kiribati, les discussions politiques se concentrent sur la réforme des subventions aux producteurs de coprah et d'autres entreprises publiques censées être des subventions 'induisant des distorsions' dans les marchés.

Le rationnement et le ciblage accentué des filets de protection sociale et l'augmentation des taxes à la consommation, sont d'autres mesures répandues dans la région. Au total, neuf pays discutent du ciblage des filets de protection sociale comme une priorité politique pour des économies de coûts, notamment en Mongolie, qui continue à subir la pression des institutions financières internationales afin de cibler plus avant son programme populaire: l'allocation universelle des enfants. D'autres pays discutent du rationnement et du ciblage des filets de protection sociale pour les plus pauvres: le Cambodge, Fidji, l'Indonésie, la Malaisie, les îles Marshall, les Palaos, les Philippines et même le Timor oriental, un pays dont les indicateurs de développement humain sont épouvantables. En termes de régimes fiscaux, huit pays augmentent la TVA ou les taxes sur la vente, souvent dans le cadre des réformes fiscales plus larges, comme au Cambodge, au Vietnam et en Thaïlande; dans les îles Fidji, le taux de TVA est passé de 12,5% à 15%.

Alors que les pays d'Asie de l'Est et du Pacifique envisagent en moyenne deux mesures d'ajustement au cours de 2010-13, il est intéressant de noter que la région est aux prises avec une demande mondiale plus faible pour ses exportations. En réponse, certains pays ont lancé des plans de relance budgétaire en 2012, y compris la Chine, l'Indonésie, la Malaisie et le Vietnam. À l'exception de la Chine, ces plans de relance sont de petite taille et se concentrent sur les incitations fiscales et les infrastructures. Contrairement à leurs voisins, la Chine, le Laos et la Thaïlande ne semblent pas envisager d'ajustement et sont plutôt en train d'augmenter leurs dépenses en masse salariale et d'étendre la couverture des services sociaux et des transferts. Il est également intéressant d'observer que, bien que les réformes de flexibilisation du travail soient envisagées dans les petits pays, comme les Fidji et Palau, la tendance régionale est d'augmenter le salaire minimum, comme en Chine, aux Philippines, en Thaïlande et au Vietnam.

Tableau 13: Mesures d'Ajustement en Asie de l'Est et Pacifique, 2010-13

Pays	Réduction des subventions	Réduction/ plafonds de la masse salariale	Augmentation des impôts à la consommation	Réforme des retraites	Rationnement des filets de protection	Réforme dans la Santé	Réforme du travail
Cambodge		X	X		X		
Chine							
Fidji	X	X	X	X	X		X
Indonésie	X				X		
Laos							
Malaisie	X		X		X		
Îles Marshall	X	X		X	X		
Micronésie	X	X	X	X			
Mongolie		X			X		
Myanmar							
Palau	X	X		X	X		X
Papouasie-Nlle-Guinée	X	X					
Philippines	X				X		
Samoa		X					
Îles Salomon		X					
Thaïlande	X		X				
Timor-Leste	X	X			X		
Tonga	X	X					
Tuvalu	X	X	X				
Vanuatu		X	X				
Vietnam			X				
Total	12	13	8	4	9	0	2

Sources: L'analyse par les auteurs de 314 rapports pays publiés par le FMI de janvier 2010 à février 2013

4.2.4. Tendances à l'Ajustement en Europe de l'Est et en Asie centrale

La plupart des pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale envisagent des ajustement de la masse salariale, des réformes de leurs systèmes de protection sociale et de retraite, et l'augmentation de la TVA ou des taxes sur les ventes (tableau 14). La diminution et/ou le plafonnement de la masse salariale ont commencé dès 2009 en Lituanie, et ont été rapidement étendus à 14 autres pays, y compris la réduction des effectifs du secteur public en Bulgarie, en Macédoine et au Monténégro, le gel des salaires semblent être planifiée en Biélorussie, en Bulgarie, au Kosovo, en République kirghize et en Moldavie.

Des débats sur la réforme des régimes de retraite sont en cours dans 16 pays. Ils portent sur le relèvement de l'âge de la retraite, les taux de cotisations et la durée de la vie active (Russie) ainsi que sur la réduction ou ré-indexation des bénéficiaires (par exemple, Lituanie, Monténégro, Serbie), l'Arménie et la Turquie envisagent la privatisation de leurs régimes de retraites publics, passant d'un système par répartition à un système à piliers multiples. Les réformes de la santé sont fondées sur le rationnement des fonds de santé et des établissements de santé (par exemple, Bulgarie, Lituanie, Serbie), la redéfinition des avantages (Macédoine) ou l'augmentation de la part payée par les patients (Turquie). Presque tous les pays de la région (15) sont également en train d'envisager des options de rationnement et/ou d'autres filets de protection sociale ciblés pour les plus pauvres, comme en Moldavie, qui continue à consolider ses allocations sociales sur la base d'une estimation des ressources.

Modification des taxes à la consommation et baisse des subventions sont d'autres politiques d'ajustement courantes. Alors que 13 gouvernements envisagent de relever les taux et d'éliminer les exemptions pour renforcer les régimes de TVA, environ la moitié des pays de la région (9) vont réduire les subventions, y compris à l'énergie (électricité et chauffage en Biélorussie, au Kosovo, en Macédoine et en Roumanie), au transport public (en Lettonie), aux intrants agricoles (en Biélorussie) et aux entreprises appartenant à l'État (par exemple, en Bulgarie, en Roumanie).

Des réformes du travail sont examinées dans cinq pays. Le Kosovo a finalisé un droit du travail qui, entre autres réformes, réduit la durée du congé de maternité, la Roumanie a mis en place une nouvelle loi sur le dialogue social pour réformer le processus de négociation collective et s'assurer que les évolutions salariales sont plus en ligne avec la croissance de la productivité au niveau de l'entreprise; et la Turquie envisage des réformes du marché du travail pour

améliorer la compétitivité en allégeant le système d'indemnités de départ et en ralentissant la croissance du salaire minimum.

Tableau 14 Mesure Ajustement en Europe de l'Est et en Asie centrale, 2010-13

Pays	Réduction des subventions	Réduction/plafonnement de la masse salariale	Augmentation des impôts à la consommation	Réforme des retraites	Rationnement des filets de protection	Réforme dans la Santé	Réforme du travail
Albanie				X	X		
Arménie			X	X	X		
Azerbaïdjan			X		X		
Biélorussie	X	X	X	X	X		X
Bosnie – Herz.		X		X	X		
Bulgarie	X	X	X	X	X	X	
Géorgie				X			
Hongrie		X	X	X			
Kazakhstan		X	X		X		
Kosovo	X	X					X
Kirghizstan		X	X				
Lettonie	X			X	X		
Lituanie		X	X	X	X	X	
Macédoine	X	X		X	X	X	
Moldavie	X	X	X	X	X	X	
Monténégro		X	X	X	X	X	X
Roumanie	X	X	X	X	X	X	X
Russie		X		X	X	X	
Serbie	X	X		X		X	X
Tadjikistan		X	X				
Turquie	X		X	X	X	X	X
Total	9	15	13	16	15	9	6

Sources: L'analyse par les auteurs de 314 rapports pays publiés par le FMI de janvier 2010 à février 2013

4.2.5. Tendances à l'ajustement en Amérique latine et dans les Caraïbes

L'Amérique latine est la région la moins engagée dans la cure d'austérité. Cela peut s'expliquer en partie par son expérience des crises passées, ce qui a conduit à une perception de plus en plus sceptique des politiques procycliques. Deux de ses pays – l'Équateur et le Venezuela – ont coupés les liens avec le FMI, et pour deux autres – le Paraguay et le Pérou, le rapport pays du FMI ne mentionne pas de mesures d'austérité. En outre, le Brésil et le Pérou ont lancé des plans de relance budgétaire en 2012. Ceci est en contraste avec les petits pays des Caraïbes, qui sont très engagés dans l'austérité, et ailleurs dans les Amériques, certaines mesures de réduction des coûts et/ou d'augmentation des recettes sont à l'étude.

Sur l'ensemble, cinq mesures d'ajustement sont souvent considérées dans toute la région (tableau 15). La première consiste en des politiques de restrictions sévères sur la masse salariale, qui sont examinées dans 14 pays. À Antigua-et-Barbuda, par exemple, une réduction de 10% de la masse salariale du gouvernement a été envisagée en 2012. Le gel de la masse salariale de la fonction publique apparaît dans les débats politiques dans un certain nombre de pays, notamment la Grenade, Haïti, la Jamaïque et le Nicaragua. La réduction des subventions est une deuxième mesure courante, qui est en cours de discussion dans 11 pays. Cela comprend les subventions agricoles en Bolivie, les subventions à l'électricité en République dominicaine, le Salvador, Haïti, le Honduras, le Nicaragua et le Surinam, ainsi qu'au combustible et d'autres subventions à l'énergie en Bolivie et au Mexique. Trois autres stratégies d'austérité figurent en bonne place dans environ une douzaine de pays qui sont situés principalement en Amérique centrale et dans les Caraïbes, y compris les réformes de la sécurité sociale, un ciblage plus restrictif des filets de protection sociale et l'augmentation de la TVA/Taxes sur les ventes.

Tableau 15: Mesures d'Ajustement en Amérique latine et dans les Caraïbes, 2010-13

Pays	Réduction des subventions	Réduction/ plafonnement de la masse salariale	Augmentation des impôts à la consommation	Réforme des retraites	Rationnement des filets de protection	Réforme dans la Santé	Réforme du travail
Antigua-et-Barbuda		X	X	X	X		
Belize		X	X	X	X		
Bolivie	X			X	X		
Brésil			X	X	X		
Chili		X					
Colombie			X	X			
Costa Rica		X	X				
Dominique				X	X		
Rép. dominicaine	X		X				
El Salvador	X	X			X		
Grenade	X	X			X		
Guatemala			X				
Guyane			X	X			
Haïti	X	X			X		
Honduras	X	X		X			
Jamaïque		X		X			
Mexique	X	X	X	X			X
Nicaragua	X	X	X	X	X		
Panama			X				
Paraguay							
Pérou							
Sainte-Lucie		X	X	X			
St-Vincent-et-les Grenadines	X	X			X		
Suriname	X	X	X		X		
Uruguay	X						
Total	11	14	13	12	11	0	1

Sources: L'analyse par les auteurs de 314 rapports pays publiés par le FMI de janvier 2010 à février 2013

4.2.6. Tendances à l'ajustement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Malgré le printemps arabe, la région envisage une moyenne de trois mesures d'austérité par pays, principalement des ajustements de la masse salariale, de programmes de subventions et de régimes fiscaux (tableau 16). La réduction ou la suppression des subventions est de loin la mesure la plus fréquente. De nombreux gouvernements offrent des subventions importantes aux prix de l'énergie et des aliments à leurs populations afin d'alléger le poids de prix élevés des matières premières ou de partager la richesse de la dotation nationale en ressources naturelles. Les débats politiques portent généralement sur l'élimination ou la réduction de ces subventions, et leur remplacement par des filets de protection ciblés. Bien que cela semble s'être produit avec un certain succès dans la réforme de la subvention au carburant de l'Iran, le fait que la région n'a pas bien développé des systèmes de protection sociale implique que les gouvernements devraient envisager cette réforme avec prudence. Par exemple, après des discussions avec les services du FMI en 2010 sur le rationnement des subventions au blé, à l'huile de cuisson, au combustible et aux transports, le gouvernement tunisien a presque doublé ses subventions sur les produits alimentaires et l'énergie pour compenser la hausse des prix internationaux et répondre aux protestations populaires en 2011.

Bien que pas aussi fréquentes que la réforme des subventions, d'autres politiques de consolidation sont en cours de discussion à travers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Par exemple, l'augmentation des taxes à la consommation par des taux de TVA plus élevés et/ou moins d'exemptions fiscales, ainsi que la maîtrise de la masse salariale du secteur public et/ou la réduction des coûts de fonctionnement des institutions publiques, sont des réformes examinées par sept des dix pays qui ont fourni des informations. Un certain nombre de gouvernements ont également envisagé des réformes dans leurs systèmes de retraite, comme en Tunisie, où celles-ci sont axées sur le renforcement de la viabilité financière, ainsi que de leurs systèmes de santé, comme en Jordanie, qui envisage le rationnement des dépenses de santé et de l'usage des produits pharmaceutiques.

Tableau 16: Mesures d'Ajustement au Moyen-Orient et Afrique du Nord, 2010-13

Pays	Réduction des subventions	Réduction/plafonnement de la masse salariale	Augmentation des impôts à la consommation	Réforme des retraites	Rationnement des filets de protection	Réforme dans la Santé	Réforme du travail
Algérie	X	X			X		
Djibouti	X	X	X				
Égypte	X		X	X	X	X	
Iran	X		X				
Irak	X						
Jordan	X	X	X	X	X	X	
Liban		X	X	X	X	X	
Maroc	X	X		X	X		X
Tunisie	X	X	X	X			
Yémen	X	X	X				
Total	9	7	7	5	5	3	1

Sources: L'analyse par les auteurs de 314 rapports pays publiés par le FMI de janvier 2010 à février 2013

4.2.7. Tendances à l'Ajustement en Asie du Sud

La mesure d'austérité la plus largement envisagée en Asie du Sud est de limiter ou de supprimer les subventions, selon ce qui apparaît dans six des huit pays qui ont des informations récentes dans les rapports pays du FMI (tableau 17). Cette option politique met l'accent sur les subventions au carburant (par exemple en Inde, Népal), les subventions à l'électricité (par exemple, les Maldives, Pakistan) et les subventions aux intrants agricoles, comme les engrais (par exemple en Inde, au Sri Lanka). Quatre pays s'appêtent également à ajuster les factures salariales, comme aux Maldives, ce qui est le cas le plus notoire puisque le gouvernement a l'intention de réduire le salaire nominal des fonctionnaires de 10% à 20%, ainsi que de rationner les filets de sécurité/protection sociale et d'augmenter les taxes sur les produits (par exemple, l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, et le Pakistan).

Compte tenu de son importance régionale, l'Inde mérite une attention particulière. Il est à noter que le dernier rapport de Consultation au titre de l'Article IV du FMI fait l'éloge de l'engagement renouvelé du ministre des Finances pour l'ajustement budgétaire, malgré le ralentissement de la croissance de l'Inde et la reprise modérée, et ce rapport remarque qu'une consolidation budgétaire durable exigera des choix difficiles sur la réforme des subventions, la fiscalité et la réglementation du travail, entre autres. L'Inde envisage également de mettre en œuvre progressivement des transferts monétaires directs utilisant le système de numéro d'identification unique à compter de 2013, ce qui devrait permettre de créer un espace budgétaire au fur et à mesure que le ciblage s'améliore. L'Inde envisage en outre la réforme des pensions de retraite et l'assouplissement de la réglementation du travail.

Tableau 17: Mesures d'Ajustement en Asie du Sud, 2010-13

Pays	Réduction des subventions	Réduction/plafonnement de la masse salariale	Augmentation des impôts à la consommation	Réforme des retraites	Rationnement des filets de protection	Réforme dans la Santé	Réforme du travail
Afghanistan			X				
Bangladesh	X		X				
Bhoutan			X				
Inde	X	X		X	X		X
Maldives	X	X			X		
Népal	X	X			X		
Pakistan	X		X		X		X
Sri Lanka	X	X					
Total	6	4	4	1	4	0	2

Sources: L'analyse par les auteurs de 314 rapports pays publiés par le FMI de janvier 2010 à février 2013

4.2.8. Tendances à l'Ajustement en Afrique subsaharienne

En moyenne, les pays de l'Afrique subsaharienne envisagent deux des mesures d'ajustement sur les sept identifiées (tableau 18). Réduire les subventions, ajuster la masse salariale et introduire ou étendre les taxes sur les ventes, apparaissent comme le plus couramment envisagées.

L'examen des rapports pays du FMI montre un large débat sur la nécessité d'éliminer ou de réduire les subventions, ce qui affecte quelque 31 pays. Cela comprend les subventions au combustible (par exemple: Angola, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Mozambique, Niger, Nigeria, Sierra Leone, Soudan, Togo), les subventions à l'électricité (par exemple: Cap-Vert, Ghana, Guinée, Mauritanie), les subventions aux intrants agricoles comme les engrais et les pesticides (Bénin, Cameroun, Guinée, Mali, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe), et aux aliments (par exemple: Guinée-Bissau, Libéria, Île Maurice, Soudan, Zambie). En général, les services du FMI appellent à un ajustement progressif des prix subventionnés sur les prix internationaux, accompagné soit par le ciblage des subventions ou un filet de protection sociale ciblé pour atténuer l'impact des ajustements de prix sur les groupes vulnérables.

En ce qui concerne la masse salariale, des ajustements sont à l'étude dans 22 pays, y compris rationner l'échelle des salaires dans la fonction publique, comme au Kenya et au Swaziland, ainsi que limiter les salaires du secteur public et imposer le gel des embauches, comme en République démocratique du Congo. A noter, plusieurs pays sont en train d'augmenter les emplois dans la santé et l'éducation (par exemple: République centrafricaine, Gambie, Mozambique) tout en contenant les salaires des fonctionnaires existants ; au Niger, les économies générées par la suppression de la subvention au combustible ont été utilisées pour recruter 4.000 nouveaux enseignants en 2012.

Une autre stratégie courante observée dans toute l'Afrique subsaharienne est d'augmenter les taxes sur la vente. Cette option est examinée dans 18 pays et comprend l'introduction d'une TVA (par exemple: Gambie, Guinée-Bissau, Seychelles, Soudan, Swaziland) et la réforme ou l'expansion de l'étendue de la TVA existante (Bénin, Burkina Faso, Éthiopie, Ghana, Guinée, Malawi et Mali). Même au Soudan, où les autorités ont adopté un programme de réformes centré sur l'ajustement budgétaire en juin 2012, une augmentation de la TVA de 15% à 17% a été programmée.

Bien que moins fréquents, le rationnement et/ou le ciblage des filets de protection sociale sont envisagés dans environ 11 pays de la région, en dépit des niveaux élevés de pauvreté et des faibles capacités du gouvernement. Par exemple, au Togo, un pays où 59% de la population vit en dessous du seuil national de pauvreté et où les arguments en faveur des politiques universelles sont forts, les autorités soulignent le manque de capacité à cibler les populations rurales pauvres. Au Sénégal, où 47% de la population vit en dessous du seuil national de pauvreté, les services du FMI se félicitent de la volonté du gouvernement d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques, de concilier la réduction du déficit tout en répondant aux besoins sociaux et de développement du pays, ceci en réduisant le coût de fonctionnement du gouvernement, en améliorant le ciblage et l'efficacité des dépenses publiques. La réforme des retraites est en outre envisagée dans neuf pays d'Afrique subsaharienne.

Tableau 18: Mesures d'Ajustement en Afrique subsaharienne, 2010-13

Pays	Réduction des subventions	Réduction/plafonnement de la masse salariale	Augmentation des impôts à la consommation	Réforme des retraites	Rationnement des filets de protection	Réforme dans la Santé	Réforme du travail
Angola	X						
Bénin	X	X	X	X			
Botswana		X	X				
Burkina Faso	X	X	X				
Burundi	X						
Cameroun	X						
Cap-Vert	X						
Centrafrique	X						
Tchad	X						
Comores		X					
Congo, République du		X	X				
Côte d'Ivoire	X	X		X			
Guinée équatoriale							
Éthiopie			X				
Gabon	X	X					
Gambie	X		X		X		
Ghana	X		X				
Guinée	X		X				
Guinée-Bissau	X	X	X				
Kenya		X	X	X			
Lesotho	X						
Liberia	X	X					
Malawi	X		X				
Mali	X		X	X	X		
Mauritanie	X	X			X		
Maurice	X			X	X		
Mozambique	X	X			X		X
Namibie		X			X		
Niger	X						
Nigeria	X	X					
Rwanda							
São Tomé e Príncipe	X	X					
Sénégal	X	X	X		X		
Seychelles			X				
Sierra Leone	X						
Afrique du Sud		X		X			X
Soudan	X		X				
Swaziland		X	X		X		
Tanzanie	X	X		X			
Togo	X				X		
Ouganda		X	X	X			
Zambie	X	X		X	X		X
Zimbabwe	X	X	X		X		
Total	31	22	18	9	11	0	3

Sources: L'analyse par les auteurs de 314 rapports pays publiés par le FMI de janvier 2010 à février 2013

5. Les menaces que l'austérité représente pour le développement et la relance socio-économique

Les sections précédentes ont présenté des preuves que les compressions budgétaires globales se sont intensifiées dans la plupart des pays dans le monde depuis 2010 et ont identifié les principales mesures d'ajustement qui sont adoptées. Cette section présente d'abord les dangers inhérents à mettre l'austérité comme priorité sur l'emploi, puis décrit les impacts sociaux négatifs qui sont associés à chacune des mesures les plus courantes de réduction des coûts et d'augmentation des recettes.

5.1. Privilégier les équilibres budgétaires par rapport à l'emploi

Pendant la première phase de la crise économique mondiale (2008-09), de nombreux gouvernements ont mobilisé de grandes ressources financières pour protéger le secteur financier et soutenir la demande globale, l'emploi et la protection sociale. Alors que les chiffres du chômage ont empiré au niveau mondial, l'OIT estime que de 7 à 11 millions d'emplois ont été créés ou protégés parmi les seuls pays du G20 en 2009 à la suite de mesures de relance budgétaire (OIT, 2009b).

Ces mesures keynésiennes, cependant, ont été de courte durée. Dans les deuxième et troisième phases de la crise, à partir de 2010, une plus forte inquiétude sur les niveaux de la dette souveraine et les déficits budgétaires ont conduit la plupart des gouvernements à abandonner la relance budgétaire et à introduire des mesures d'austérité, comme nous l'avons montré ci-dessus. Cet environnement politique actuel est basé sur la priorité accordée aux équilibres budgétaires et à l'austérité, qui serait ensuite suivie d'une croissance économique et de création d'emplois. Les défenseurs de la consolidation budgétaire font souvent référence à une vieille étude du FMI de 74 épisodes de 20 pays industrialisés 1970-1995, qui a constaté que de fortes contractions des dépenses publiques peuvent abaisser les taux d'intérêt et encourager la consommation et l'investissement (Dermott et Wescott 1996).

La critique de cette approche, cependant, a été générale, y compris par des lauréats du prix Nobel Joseph Stiglitz – «*La création d'emplois, et non l'austérité, devrait être l'objectif de la politique*» – et Paul Krugman – «*Les emplois maintenant, les déficits plus tard, a été et reste la bonne stratégie.*»⁶ Ce qui reflète le fait que l'histoire a démontré que la consolidation budgétaire est beaucoup plus susceptible de contracter l'activité économique, d'affaiblir la demande globale et finalement de conduire à une hausse du chômage (Guajardo, Leigh et Pescatori 2011; Islam et Chowdhury, 2010a, 2010b).

En 2013, la croissance mondiale a ralenti, et les perspectives pour l'emploi paraissent de plus en plus comme une vraie gageure. Près de 200 millions de personnes étaient sans emploi en 2012, et quelque 40 millions de travailleurs sont estimés être sortis du marché du travail au total, ce qui a créé un déficit mondial de l'emploi de presque 70 millions depuis le début de la crise économique mondiale (OIT 2013). Il est hautement improbable que l'économie mondiale puisse croître à un rythme suffisant au cours des prochaines années pour combler le déficit d'emplois actuel et fournir des opportunités d'emplois pour les plus de 120 millions de jeunes qui doivent entrer sur le marché du travail mondial chaque année, principalement dans les pays en développement (Ortiz et Cummins 2012).

Par ailleurs, la propension à travers le monde à adopter la contraction budgétaire va probablement réduire la quantité et la qualité des emplois décents et aggraver le déficit d'emplois tant dans les pays à revenu élevé que dans les pays en développement (OIT 2012). Si l'on envisage les efforts pour surmonter la crise dans ce contexte, on constate un énorme déséquilibre entre le traitement du travail et celui de la finance. Alors que les efforts des gouvernements depuis 2010 ont principalement porté sur le service de la dette (surtout pour les banques privées) et la réalisation de l'équilibre budgétaire, l'emploi et la protection sociale sont devenus une priorité secondaire. En d'autres termes, la finance continue de se développer au détriment des travailleurs. En outre, les gouvernements ont agi comme un banquier de dernier recours pour éviter l'effondrement du système financier, mais, malgré les plans de relance et les politiques du marché du travail dans la première phase de la crise (2008-09), les gouvernements ont généralement échoué à servir d'employeur de dernier recours (van der Hoeven 2010).

6. Stiglitz, J. dans *Washington Policy Watch*, mai 2011; Krugman, P., "The Austerity Delusion," *The New York Times*, 24 mars 2011.

À l'avenir, un cadre de politique de création d'emplois appropriée exige l'expansion significative des investissements publics et l'augmentation des revenus pour stimuler la demande intérieure, ce qui est tout à fait incompatible avec le resserrement budgétaire. Compte tenu de la fragilité continue de la reprise couplée avec la crise de l'emploi omniprésente, les Nations Unies ont averti à plusieurs reprises que l'austérité est susceptible de faire basculer l'économie mondiale dans la récession et a appelé les gouvernements à éviter un ajustement budgétaire prématuré (OIT 2010a, 2012, 2013; 2012a Nations Unies; CNUCED 2011).

Encadré 2

Aborder la crise de l'emploi : une priorité négligée par le FMI et les ministères des Finances

L'emploi est une mission fondamentale du FMI. Dans l'article premier de la Charte, l'un des buts du FMI est de soutenir la "promotion et le maintien de niveaux élevés d'emploi et de revenu réel et le développement des ressources productives de tous les États membres, objectifs premiers de la politique économique." En dépit de cette principale obligation, l'Article IV («Surveillance») est devenu une priorité lorsque le système de Bretton Woods, de taux de change fixes, s'est effondré en 1970, en réponse, le FMI a commencé à surveiller la conformité des gouvernements avec son obligation de promouvoir la stabilité macroéconomique. Les délégations en missions du FMI visitent les pays membres, généralement annuellement pour discuter avec les ministères des Finances, les banques centrales et autres principales parties prenantes, mettant l'accent sur le taux de change, les politiques monétaires, budgétaires et financières. Dans les années 1980 et 1990, les discussions politiques sont devenues de plus en plus détachées des objectifs sociaux et étroitement ciblées pour contenir l'inflation, réduire les déficits budgétaires, libéraliser les marchés des produits, des facteurs de production et du commerce – une des principales raisons pour lesquelles les inégalités ont augmenté dans le monde entier.

De toute évidence, les gouvernements et le FMI veulent créer des emplois, mais la création d'emplois se perd souvent parmi les nombreux objectifs de développement. En général, l'orientation de la politique est qu'une fois que les équilibres macroéconomiques et budgétaires sont sous contrôle, et une fois que l'intervention du gouvernement est réduite au minimum, y compris une faible fiscalité pour encourager l'investissement étranger et national (premières priorités de la politique), alors, par la suite, le secteur privé va naturellement créer des emplois. Cet ensemble de règles standard est connu comme le *Consensus de Washington*. Ces idées sont vieilles mais restent malgré tout prédominantes sous la forme d'un "*Consensus de Washington Plus*", qui comprend également les politiques de compétitivité pour accompagner les privatisations, cibler les filets de protection pour les plus pauvres et de quelques autres modifications des conseils traditionnels (Stiglitz, 2008). Cette approche semble présente dans la plupart des débats politiques officiels d'aujourd'hui, y compris ceux menés par le FMI.

L'Organisation des Nations Unies et de nombreux économistes ont longtemps soutenu que ces politiques ne sont pas propices à créer des emplois: Il y avait une crise de l'emploi avant 2008, qui a été exacerbée par une reprise sans emploi. Les présentes orientations austéritaires de la politique sont en deçà de ce qui est nécessaire pour la reprise économique et pour faire face au problème de l'emploi. La création d'emplois est associée à un ensemble différent de politiques macroéconomiques qui favorisent l'investissement dans les capacités productives et la croissance de la demande globale, couplé à des politiques sociales adéquates. Dans la pratique, une stratégie de création d'emplois efficace est liée à des politiques budgétaires et monétaires expansionnistes qui aident les investissements publics, les politiques technologiques, un régime de taux de change géré qui favorise la compétitivité des exportations, un secteur financier qui soutient l'activité économique locale et sociale adéquate et des politiques sociales et politiques de travail visant à assurer des revenus équitables, des gains de productivité et des emplois décents (Epstein 2009; OIT, 2009a, 2010a, 2010b et 2012; Ocampo et Jomo 2007; Pollin, Epstein et Heintz 2008; Nations Unies, 2009a et 2013; la CNUCED 2011a et 2011b; Weeks et McKinley 2007).

5.2. L'élimination ou la réduction des subventions

L'élimination ou la réduction des subventions est la mesure d'ajustement la plus répandue envisagée par les gouvernements, ce qui est souvent accompagné de discussions sur le développement des filets de protection sociale ciblés comme un moyen de compenser les pauvres. Ceci est largement soutenu dans une logique selon laquelle les subventions généralisées peuvent être inefficaces, coûteuses et inéquitables, alors les remplacer par des transferts

ciblés peut éliminer les distorsions du marché et soutenir les groupes vulnérables de façon plus rentable (Coady et al. 2010). Cependant, les gouvernements devraient évaluer soigneusement les conséquences humaines et économiques de l'abaissement ou de la suppression complète des mécanismes de subvention aux aliments ou au combustible et veiller à ce que tout changement de politique soit accompagné par des mesures qui protègent adéquatement l'accès et le bien-être des populations vulnérables et les perspectives de reprise en général.

Les ménages pauvres ont du s'adapter aux coûts élevés des denrées alimentaires depuis des années, et leur capacité de résilience est limitée en 2013. La sécurité alimentaire reste un problème critique dans de nombreux pays, et les familles à travers le monde ont déclaré qu'elles mangeaient moins de repas, de plus petites quantités et des aliments moins nutritifs⁷. Au cours de ces dernières années, des émeutes de la faim ont éclaté en Algérie, au Bangladesh, au Burkina Faso, en Égypte, en Inde, en Irak, en Jordanie, au Maroc, en Mozambique, au Nigeria, au Sénégal, en Syrie, en Tunisie, en Ouganda et au Yémen, pour n'en nommer que quelques-uns.

En outre, certains pays ont supprimé les subventions alimentaires à un moment où il y a toujours un niveau élevé de besoins d'aide alimentaire (Encadré 3). Les prix des denrées alimentaires locales avaient atteint des sommets historiques au début de 2012 dans un large échantillon de pays en développement et devraient le rester. En attendant qu'un solide plancher de protection sociale fonctionne correctement, il y a un argument solide pour étendre les subventions générales à la consommation, ce qui peut être éventuellement modifié par une sélection favorisant les pauvres (par exemple, l'octroi de subventions sur les produits alimentaires que les pauvres consomment le plus) comme mesure à court terme visant à protéger les ménages vulnérables des prix des denrées alimentaires inabondables. En outre, alors que les subventions sont souvent retirées rapidement, un filet de protection sociale ciblé prend énormément de temps à concevoir et à déployer. Cela signifie que tout décalage dans le temps menace directement les groupes les plus vulnérables, notamment les enfants qui peuvent subir des effets néfastes, irréversibles à long terme, suite à des déficits nutritionnels.

Liées aux subventions alimentaires il y a les subventions aux intrants agricoles tels que semences, engrais et pesticides qui peuvent soutenir la production locale. Une enquête sur 98 pays en développement concernant les réponses politiques à la crise alimentaire en 2008-10 montre que 40% des gouvernements ont opté pour des subventions aux intrants agricoles (Ortiz et Cummins 2012; Demeke, Pangrazio et Maetz 2009). Des subventions adéquates et la distribution des intrants de production peuvent soutenir la production locale, et leur élimination doit être soigneusement évaluée compte tenu des impacts négatifs (Khor 2008).

Un examen des derniers rapports pays du FMI montre également que de nombreux pays envisagent de réduire les subventions au combustible et à l'énergie. En effet, les fortes fluctuations des prix internationaux du pétrole peuvent rendre les subventions aux combustibles et à l'énergie coûteuses et, par conséquent, une cible évidente pendant les périodes d'austérité. Cependant, les effets d'entraînement négatifs en renversant une politique de soutien doivent être soigneusement examinés. Tout d'abord, la réduction des subventions au combustible peut avoir un impact négatif disproportionné sur les groupes vulnérables, dont les revenus déjà limités sont encore érodés par l'un des effets inflationnistes résultant sur les biens et services de base. Deuxièmement, la suppression des subventions au combustible peut nuire à la croissance économique globale, puisque la hausse des coûts des biens et services font chuter la demande globale. Troisièmement, tout ralentissement de la croissance économique réduira les recettes fiscales et créera de nouvelles pressions budgétaires, ce qui, ironiquement, est la raison initiale de changer cette politique de subvention.

7. Ces comportements ont été largement rapportés, par exemple en Inde, au Pakistan, au Nigeria, au Pérou et au Bangladesh (Save the Children 2012), au Bangladesh, au Cambodge, en République centrafricaine, au Ghana, au Kazakhstan, au Kenya, en Mongolie, aux Philippines, en Serbie, en Thaïlande, Ukraine, au Vietnam et en Zambie (Heltberg et al. 2012), au Bangladesh, l'Indonésie, en Jamaïque, au Kenya, au Yémen et en Zambie (Hossain et al. 2011), et au Bangladesh, au Cambodge, en Guinée, au Kenya, au Lesotho et au Swaziland (Compton et al. 2010).

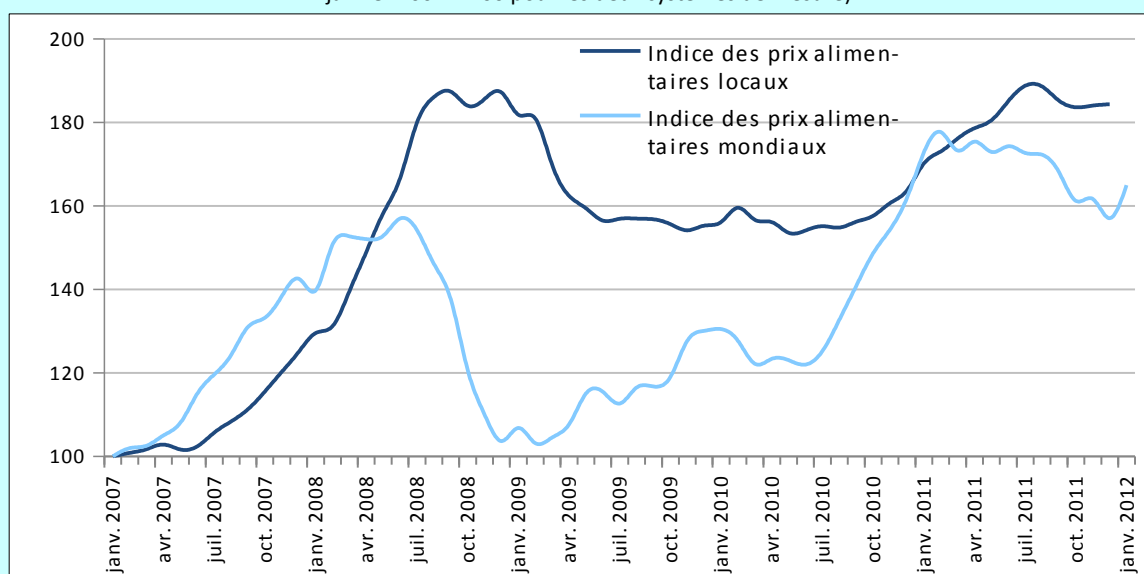
Encadré 3. Suppression des subventions à l'alimentaire malgré la hausse des prix

Lors de la crise alimentaire et énergétique, de nombreux pays en développement ont augmenté les subventions ou réduit les impôts sur les denrées alimentaires et/ou le combustible entre 2006 et 2008 (FMI 2008). Toutefois, au moment où les prix internationaux des matières premières ont rebaisé à la fin de 2008, de nombreux pays ont commencé à retirer les subventions sur l'alimentaire, malgré qu'ils n'y ait aucun signe clair que les prix alimentaires locaux ait été abaissés ou qu'un plancher compensatoire de protection sociale ait été bien mis en place.

En 2012, les prix alimentaires locaux ont atteint des niveaux presque records dans de nombreux pays, en particulier à faible revenu. Après deux grandes flambées des prix internationaux en 2007-08 et 2010-11, les populations, dans un échantillon de 55 pays en développement, payaient 80% de plus, en moyenne, pour les denrées alimentaires de base au début de l'année 2012 par rapport aux niveaux de prix antérieurs à la crise de la période 2007-08 (Figure 6). Encore plus important est le 'coté durable' (collant) apparent des prix des produits alimentaires locaux une fois atteint de nouveaux sommets. Alors que l'indice international des prix alimentaires a chuté de plus de 50% en 2009, après avoir culminé au début de 2008, les prix alimentaires locaux n'ont baissé que très peu et sont restés élevés. En outre, après les sommets de 2011, les prix alimentaires mondiaux ont baissé de 13%, mais les prix alimentaires locaux semblent avoir rétracté par un maigre 2%. Une analyse minutieuse des réalités locales confrontées par les pauvres, avant la suppression des subventions, est donc importante afin d'éviter de générer davantage de pauvreté et de compromettre le développement du capital humain à long terme.

Figure 6: Indice des prix alimentaires locaux et mondiaux de jan. 2007 à jan. 2012

(prix local des denrées alimentaires selon des valeurs d'indice en moyenne non pondérée ;
janvier 2007 = 100 pour les deux systèmes de mesure)



Sources : Ortiz et Cummins (2012)

5.3. Réductions et/ou plafonnements de la masse salariale

Les réductions et/ou plafonnements de la masse salariale se sont répandus à travers le monde, et la préoccupation immédiate est que l'amointrissement de l'offre de services publics et/ou une baisse de leur qualité, au niveau local, vont entraver le développement humain. Par exemple, dans les zones rurales et dans les bidonvilles où la pauvreté est très répandue, un enseignant ou une infirmière peut être le facteur décisif pour déterminer si un enfant a accès aux services d'éducation et de santé. En conséquence, assurer l'emploi dans ces secteurs au niveau local et veiller à ce que les travailleurs soient suffisamment rémunérés pour subvenir aux besoins de leur famille est la clé du progrès social.

Aujourd'hui, cependant, les rapports du FMI montrent que seul un nombre très limité de pays à faibles revenus augmentent le nombre de travailleurs de la santé et de l'éducation (par exemple: République centrafricaine, Gambie,

République démocratique populaire lao, Mozambique, Niger). Par ailleurs, les discussions politiques se concentrent sur les ajustements "nécessaires" de la masse salariale pour réaliser des économies, y compris dans de nombreux pays à revenu élevé.

Ceci rappelle les périodes passées de crise et d'ajustement, où l'érosion des salaires pour les employés fournissant un service public a été une expérience courante, en particulier dans les pays en développement. Malgré le fait que les dépenses sociales ont tendance à être faibles et insuffisantes pour atteindre les objectifs de développement humain, les gouvernements réduisent souvent les budgets de l'éducation et de la santé en période de contraction budgétaire, souvent en ajustant la masse salariale et l'emploi du secteur public (Cornia, Jolly et Stuart, 1987; Fedelino, Schwartz et Verhoeven 2006). Puisque les dépenses courantes comme les salaires ont tendance à être la composante la plus importante du budget, le plafonnement des salaires et des plafonds sur l'emploi ont été traditionnellement soutenus par les institutions financières internationales (Marphatia et al, 2007; Chai, Ortiz et Sire 2010). Pour les enseignants et le personnel médical, cela peut signifier que leurs salaires ne sont pas ajustés en fonction de l'inflation locale, non payés à terme échu ou sont réduits en cas de repli de l'emploi. Les bas salaires sont également un facteur clé expliquant l'absentéisme, l'économie informelle et la fuite des cerveaux. En somme, les décisions sur la masse salariale doivent s'assurer que le salaire, l'emploi et le maintien du personnel essentiel du secteur public soient protégés en tout temps.

Encadré 4: Réduction de la masse salariale au Cambodge.

Au Cambodge, le nombre de pauvres est estimé avoir augmenté d'au moins 200.000 en terme absolu suite aux crises récentes, selon la Banque mondiale. Confronté à un déficit budgétaire croissant, le gouvernement a annoncé qu'il réduirait le nombre d'employés contractuels et temporaires dans tous les ministères du secteur de 50% pour l'exercice 2010. Toutefois, après des discussions avec les ministères sectoriels et les partenaires au développement, une exception a été accordée aux secteurs de la santé et de l'éducation, car il serait impossible de fournir des services sociaux sans le personnel nécessaire. Pourtant, cette décision reste appliquée aux autres ministères, dont certaines avec des implications à long terme pour le développement. Pour contenir la masse salariale plus avant, le gouvernement a également annoncé que les primes, les indemnités et des mécanismes incitatifs pour les fonctionnaires seraient annulés et remplacés par un nouveau système simplifié. Des enquêtes sur place ont montré une augmentation de l'absentéisme du personnel et la réduction des heures de travail.

Sources: Ortiz et Cummins (2012)

5.4. L'augmentation des taxes à la consommation

La révision de taxes à la consommation est une autre option politique largement débattue. Bien que ce soit plutôt une action sur les recettes qu'une sur les dépenses dans l'ajustement, il est important de souligner que l'augmentation des coûts des biens et services de base peut éroder les revenus déjà limités des ménages vulnérables et étouffer l'activité économique. Le principal danger de cette approche est qu'elle est régressive et déplace le fardeau fiscal sur les ménages à faible revenu. Contrairement à l'impôt progressif, la taxation des produits de première nécessité, comme les produits alimentaires et ménagers, ne fait pas de discrimination entre les consommateurs. Par exemple, étant donné que les familles pauvres consacrent une proportion plus élevée de leur revenu disponible à la nourriture, l'augmentation des impôts de consommation sur les produits alimentaires signifie que, relativement, une part plus importante de leur revenu est soumise à des taxes sur les produits. En conséquence, les taxes à la consommation peuvent avoir un impact négatif disproportionné sur les ménages les plus pauvres, la réduction de leur revenu disponible qui est déjà limité, et ainsi alourdir encore les inégalités existantes⁸.

Il est inquiétant que les discussions d'austérité se concentrent sur les taxes à la consommation plutôt que d'autres types d'impôts qui peuvent soutenir les objectifs d'équité, en particulier dans les pays caractérisés par des niveaux élevés d'inégalité des revenus. Des approches fiscales plus progressives doivent être explorées, comme la taxation sur

8. Les différentes taxes à la consommation peuvent être conçues de façon progressive par des exemptions pour les produits de base nécessaires dont dépendent de nombreuses familles à faible revenu, tout en fixant des taux plus élevés pour les produits de luxe qui sont principalement consommés par les familles les plus aisées (voir Schenk et Oldman 2007 pour discussion). Par exemple, notre examen des rapports pays du FMI a constaté que le Kenya abaisse les taxes sur les carburant et les aliments consommés par les populations vulnérables, et le Ghana et la République du Congo envisagent des augmentations d'impôts sur les articles de luxe,

le revenu, les héritages, les biens, les marchandises de luxe et les sociétés, y compris le secteur financier. En outre, il y a eu des mesures limitées pour lutter contre l'évasion fiscale, les paradis fiscaux ou les flux financiers illicites, ce qui pourrait capturer des milliards en ressources qui sont effectivement 'perdus' chaque année. Une discussion sur les options de l'espace budgétaire pour une reprise socialement sensible peut être trouvée, entre autres, dans Hall (2010), et Ortiz et Cummins (2012) (Encadré 5).

Dans l'histoire récente, l'augmentation de l'imposition progressive des revenus les plus riches pour financer des investissements sociaux en faveur des pauvres a été rare. C'est en grande partie le résultat de la vague de libéralisation et de déréglementation des politiques qui ont balayé la plupart des économies dans les années 1980 et 1990. Elles ont conduit les pays développés et à revenu élevé à d'offrir des allègements fiscaux et des subventions pour attirer les capitaux étrangers, ainsi qu'à réduire les impôts appliqués sur les groupes les plus riches et les entreprises afin d'encourager davantage l'investissement intérieur. L'ancienne logique est remise en question dans de nombreux pays en raison de la crise, notamment en ce qui concerne le secteur financier. Différents régimes d'imposition du secteur financier sont proposées, sur les transactions monétaires, ainsi que sur les bénéficiaires et la rémunération des institutions financières⁹, dont la plus importante est la proposition de la Commission européenne d'introduire une taxe sur les transactions financières dans certains États membres de l'Union d'ici à 2014. Une discussion sur l'augmentation des impôts sur le revenu, les droits de succession et les impôts fonciers commence également dans plusieurs pays, ainsi que des efforts pour lutter contre l'évasion fiscale.

En dépit de ces propositions positives, le cadre de la politique fiscale associée à la libéralisation et la déréglementation continue de caractériser la plupart des gouvernements aujourd'hui. Contrairement aux politiques progressistes basées sur l'équité, de nombreux régimes fiscaux peuvent être caractérisés comme régressifs, car ils s'appuient fortement sur la TVA pour les recettes, prenant ainsi une part plus importante du revenu des ménages les plus pauvres. À la lumière de cette réalité, il est impératif que les effets redistributifs soient bien mis en avant dans les décisions fiscales, et que d'autres options pour augmenter l'espace budgétaire soient considérées dans les discussions politiques.

Encadré 5 - Des options alternatives pour accroître les recettes publiques existent même dans les pays les plus pauvres

Il y a d'autres options qui s'offrent aux gouvernements pour élargir l'espace budgétaire pour une reprise socialement sensible, même dans les pays les plus pauvres, qui sont tous pris en charge par des déclarations politiques de l'Organisation des Nations Unies et les institutions financières internationales:

- **L'augmentation des recettes fiscales** par le biais d'autres sources d'impôt—par exemple, les bénéficiaires des entreprises, des activités financières, de l'extraction des ressources naturelles, les revenus personnels, la propriété, les importations ou les exportations—ou en renforçant l'efficacité des méthodes de collecte de l'impôt et les comportements responsables, y compris la lutte contre l'évasion fiscale.

- **Restructuration de la dette**: Pour les pays en situation de surendettement élevé, la restructuration de la dette existante peut être possible et justifiable si la légitimité de la dette est discutable (par exemple, les dettes nationalisées du secteur privé) et/ou le coût en termes d'aggravation de la croissance et de baisse du niveau de vie, est élevé. Cinq options principales sont disponibles pour les gouvernements afin de restructurer la dette souveraine: (i) la renégociation de la dette (plus de 60 pays depuis 1990), (ii) l'allègement de la dette/l'annulation (par exemple IPPTE), (iii) Les swaps de dette/conversions (plus de 50 pays depuis 1980), (iv) répudier la dette (par exemple, l'Irak, l'Islande) et (v) faire défaut (plus de 20 pays depuis 1999, dont l'Argentine et la Russie). Il y a une vaste expérience des gouvernements dans la restructuration de la dette, mais ces derniers temps, les créanciers ont réussi à minimi-

9. Par exemple, la Turquie a une taxe sur tous les reçus des banques et des compagnies d'assurance (FMI 2010), le Brésil a introduit une taxe sur les retraits bancaires temporaire qui a facturé 0,38% sur les paiements de factures en ligne et les retraits d'espèces, avant son interruption en 2008, elle avait ramener environ 20 milliards de dollars par an et financé des programmes d'assistance en santé, de lutte contre la pauvreté et des programmes sociaux; l'Argentine opère une taxe de 0,6% sur les achats et ventes d'actions d'actions et d'obligations, qui, en 2009, représentaient plus de 10% des recettes fiscales totales du gouvernement central (Beitler 2010).

-ser les taux de décote—*haircuts*, un terme populaire qui désigne les pertes des investisseurs à la suite de la restructuration de la dette. Le FMI a proposé un mécanisme de restructuration de la dette souveraine, et les Nations Unies ont également appelé à un mécanisme de restructuration de la dette souveraine qui traite aussi bien avec les prêteurs qu'avec les emprunteurs.

- **L'emprunt intérieur** : Plusieurs pays en développement ont des marchés obligataires nationaux sous-développés et pourraient puiser en eux à des fins de développement.

- **Utiliser les réserves de type fiscal ou en monnaies étrangères de la banque centrale** : Cela comprend une réduction des économies budgétaires et des autres recettes de l'État stockées dans des fonds spéciaux, tels que les fonds souverains, et/ou en utilisant un excès de réserves de change de la banque centrale pour le développement national et régional; par exemple on estime qu'un pays comme le Timor oriental, où la proportion de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté de 36% à 50% entre 2001-07, a 6,3 milliards de dollars stockés dans un fonds souverain investi à l'étranger.

- **L'adoption d'un cadre macroéconomique plus accommodant** : Cela implique de permettre des niveaux de déficit budgétaire plus élevés et plus d'inflation sans compromettre la stabilité macroéconomique (par exemple l'assouplissement quantitatif aux États-Unis).

- **Restreindre les flux financiers illicites (FFI)** pourraient également dégager des ressources supplémentaires pour les investissements économiques et sociaux. Les FFI impliquent un capital qui est illégalement acquis, transféré ou utilisé et comprennent, entre autres, les biens échangés qui sont sous-évalués afin d'éviter les droits de douane élevés, la richesse canalisée vers des comptes offshore pour échapper à l'impôt sur le revenu et les mouvements non déclarés d'argent. En 2009, on estime que 1,3 milliards de dollars US en FFI s'est déplacé hors des pays en développement, principalement par manipulation des prix des échanges, avec près des deux tiers se retrouvant dans les pays développés, ce qui équivaut à plus de dix fois le total de l'aide reçue par les pays en développement.

Voir Ortiz et Cummins (2012) pour un résumé et une analyse des différentes options pour augmenter la marge de manœuvre budgétaire

Certaines sources officielles: FMI et Banque mondiale, 2006; FMI, 2003 et 2009; UNCTAD 2011a; PNUD 2007 et 2011; Nations Unies 2009a-b et 2013, OMS 2010

5.5. Réformes des Retraites et dans la Santé

La réforme des pensions de retraite et des systèmes de santé sont d'autres actions communément en cours de discussion pour diminuer les dépenses publiques dont les risques sont claires: les groupes vulnérables sont exclus du bénéfice des prestations ou l'assistance critique est diminuée au moment où les besoins sont les plus grands. En outre, puisque les femmes sont plus tributaires de l'aide publique et plus susceptibles de faire face à la pauvreté comme retraitées que les hommes, les diminutions des retraites sont susceptibles d'avoir un impact négatif disproportionné sur les femmes et d'aggraver les disparités entre les sexes (Groupe de Femmes du Royaume-Uni sur le Budget 2010). En conséquence de quoi, il est impératif que les décideurs complètent les réformes systématiques des retraites avec des mesures spécifiques qui protègent le revenu et la prestation de services essentiels, notamment la santé, les personnes âgées et leurs familles.

Fait intéressant, un petit nombre de pays annulent les précédentes réformes des retraites, dont l'Argentine, la Bolivie, le Chili, la Hongrie et la Pologne, qui avaient privatisé leurs systèmes de retraite dans les années 1990. La transition d'un système public vers un système financé par le privé s'est avérée coûteuse et difficile pour de nombreux pays, en particulier dans le contexte de crise actuel. En particulier, les coûts administratifs de l'assurance privée et des sociétés de fonds de pension ont tendance à être très élevés, ce qui diminue le rendement global. Un autre inconvénient majeur est que les retraités portent tous les risques financiers, ce qui peut effectivement annihiler les économies d'une vie entière si le marché s'effondre. Dans plusieurs pays, l'État (c'est-à-dire le contribuable) a été contraint d'agir en tant que garant de dernier recours, pour renflouer les entreprises privées en fournissant une pension solidaire financée par l'impôt pour les personnes âgées (Riesco et Durán 2010). En dépit de ces expériences, un certain nombre de pays envisagent de réformer leurs systèmes de retraite afin de préserver leur viabilité financière et d'approfondir les marchés de capitaux (Arménie, République tchèque, Inde, Tunisie,...).

Les mesures d'ajustement typiques dans la santé incluent l'augmentation des tickets modérateurs ou des frais d'utilisation pour les services de santé, des réductions de personnel médical, l'arrêt des indemnités maladie et l'augmentation des quotes-parts (laissés à charge) pour les produits pharmaceutiques. Les réductions dans les dépenses de santé peuvent présenter des dangers significatifs pour les populations des pays en développement, en particulier. Étant donné que plus de la moitié des budgets de santé publique en Afrique subsaharienne dépendent de l'aide étrangère, le manque de financement peut augmenter le stress sur les femmes qui sont les premiers soignants de personnes malades (Seguino 2009).

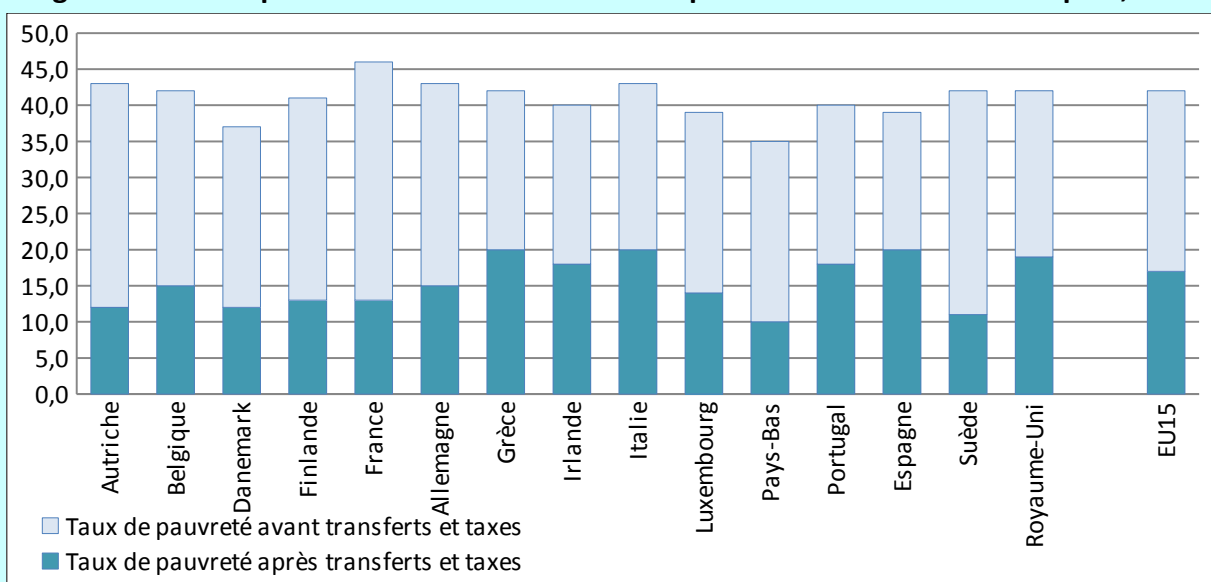
En outre, en raison des pertes de revenus découlant de la crise de l'emploi, les familles ont toujours rapporté retarder les dépenses de santé et diminuer l'utilisation des services. Par exemple, les ménages touchés par la crise en Arménie, Bulgarie et au Monténégro ont réduit de façon significative les visites médicales, les soins médicaux et l'utilisation des médicaments d'ordonnance (Banque mondiale 2011).

En bref, réduire les pensions et les services de santé met une pression supplémentaire sur les revenus des ménages, ce qui, outre les conséquences physiques directes, réduit la demande globale et retarde la reprise. En conséquence, les gouvernements devraient envisager de rationner les dépenses qui ont des conséquences sociales et économiques moins graves. Dans le même temps, ils devraient chercher à maintenir les pensions et les services sociaux et, le cas échéant, introduire de nouveaux régimes et étendre la santé et la protection sociale pour tous.

Encadré 6 - Augmentation de la pauvreté dans l'Europe à revenu élevé

Un fait méconnu de beaucoup, c'est que les 15 pays les plus riches de l'Union européenne (UE15) ont des taux de pauvreté similaires aux pays en développement, même si cela est en partie due à différentes méthodes de calcul. En 2009, plus de 40% de la population de l'UE15 était pauvre avant transferts sociaux et impôts, en moyenne; c'était grâce aux politiques sociales et de taxation progressistes que le taux de pauvreté a chuté à 15% (figure 7). Cependant, les effets conjugués du chômage et des politiques d'ajustement, y compris vis à vis leurs systèmes de protection sociale, ont depuis augmenté les taux de pauvreté. En 2011, la pauvreté a augmenté de 5,0% en Autriche, 4,7% en Belgique, 8,5% en France, 8,6% en Grèce, 6,5% en Italie, 11,7% en Espagne et 5,2% en Suède.

Figure 7: Taux de pauvreté dans l'UE-15 avant et après transferts sociaux et impôts, 2009



Sources: Ortiz et Yablonski (2010), et EUROSTAT (2013)

5.6. Rationnement et ciblage accru des filets de protection sociale

Le rationnement des dépenses sur les filets de protection et prestations sociales est un autre moyen politique courant pour contenir les dépenses globales. Les économistes conseillent souvent aux gouvernements de mieux cibler leurs

dépenses lorsque les compressions budgétaires sont nécessaires, comme un moyen de concilier réduction de la pauvreté avec l'austérité budgétaire (Ravallion 1999). Les rapports du FMI associent généralement le ciblage des programmes sociaux à la réduction de la pauvreté. Le ciblage est abordé dans 25 pays à revenu élevé et 55 pays en développement, y compris des pays à faible revenu (Gambie, Haïti, Mali, Mauritanie, Nicaragua, Sénégal, Soudan, Timor oriental, Togo et Zambie), où, en moyenne, environ la moitié de la population vit en dessous du seuil national de pauvreté. En ces lieux, vouloir cibler les plus pauvres des pauvres est vraiment un raisonnement faible, car, étant donné le grand nombre de ménages vulnérables au-dessus du seuil de pauvreté, des politiques universelles peuvent mieux servir les objectifs de développement. En outre, le ciblage des programmes sociaux pour les gens extrêmement pauvres, comme en Moldavie, exclut la plupart des pauvres qui ont également besoin d'assistance publique, est politiquement difficile et administrativement compliqué (Encadré 7). Par exemple, le gouvernement du Togo a indiqué dans son rapport pays du FMI (2011), le manque de capacité à cibler les segments les plus pauvres de la population dans les zones rurales, où près de 70% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Dans l'ensemble, les décideurs devraient considérer que, en temps de crise, il est important d'accroître les investissements sociaux au lieu de les réduire, étant donné qu'un renforcement du ciblage est en outre une réduction *de facto* de la couverture. Compte tenu de l'importance cruciale de soutenir les ménages en période de crise, ainsi que d'augmenter les revenus des populations pour encourager la demande et la reprise socio-économique, un argument solide peut être élaboré pour étendre les transferts universels (par exemple pour les familles avec enfants, personnes âgées, personnes handicapées et d'autres typiquement incorporés dans un socle de protection sociale) ou d'effectuer une certaine forme de ciblage géographique pour fournir un soutien immédiat aux groupes vulnérables.

En outre, le ciblage des pauvres ne doit pas être considéré comme une panacée, car il y a des problèmes majeurs associés à l'évaluation des ressources¹⁰

- **Cette évaluation est coûteuse** ; l'évaluation des ressources absorbe en moyenne 15% du coût total du programme ;
- **Elle est administrativement complexe** et nécessite des capacités de la fonction publique importante, ce qui fait souvent défaut dans les pays à faible revenu ;
- **Elle peut conduire à une sous-couverture importante**, la portée de la cible est souvent loin de couvrir adéquatement les populations vulnérables et, au contraire, tend à se concentrer uniquement sur l'extrême pauvreté, laissant de nombreuses personnes vulnérables exclues des allocations par la conception même du projet, alors que leur besoin d'assistance est élevé ;
- **Elle génère des distorsions par l'incitation et l'aléa moral** ;
- **Dans de nombreux pays, le ciblage a démantelé la prestation de service public** pour les classes moyennes et créé des services à deux vitesses, les services généralement privés pour les groupes à revenu élevé et les services publics pour les groupes à faible revenu – et des services pour les pauvres tendent à être des services médiocres.
- **Le ciblage peut se retourner politiquement**, les groupes à revenu moyen ne souhaitent pas voir leurs impôts payer pour les pauvres alors qu'ils sont tenus de payer des services privés coûteux;
- **Le ciblage des plus pauvres et l'exclusion des populations vulnérables de par leur concept politique même sont incompatibles avec la Charte des Nations Unies**, la Déclaration du Millénaire, la Déclaration universelle des droits de l'homme selon laquelle tout le monde a droit à des normes minimales de vie (nourriture, vêtements, éducation, soins médicaux, sécurité sociale et autres), et la Convention relative aux droits de l'enfant, entre autres conventions qui ont été signées par pratiquement tous les gouvernements.

Les Nations Unies ont récemment appelé à un socle de protection sociale, en dessous duquel personne ne devrait tomber, fournissant un ensemble minimal de services et des transferts sociaux pour toutes les personnes (OIT 2011). En facilitant l'accès aux services essentiels au niveau de vie décent, la protection sociale est essentielle pour accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de développement. À ce stade, il est impératif que les gouvernements se concentrent sur l'expansion de la couverture de la protection sociale plutôt que des révisions à la baisse ou un raffinement du ciblage des programmes existants.

10. Voir par exemple, Mkandawire (2005), Ortiz (2008) et UNRISD (2010).

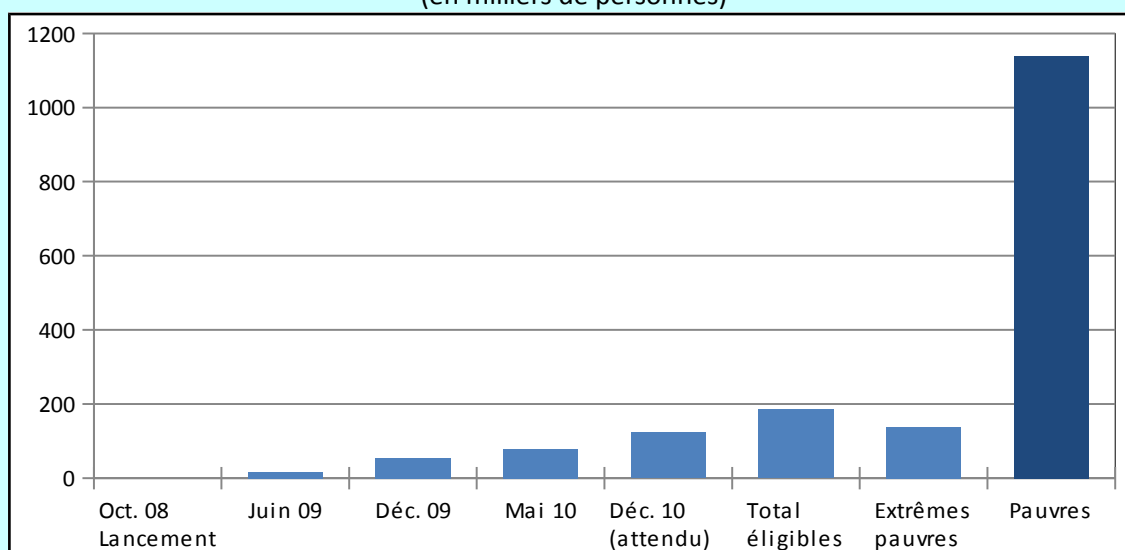
Encadré 7 - Ciblage de l'aide sociale: le cas de la Moldavie

En 2008, la Moldavie a réformé son système d'aide sociale, passant progressivement d'un système de compensations nominales basées sur des catégories destinées aux particuliers (personnes handicapées, retraités, anciens combattants, les familles nombreuses, etc.) aux prestations en espèces ciblées sur des ménages pauvres. Dans le système précédent, les bénéficiaires étaient de petite taille, le nouveau système d'aide sociale est conçu pour cibler les ménages les plus pauvres tout en augmentant la prestation prévue.

Toutefois, des retards sont survenus dans la mise en œuvre du nouveau système, qui ont été aggravés par les procédures d'application complexes et la confusion parmi les ménages qualifiés. En conséquence, moins de la moitié des bénéficiaires éligibles avaient sollicité cet appui un an après le lancement. En outre, les ménages qui sont inscrits dans le nouveau système devaient présenter une nouvelle demande après un délai pour continuer à recevoir des prestations; un tiers des ménages admissibles n'ont pas réussi à le faire. Le gouvernement a depuis pris des mesures pour améliorer le système.

L'expérience de la Moldavie souligne les risques de réformes axées sur le ciblage. Surtout, l'évaluation des ressources est complexe à mettre en œuvre et conduit souvent à des retards et/ou la sous-couverture. Dans cet exemple, à peine 40% des bénéficiaires ciblés recevaient une aide 18 mois après le lancement du nouveau système, et cela a été prévu uniquement pour augmenter de deux tiers, après plus de deux ans (figure 8). La longue durée de démarrage signifie aussi que les familles les plus vulnérables ont dû faire face à de multiples chocs sur leurs revenus avec peu ou pas d'assistance.

Figure 8: Les bénéficiaires du nouveau système d'aide sociale en Moldavie
(en milliers de personnes)



Un autre risque majeur d'une réforme axée sur le ciblage est de ne pas inclure, par sa conception, la majorité des populations vulnérables. Bien que la portée de la population ciblée soit souvent une décision politique difficile pour les gouvernements, en Moldavie le filet de sécurité est ciblé vers les plus pauvres des pauvres, comparativement aux 26,4% de la population qui sont en dessous du seuil de pauvreté. Cela signifie que beaucoup de gens pauvres sont exclus de tout type d'aide financière malgré leur vrai besoin d'assistance publique.

Source: Ortiz and Cummins (2012)

5.7. Les réformes du travail

La flexibilisation du travail est également considéré par de nombreux gouvernements. L'OIT (2012) montre que l'incidence de la réforme du travail est en fait plus importante que ce qui est suggéré par l'examen des rapports du FMI

(Encadré 8). Entre 2008 et mars 2012, 40 des 131 pays où des informations sont disponibles avaient modifié leur réglementation sur la protection de l'emploi pour les emplois permanents (contrats à durée indéterminés), principalement en modifiant la réglementation des indemnités de départ et les périodes de préavis; 25 pays ont modifié leur législation sur les licenciements collectifs soit en facilitant le processus, soit en réduisant les conditions. Les réformes du marché du travail semblent viser à accroître la compétitivité et soutenir l'activité économique dans le contexte de la récession, en compensant la sous-performance du secteur financier. Certains gouvernements considèrent les réformes du travail comme une stratégie plus facile pour soutenir les entreprises plutôt que d'introduire des réformes du secteur financier pour stimuler l'offre de crédit aux entreprises. Cependant, il y a peu de preuves que la flexibilisation du marché du travail crée des emplois (Howell 2005 Palley 1999 Rodgers 2007 Debout 2011), et les travailleuses sont particulièrement touchées par ces mesures (Ghosh 2013). En fait, il semble que, dans un contexte de contraction de l'économie, la flexibilité du marché du travail est plus susceptible de générer la "précarisation" du marché du travail et l'emploi vulnérable, ainsi que déprimer les revenus nationaux et, par conséquent, la demande globale, en fin de compte entravant les efforts de sortie de crise (van der Hoeven 2010). Même dans les régimes tirés par les exportations, les politiques de flexibilisation n'entraînent pas une augmentation des revenus et de l'emploi, mais au contraire une contraction de l'activité. (Capaldo et Izurieta 2012).

Il est impératif que les employeurs, les syndicats et les gouvernements dialoguent ainsi sur la façon de parvenir à la relance socio-économique. Les pactes sociaux peuvent être une stratégie efficace pour articuler les politiques du marché du travail qui ont des synergies positives entre le développement économique et social; ils sont particulièrement bien adaptés pour parvenir à des solutions optimales en matière de politique macro-économique, en renforçant la productivité, l'emploi et la sécurité du revenu, et en soutenant les entreprises génératrices d'emploi. Toutefois, afin de favoriser le dialogue social, les gouvernements doivent d'abord réparer et réglementer leurs systèmes financiers dans l'intérêt du public.

À cette fin, il est absolument essentiel que les décideurs diminuent la peur et l'incertitude qui freinent les investissements privés afin que le secteur privé puisse relancer le moteur principal de création d'emplois mondialement (OIT 2012). Alors que le niveau de protection du travail, les avantages et la flexibilité varient d'un pays à l'autre, la clé est de trouver un équilibre pour assurer une activité économique soutenue et des résultats sociaux positifs, où les employeurs bénéficient de gains de productivité et les travailleurs bénéficient d'une sécurité d'emploi et de revenu.

Encadré 8. Exemples de réformes de flexibilisation du travail dans le monde, 2010-12

Arménie : les contrats à durée déterminée (temporaires) peuvent désormais être renouvelés un nombre illimité de fois et sans restriction quant à leur durée maximale.

République centrafricaine : l'obligation d'obtenir une autorisation de l'inspection du travail a été retirée en cas de licenciements collectifs.

Gabon : les restrictions sur le renouvellement des contrats à durée déterminée de courte durée ont été supprimées.

Grèce : la loi 3863 a réduit la durée de la période de préavis de licenciement individuel de cinq à trois mois, réduit les indemnités de départ pour les cols blancs, la loi 3899 permet aux entreprises de toute taille qui connaissent des conditions économiques et financières défavorables de conclure des conventions collectives spécifiques à des conditions moins bonnes que celles convenues dans les accords sectoriels pertinents.

Hongrie : en 2011, une réforme du code du travail a compromis le rôle du dialogue social au niveau national et limité les motivations possibles de grèves et de manifestations.

Italie : la loi 138 permet aux accords d'entreprise de déroger aux accords sectoriels.

Lettonie : les délais de préavis en cas de licenciement collectif ont été réduits de 60 à 45 jours.

Malawi : les indemnités de départ en cas de licenciement collectif ont été réduits de 30 à 25 semaines de salaire pour les employés ayant dix ans de service, et de 80 à 65 semaines de salaire pour les employés ayant vingt ans de service.

Île Maurice : l'obligation d'obtenir une autorisation de l'inspection du travail a été retirée en cas de licenciement collectif

Roumanie : la loi 62 sur le dialogue social a aboli la négociation collective au niveau national en 2011

Rwanda : l'obligation de consulter les représentants des travailleurs en cas de licenciements individuels et collectifs pour raisons économiques a été supprimée.

Espagne : le préavis de licenciement individuel a été réduit de 30 à 15 jours, le salarié n'est plus que le droit à 33 jours de salaire par année de service (contre 45 précédemment); les consultations entre l'employeur et les représentants des travailleurs en cas de licenciements collectifs ont été réduites .

Zimbabwe : Les indemnités de départ en cas de licenciement individuel ont été réduites de deux mois de salaire.

Sources : OIT (2012)

6. Conclusion: L'ère de l'austérité

L'examen des dernières prévisions de dépenses pour 181 pays, selon le FMI, révèle trois phases distinctes de la structure des dépenses gouvernementales depuis le début de la crise économique mondiale:

- **Crise- première phase, Phase I, Expansion budgétaire (2008-09)** : Presque tous les pays ont introduit des mesures de relance budgétaire et enclenché des dépenses publiques comme mesure anticyclique pour amortir les effets de la crise mondiale. Dans l'ensemble, 80% des pays (soit 144 au total) ont augmenté les dépenses, avec une expansion moyenne s'élevant à 3,9% du PIB.
- **Crise- deuxième phase, Phase II, Arrivée de la restriction budgétaire (2010-12)** : En dépit de la fragilité de la reprise économique et des rapports témoignant de l'augmentation des niveaux de la pauvreté, du chômage et de la faim, les gouvernements ont commencé à retirer les programmes de relance budgétaire et à réduire les dépenses publiques à partir de 2010. Lorsque l'on compare les niveaux de dépenses dans cette deuxième phase de crise (2010-12) à la phase d'expansion (2008-09), 40% des pays (soit 73 au total) ont réduit les dépenses totales de 2,3% du PIB en moyenne. L'ampleur de cette restriction prématurée était remarquablement plus grande parmi les pays en développement: 56 pays en développement ont réduit leurs budgets en moyenne de 2,7% du PIB, contre 17 pays à revenu élevé à 1,0% du PIB.
- **Crise- troisième phase, Phase III, Intensification de la contrainte/restriction budgétaire (2013-15)** : Selon les prévisions du FMI, la portée et la profondeur de l'austérité prennent une ampleur considérable dans cette dernière phase de la crise, avec plus de la moitié des gouvernements du monde entier (soit 94 au total) dont on s'attend à ce qu'ils réduisent leurs budgets de 3,3% du PIB en moyenne. Comme dans la phase précédente, l'assainissement budgétaire est plus grave dans les pays en développement : 68 pays en développement devraient réduire leurs dépenses de 3,7% du PIB, en moyenne, comparativement à 2,2% de PIB dans 26 pays à revenu élevé. En outre, un nombre alarmant de pays semblent connaître une réduction budgétaire excessive, définie comme la réduction des dépenses en dessous des niveaux d'avant-crise. Au total, 44 gouvernements (33 pays en développement et 11 pays à revenu élevé, soit un quart de l'ensemble des pays de l'échantillon) devraient avoir des enveloppes budgétaires en 2013-15 plus petites que celles de la période 2005-07 en termes de PIB.

Pour comprendre comment les gouvernements réalisent l'ajustement budgétaire, cette étude a examiné 314 rapports du FMI sur 174 pays publiés entre janvier 2010 et février 2013. Les discussions politiques révèlent que sept principales politiques d'ajustement sont envisagées: (i) l'élimination progressive ou la suppression des subventions, (ii) la réduction et/ou le plafonnement de la masse salariale, (iii) l'augmentation des taxes sur la consommation, (iv) les réformes des retraites et (v) le rationnement et/ou le ciblage accentué des filets de protection sociale, qui semblent toucher plus de 80 pays à travers le monde. Même s'il n'est pas aussi répandu, deux autres politiques d'austérité sont à l'étude dans plus de 30 pays, lesquelles comprennent des réformes (vi) du système de santé et (vii) des réformes du travail. Contrairement à la perception du public, ces stratégies de consolidation ne sont pas limitées à l'Europe, et, en fait, beaucoup sont plus répandues dans les pays en développement. Tous les différentes approches d'ajustement posent potentiellement des conséquences graves pour les populations vulnérables, telles que résumées ci-dessous.

- **L'élimination ou la réduction des subventions**: Dans l'ensemble, 100 gouvernements, 78 de pays en développement et 22 de pays à revenu élevé, semblent réduire ou supprimer les subventions, principalement au combustible, mais aussi à l'électricité, à l'alimentation et à l'agriculture. Alors que la réduction des soutiens publics

pour les achats de combustible, ou l'énergie est en cours d'adoption dans toutes les régions, elle est particulièrement caractéristique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Le retrait du soutien public pour l'alimentation et l'agriculture est aussi le plus fréquemment observé au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne. Toutefois, cette mesure d'ajustement est mise en œuvre à un moment où les prix alimentaires et de l'énergie planent à des niveaux records, quand les subventions de base sont retirées, les coûts des aliments et des transports augmentent et peuvent devenir inabornables pour de nombreux ménages. Les prix élevés de l'énergie ont également tendance à restreindre l'activité économique.

- **Réductions/plafonnement de la masse salariale:** Comme les dépenses courantes comme les salaires, ont tendance à être la composante la plus importante des budgets nationaux, on estime que 98 gouvernements, dont 75 pays en développement et 23 pays à revenu élevé, envisagent de réduire la masse salariale, souvent dans le cadre des réformes de la fonction publique. Cette orientation de la politique peut se traduire par des réductions de salaires, l'érosion des salaires en valeur réelle, les paiements en retard, le gel de l'embauche et/ou de repli de l'emploi, qui peuvent tous nuire à la prestation des services publics à la population.
- **Augmentation des taxes sur la consommation des biens et services:** Près de 94 gouvernements, dont 63 pays en développement et 31 pays à revenu élevé, examinent les options pour accroître les recettes en augmentant la TVA ou le taux des taxes sur la vente ou la suppression des exemptions. Cependant, l'augmentation du coût des biens et services de base peut éroder les revenus déjà limités des groupes marginalisés et étouffer l'activité économique. Comme cette politique ne fait pas de distinction entre les consommateurs, elle peut être régressive, en déplaçant la charge fiscale sur les familles du quintile de revenus le plus bas de la société et exacerber les inégalités. Alternativement, les mesures fiscales progressives devraient être considérées comme des impôts sur le revenu, l'héritage, la propriété et les sociétés, y compris le secteur financier.
- **Réforme des pensions de vieillesse et des systèmes de santé:** environ 86 gouvernements, dont 47 pays en développement et 39 pays à revenu élevé, débattent sur différents changements dans leurs systèmes de retraite, par exemple en augmentant les taux de cotisation, en prolongeant les périodes pour être éligible, en prolongeant l'âge de la retraite et/ou par une baisse des prestations. Par ailleurs, 37 pays discutent également de la réforme de leurs systèmes de santé, généralement par l'augmentation des frais et des co-paiements payés par les patients ainsi que des mesures de réduction des coûts pour les centres de santé publics. Le principal risque de ces options de compressions budgétaires est que les groupes vulnérables sont exclus du bénéfice des prestations ou une assistance critique est diminuée à un moment où les besoins sont les plus grands.
- **Rationnement et ciblage accru des filets de protection sociale:** Au total, 80 gouvernements, 55 de pays en développement et 25 de pays à revenu élevé, envisagent de rationner leurs dépenses sur les filets de sécurité et les prestations sociales, souvent en révisant les critères d'admissibilité et le ciblage des plus pauvres, qui est de facto une réduction de la couverture en protection sociale. Cette approche politique risque fort d'exclure de larges segments de populations vulnérables dans un contexte de crise économique et de difficultés. Plutôt que de rationner et de revoir à la baisse les filets de protection pour réaliser des économies à court terme, il y aurait un argument solide pour intensifier cette protection en temps de crise et construire des socles de protection sociale.
- **Réforme pour la flexibilité du travail:** L'examen des rapports pays du FMI indique que 32 gouvernements préparent cette mesure d'ajustement, bien que l'OIT (2012) suggère que ce nombre atteigne 40 voir plus. Les réformes du travail comprennent généralement des révisions sur le salaire minimum, limitant les ajustements salariaux dans l'indexation sur le coût de la vie, la décentralisation de la négociation collective, ainsi que faciliter le licenciement et libéraliser les mécanismes de rémunération au niveau de l'entreprise. Ces réformes du marché du travail sont soi-disant destinées à accroître la compétitivité et à appuyer les entreprises dans un contexte de la récession, en compensant la sous-performance du secteur financier. Toutefois, les données disponibles suggèrent que la flexibilisation du marché du travail ne va pas créer des emplois décents, au contraire, dans un contexte de contraction économique, cela est susceptible de générer "la précarisation" sur le marché du travail, de déprimer les revenus nationaux et finalement d'entraver les efforts de récupération.

Même si l'identification des politiques de réduction budgétaire spécifiques est informatif, il est encore plus révélateur d'examiner l'éventail des différentes mesures envisagées au niveau national, ce qui est révélateur des dommages potentiels que l'austérité peut infliger à des millions de personnes à travers le monde, surtout pour ces 25% de pays qui subissent une contraction excessive. Dans l'ensemble, au moins deux options stratégiques sont discutées dans 139

pays, trois ou plus dans 101 pays, quatre ou plus dans 55 pays, cinq ou plus dans 34 pays et six ou plus dans 20 pays. Mais peut être le plus alarmant, toutes les mesures d'ajustement sept sont à l'étude dans neuf pays, dont la Belgique, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, Portugal, Roumanie, République slovaque et l'Espagne.

Les différences significatives dans le rythme et l'ampleur de l'ajustement et des politiques fiscales parmi les pays depuis 2010 démontre le manque de coordination de la politique mondiale. Les gouvernements agissent de façon isolée, en se concentrant étroitement sur les soldes budgétaires et la dette, dans l'espoir que d'autres pays vont prendre les devants dans la stimulation de la croissance mondiale, ce qui représente un danger pour le redressement tant national que mondial.

En revanche, dans la première phase de la crise (2008-09), le monde a été en mesure de coordonner les politiques pour répondre à la crise et à agir sur les priorités perçues. Comme indiqué dans le document, le G20 seul a fourni 11700 milliards de dollars US pour renflouer le secteur financier, et près de 50 pays ont enclenché 2.4 milliards en relance budgétaire. Mais le déploiement de vastes ressources publiques pour sauver les institutions privées considérées comme "too big to fail", a forcé les contribuables à absorber les pertes, a fait augmenter la dette souveraine, et, finalement, entrave la croissance économique mondiale. Depuis 2010, le coût de l'ajustement a été répercuté sur les populations, et donc sur des gens qui sont aux prises avec moins d'emplois, de plus faibles revenus et un accès réduit aux biens et services publics depuis plus de cinq ans. En bref, les ménages vulnérables sont les plus touchés par des mesures d'austérité, et doivent supporter les coûts d'une 'reprise' qui les a largement exclus.

Donner la priorité à l'austérité budgétaire ne va pas aider à promouvoir une croissance robuste génératrice d'emplois, améliorer le niveau de vie ou la cohésion sociale. Le monde a été secoué en 2011 par des flambées de mobilisations populaires en réponse aux effets combinés et persistants du chômage élevé, de la dégradation des conditions de vie, sapant la confiance dans les gouvernements et alimente les perceptions que le fardeau de la crise est inégalement réparti. Cela a été clairement visible lors du printemps arabe, le mouvement Occupy Wall Street aux États-Unis, et les "indignados" (Indignés) en Espagne et d'autres pays européens, ainsi que dans les émeutes de la faim violentes qui ont éclaté à travers le monde: au Bangladesh, au Burkina Faso, en Inde, en Irak, au Mozambique, au Nigeria, au Sénégal, en Ouganda et au Yémen, pour n'en nommer que quelques-uns. L'indice de l'agitation sociale de l'OIT documente de surcroît la hausse des niveaux de mécontentement dans le monde entier, comme le Rapport sur le Travail dans le Monde 2012 a averti que l'agitation sociale a été aggravée dans 57 des 106 pays étudiés.

Les Nations Unies ont averti à plusieurs reprises que l'austérité est susceptible de plonger l'économie mondiale dans la récession et d'accroître davantage les inégalités. Ce faisant, les gouvernements ont été appelés à entreprendre une action politique énergique et concertée au niveau mondial pour rendre la politique budgétaire plus anticyclique, plus équitable et plus favorable à la création d'emplois, lutter contre l'instabilité des marchés financiers et accélérer les réformes de la réglementation et soutenir les objectifs de développement.

Il est temps d'organiser de façon concertée à l'échelle planétaire une reprise socio-économique pour tous. Cela nécessite de sortir de la myopie des décisions de politiques macroéconomiques et budgétaires et, au contraire, de choisir des politiques sur leur capacité à atteindre le plein emploi, le développement humain et la croissance durable.

La crise a déjà déclenché un changement de politique dans certaines régions. Les décideurs d'Asie s'éloignent de plus en plus des modèles de croissance tirés par les exportations qui ne sont pas durables, vers des stratégies de reprise basées sur de fortes intensités d'emploi, centrées sur le renforcement des marchés intérieurs et l'amélioration des systèmes de protection sociale. L'Amérique latine, une autre région très affectée par les crises financières des années 1990, a poursuivi l'intégration régionale pour l'expansion des marchés internes et investit de manière significative dans les systèmes de protection sociale afin d'améliorer le niveau de vie, en effet, une grande partie de la résilience relative de la région aux effets de contagion de la crise actuelle est due à ces dernières positions politiques. Par ailleurs, en 2012, certains pays affectés par une faible croissance de la demande pour leurs exportations ont annoncé un nouveau cycle de relance fiscale.¹¹ Bien que les montants soient faibles pour une reprise soutenue – si l'on compare les 0,38 mille milliards de dollars US en 2012 aux 2,4 mille milliards de dollars d'incitations fiscales en 2008 – ils sont un signe de changement de politique.

11. Selon des sources de presse, la Chine a annoncé 158 milliards de dollars US, le Japon 125,4 milliards de dollars US (deux paquets différents, en octobre 2012 et janvier 2013), le Brésil 69 milliards, Singapour 13,2 milliards, la Corée du Sud 7,4 milliards de dollars, la Suède 3,5 milliards de dollars, en l'Indonésie 2,5 milliards de dollars, la Malaisie 2,2 milliards de dollars, le Vietnam 1,4 milliard de dollars et le Pérou 0,75 milliard de dollars, la plupart des plans de relance sont des investissements dans des infrastructures et des incitations fiscales, dont certaines comprennent également un soutien à l'aide sociale.

Une Ere de l'Austérité n'est pas nécessaire. Au contraire, il est encore temps pour un New Deal mondial, celui par où les investissements publics seraient utilisés pour stimuler l'emploi, catalyser un développement durable, améliorer le niveau de vie, réduire les inégalités et promouvoir la stabilité politique.

Pour terminer, voici quelques exemples inspirants de pays qui s'y essaient:

- **Le gouvernement thaïlandais** donne l'argument suivant dans sa Consultation au titre de l'Article IV du FMI (2012:25-27) : *«Atténuer l'inégalité des revenus est au cœur de la politique du gouvernement. Les autorités ont souligné leur objectif de redistribution des revenus à travers des mesures telles que l'augmentation du salaire minimum et le soutien au prix du riz visant à accroître les revenus parmi les segments les plus pauvres de la population ... / ... Le gouvernement a fait valoir que l'augmentation du salaire minimum et un prix du riz plus élevé peuvent enclencher un cycle vertueux de croissance et stimuler la demande intérieure et la croissance ainsi que réduire les inégalités sociales».*
- **L'Islande** a répudié la dette privée des banques étrangères et n'a pas renfloué son secteur financier, repoussant les pertes sur les détenteurs d'obligations au lieu des contribuables. Le gouvernement a également imposé des contrôles de capitaux temporaires pour se protéger des sorties de capitaux et axé son action sur un soutien des ménages et des entreprises dans un contexte budgétaire difficile. Dans la Consultation sur l'Islande - FMI Article IV – (2012:5-6), on peut lire : *«Un objectif clé des autorités islandaises suite à la crise fut de préserver le système de protection sociale dans la consolidation budgétaire nécessaire. Les augmentations de salaires, suite à l'accord entre les partenaires sociaux en mai 2011, a conduit à une hausse des salaires nominaux de 6% et le taux de chômage est tombé à environ 7% en 2012 ... / ... Dans la conception de l'ajustement budgétaire, les autorités ont introduit un impôt sur le revenu plus progressif et créé un espace budgétaire pour préserver les avantages sociaux. Par conséquent, lorsque la compression des dépenses a débuté en 2010, les dépenses de protection sociale ont continué à augmenter en pourcentage du PIB, et le nombre de ménages bénéficiant d'un soutien du revenu dans le secteur public a augmenté. Ces politiques, ont conduit à une forte réduction des inégalités. Le coefficient Gini de l'Islande qui avait augmenté pendant les années de boom, est tombé en 2010 à des niveaux compatibles avec ses pairs nordiques».*
- **L'Équateur**, un pays qui, comme l'Europe, fait face au défi de ne pas avoir une monnaie nationale (il utilise le dollar américain) a donc une capacité de manœuvre limitée en politique, a créativement réussi à restaurer la croissance et à améliorer les conditions de vie. Le gouvernement a maintenu les taux d'intérêt bas et accru les liquidités en obligeant les banques à garder au moins 45% de leurs réserves en Équateur. D'autre part, il a organisé un défaut partiel sur sa dette extérieure illégitime (dette privée qui avait été transformée en dette publique) ; les ressources publiques ainsi libérées ont été investies dans le développement humain, ce qui comprenait le doublement des dépenses d'éducation entre 2006-09, le doublement des programmes d'aide au logement aux familles à faible revenu et l'expansion du principal programme de protection sociale, à savoir les primes appelées *Bono de Desarrollo Humano*. Les résultats sont impressionnants: la pauvreté est tombée d'un pic au moment de la récession de 36,0% à 28,6%, le chômage est passé de 9,1% à 4,9% et le taux de scolarisation a augmenté de façon significative (Ray et Kozameh 2012).
- **La Chine** est *«en train de transformer le modèle de croissance économique pour qu'il soit plus tributaire de la demande des consommateurs. Une telle transformation accroîtrait sensiblement le niveau de vie et rendrait la croissance plus équilibrée, inclusive et durable. Les développements récents incluent l'augmentation des paiements de protection sociale ... un relèvement de l'imposition des ressources naturelles ... / ... il y a une option pour accélérer le programme de logement social ... / ... Le gouvernement vise une couverture complète par le système de retraite en 2020 ... et a l'intention de fournir des systèmes de santé sûre, abordables et efficaces, à tous les citoyens d'ici 2020 »* (Consultation au titre de l'Article IV du FMI 2012:7-30).

Annexe 1. Changements projetés dans les dépenses gouvernementales totales, dans 181 pays, 2005-2015

A. Changement, comme % du PIB

Pays	Changements annuels											Changements par période			
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2008-9 vs 2005-7	2010-12 vs 2008-9	2013-15 vs 2008-9	2013-15 vs 2005-7
Australie	-0,2	0,5	-0,4	0,3	3,1	-0,9	-0,2	0,0	-1,1	-0,5	-0,3	1,7	0,5	-1,1	0,5
Autriche	-3,8	-0,8	-0,5	0,7	3,3	-0,1	-2,0	0,9	-0,7	-0,6	-0,6	1,8	0,6	-0,7	1,0
Belgique	2,7	-3,4	-0,2	1,6	3,9	-1,2	0,8	-0,5	-0,1	-0,3	-1,0	2,2	1,1	0,4	2,6
Canada	-0,5	0,1	0,0	0,6	4,4	-0,2	-1,3	-0,6	-0,4	-0,4	-0,4	2,8	0,9	-0,7	2,1
Chili	-0,6	-1,5	0,7	2,3	2,9	-1,0	-0,3	0,6	-0,3	-0,9	-0,6	3,7	0,4	-0,3	3,4
Tchéquie	-0,3	-1,0	-0,9	0,1	3,8	-0,8	-0,7	0,1	0,5	-0,1	-0,2	1,0	0,6	0,8	1,9
Danemark	-1,8	-1,3	-0,8	0,7	6,2	-1,4	0,3	1,6	-1,9	-2,4	0,0	2,8	2,4	0,1	2,9
Estonie	0,6	-0,6	0,3	6,2	6,6	-2,9	-1,6	2,1	-2,3	-1,0	-0,8	9,5	0,0	-2,3	7,1
Finlande	0,1	-1,2	-1,8	1,9	6,9	-0,3	-1,2	-0,3	0,3	-0,2	-0,2	3,7	2,2	1,7	5,5
France	0,3	-0,6	-0,4	0,7	3,5	-0,2	-0,5	0,2	0,0	-0,6	-0,8	2,0	1,2	0,4	2,4
Allemagne	-0,2	-1,7	-2,1	0,5	4,1	-0,4	-2,4	-0,4	-0,1	-0,1	-0,3	0,6	-0,1	-1,4	-0,8
Grèce	-0,9	0,6	2,4	3,0	3,2	-3,6	-0,2	1,0	-1,4	-1,7	-2,1	6,4	-1,8	-4,5	1,9
Hongrie	1,0	2,1	-1,5	-1,4	2,2	-1,9	-0,8	0,0	0,1	0,4	0,0	-0,7	-1,4	-1,3	-2,0
Islande	-3,6	-0,6	0,6	2,4	5,0	-1,7	-1,6	-1,8	-0,8	-1,1	-1,0	5,1	-0,9	-4,5	0,6
Irlande	0,3	0,6	2,9	6,1	4,9	17,5	-18,1	-4,0	-0,8	-2,3	-2,1	10,7	6,5	-5,2	5,6
Israël	-1,5	-1,6	-1,5	-0,6	-0,3	-0,4	-0,4	0,0	0,2	-0,3	-0,2	-2,3	-0,8	-1,0	-3,3
Italie	0,4	0,5	-0,8	1,0	3,3	-1,4	-0,6	1,1	-0,4	-0,2	-0,2	2,2	0,2	0,2	2,4
Japon	0,3	0,4	-1,2	2,4	4,3	-1,0	1,4	0,8	-0,6	-0,6	0,0	3,9	2,3	2,3	6,2
Corée	-0,2	0,7	0,4	0,5	0,6	-2,0	0,6	-0,1	-0,7	0,0	0,0	1,3	-1,3	-2,0	-0,7
Luxembourg	-1,0	-2,9	-2,3	0,9	5,9	-0,6	-0,4	1,8	0,4	0,5	0,4	1,3	2,7	4,6	5,9
Mexique	1,3	0,7	0,0	2,1	1,1	-0,2	-0,5	0,1	-0,3	-0,1	0,2	2,9	0,1	-0,5	2,4
Pays-Bas	-1,3	0,9	-0,6	0,9	4,6	0,0	-0,6	0,1	-0,1	-0,1	-0,4	3,1	1,9	1,5	4,5
Nouvelle-Zélande	0,9	1,3	-0,1	1,7	2,0	0,0	0,2	-0,6	-1,5	-1,2	-0,6	3,0	0,9	-1,9	1,2
Norvège	-3,2	-1,7	0,3	-0,6	6,8	-1,2	-1,0	0,1	0,4	0,5	0,5	2,5	1,6	2,2	4,7
Pologne	0,8	0,4	-1,7	1,0	1,4	0,8	-1,8	-0,4	-1,2	-1,0	-0,7	0,7	0,2	-2,7	-2,0
Portugal	1,1	-2,2	0,0	0,4	5,0	1,5	-2,3	-2,2	0,7	-1,8	-0,6	2,2	1,7	-1,3	0,9
Slovaquie	0,3	-1,5	-2,3	0,8	6,7	-1,7	-2,7	-0,5	0,0	-0,2	-0,1	2,1	-0,3	-1,6	0,6
Slovénie	0,2	-0,2	-2,3	1,2	4,6	0,8	0,1	-0,9	-0,1	-1,7	-0,4	1,9	2,9	1,1	3,0
Espagne	-0,4	-0,1	0,9	2,1	4,8	-0,5	-1,2	-1,7	-0,6	-1,2	-0,8	5,0	0,5	-2,6	2,4
Suède	-0,3	-1,2	-1,8	0,8	3,0	-2,3	-0,9	0,2	0,1	-0,4	-1,4	0,7	-1,4	-2,2	-1,5
Suisse	-0,4	-1,9	-1,1	-2,1	1,9	-0,6	0,8	0,0	0,0	-0,2	0,0	-2,4	0,9	1,1	-1,4
Turquie	-2,5	0,2	0,5	0,7	4,0	-2,2	-1,1	0,5	-0,4	-0,4	-0,2	3,1	-0,7	-1,4	1,7
Royaume-Uni	0,5	0,1	-0,3	2,8	4,1	-0,6	-1,0	0,1	-1,0	-1,3	-1,6	4,6	0,8	-1,9	2,7
États-Unis	0,3	-0,3	0,8	2,5	5,0	-1,3	-1,4	-0,8	-0,2	-0,7	-0,2	5,5	0,0	-1,8	3,7
Afghanistan	1,5	4,3	0,5	-0,4	0,3	-0,7	1,6	1,1	-0,1	1,0	16,6	1,5	0,9	8,3	9,7
Albanie	-1,1	1,0	-0,1	2,6	1,6	-3,4	-1,5	-0,2	0,4	0,3	0,2	3,6	-3,6	-3,5	0,1
Algérie	-3,6	1,7	4,7	4,3	3,9	-4,3	2,5	1,6	-5,0	-1,4	-1,0	10,0	-0,2	-4,6	5,4
Angola	-1,0	3,6	2,8	14,2	-13,5	-4,0	0,7	0,0	0,6	0,2	0,2	10,6	-10,3	-9,3	1,3
Antigua-et-Barbuda	2,2	-3,9	-4,3	0,3	9,8	-14,1	1,1	9,4	-10,3	-0,9	-0,2	1,1	-5,4	-9,7	-8,6
Argentine	-0,9	-0,2	2,8	0,6	3,7	0,6	1,9	2,2	-1,7	-0,6	0,5	4,3	4,4	4,6	8,9
Arménie	,,,	0,1	2,4	-0,2	6,3	-2,7	-1,2	-0,2	0,0	-0,1	0,1	4,6	-0,4	-1,0	3,7
Azerbaïdjan	-3,2	4,2	-0,9	5,2	2,7	-2,1	2,6	-1,7	-0,5	-2,0	-1,0	7,3	0,4	-2,1	5,2
Bahamas	0,6	0,5	1,8	0,3	2,1	0,2	1,6	1,8	0,1	-0,9	-1,1	2,7	2,8	3,6	6,4
Bahreïn	-0,9	-1,4	-0,7	0,0	3,0	3,7	-3,5	4,0	0,5	-0,1	-0,4	0,6	4,2	6,0	6,5
Bangladesh	0,5	-0,1	-0,7	2,5	-1,4	0,1	1,4	0,9	0,6	-0,1	0,4	1,3	0,6	2,4	3,7
Barbade	4,4	-1,5	6,2	0,2	-3,7	2,9	-1,9	-0,6	-0,6	-0,8	-0,6	2,0	-0,4	-2,8	-0,8
Biélorussie	0,9	0,2	-0,2	0,0	-1,2	-2,7	-4,7	1,9	-0,2	-0,1	0,0	-0,6	-5,7	-6,3	-6,9
Belize	-3,2	2,1	-0,9	-0,6	0,0	0,8	0,6	0,9	-1,2	-0,3	-0,1	-0,5	1,5	0,8	0,3
Bénin	0,9	-1,9	4,0	-2,0	3,7	-4,6	1,1	0,9	0,0	-0,3	-0,2	1,8	-1,7	-1,0	0,8
Bhoutan	5,5	-2,1	-0,8	-0,4	-1,4	11,4	-6,1	2,6	-9,4	-6,2	1,3	-2,3	7,5	-5,9	-8,2

Pays	Changements annuels											Changements par période			
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2008-9 vs 2005-7	2010-12 vs 2008-9	2013-15 vs 2008-9	2013-15 vs 2005-7
RDP lao	1,5	0,0	0,4	1,5	4,3	-1,4	-1,2	0,7	0,1	-0,1	-0,1	3,9	0,2	0,2	4,1
Lettonie	1,6	-0,1	-1,0	7,4	0,9	-0,6	-4,4	0,3	-2,5	-1,4	-1,5	7,2	-3,0	-8,3	-1,1
Liban	-1,4	4,6	-0,6	-1,6	-0,4	-2,2	-1,0	2,2	0,4	-0,3	-0,1	-0,7	-2,3	-1,0	-1,8
Lesotho	3,3	2,9	0,3	6,2	9,7	-9,2	4,8	0,9	-7,0	-5,9	-3,9	12,3	-0,8	-10,9	1,4
Liberia	-0,5	-1,0	5,0	13,2	4,0	0,2	-0,9	-0,1	2,6	-0,1	-2,8	18,2	1,6	2,9	21,1
Libye	-12,7	2,1	3,6	6,4	12,8	-6,5	15,1	-13,0	5,3	2,9	0,2	15,9	5,6	9,3	25,2
Lituanie	0,3	0,2	1,1	2,5	6,7	-1,9	-3,6	-1,2	-0,9	0,1	-1,1	6,6	-1,4	-4,6	2,1
Macédoine	-1,2	-1,5	-0,9	1,8	-0,2	-1,2	-0,9	0,1	0,0	-0,2	-0,1	0,6	-1,8	-2,2	-1,6
Madagascar	-3,9	0,1	-2,8	0,0	-3,3	-2,6	3,3	-1,2	0,9	0,8	-0,7	-3,5	-2,5	-1,0	-4,5
Malawi	0,7	-0,4	3,4	0,7	-1,4	0,4	-0,7	2,6	-3,1	-0,8	0,2	2,1	0,1	-2,0	0,1
Malaisie	-2,7	0,5	0,8	0,8	3,2	-3,4	1,3	-0,5	0,2	-0,3	-0,3	3,1	-1,2	-1,2	1,9
Maldives	18,0	-3,1	-0,2	0,5	2,0	-3,3	2,6	7,1	1,4	-2,5	0,3	0,4	1,8	7,3	7,7
Mali	0,8	0,2	-0,8	-4,9	4,5	-2,9	2,4	-8,1	-0,6	7,3	0,0	-3,0	-1,8	-2,1	-5,2
Malte	-0,6	-0,3	-1,6	1,2	-0,6	-0,3	-0,3	1,2	-0,8	-0,6	-0,5	-0,3	-0,4	-1,1	-1,3
Maurice	0,6	-0,9	-0,6	1,0	2,5	-1,3	-0,5	-0,1	-0,9	-0,1	-0,1	1,6	-0,3	-1,5	0,0
Moldavie	2,4	2,8	2,1	-0,4	3,7	-4,5	-1,7	0,3	-0,4	-0,6	-0,3	3,8	-3,6	-4,9	-1,1
Mongolie	-6,7	1,1	9,1	2,3	-2,4	0,1	7,9	3,4	-11,5	-1,6	-0,7	7,5	5,3	-2,7	4,9
Monténégro	-1,6	2,3	0,5	10,6	-3,6	-1,9	-1,9	-1,5	-1,6	-1,1	0,3	9,9	-5,5	-9,3	0,6
Maroc	4,7	-3,1	0,7	1,8	-0,7	0,8	2,6	-0,1	-1,1	-1,2	-1,1	0,8	2,2	0,7	1,5
Mozambique	-1,9	4,1	1,2	-0,3	4,8	0,8	1,6	1,4	-1,1	0,0	-0,6	4,2	4,8	4,9	9,1
Myanmar	-0,3	1,8	-0,7	-1,4	1,9	2,2	-0,4	3,7	0,0	0,1	0,1	-0,3	4,1	6,5	6,2
Namibie	-1,6	-0,8	-0,2	2,1	3,8	0,8	6,0	0,2	-3,0	-3,3	-1,4	3,6	6,8	3,3	6,9
Népal	0,3	-1,0	2,2	0,4	4,0	-0,6	-0,1	-2,3	2,2	0,4	0,2	3,6	0,5	1,5	5,1
Nicaragua	0,5	0,8	0,4	0,9	1,5	-1,2	0,8	1,4	-1,0	0,0	-0,1	2,2	0,6	0,8	3,0
Niger	-0,5	-0,4	3,4	-0,4	1,8	-2,8	0,1	8,7	-0,7	1,6	0,3	2,7	1,1	7,4	10,0
Nigeria	-3,9	0,0	2,0	0,4	1,5	-0,5	2,5	-2,4	-3,8	-0,4	-0,2	2,5	1,1	-3,8	-1,4
Oman	-4,0	-0,4	0,6	-6,0	8,9	-4,8	-1,8	0,8	1,0	1,7	1,8	-1,2	-1,2	1,5	0,2
Pakistan	0,8	1,2	2,4	1,5	-2,4	0,4	-1,1	0,0	1,6	-1,3	0,0	2,3	-1,5	-1,2	1,1
Panama	-0,9	0,2	-0,4	1,1	0,9	0,8	1,0	-0,2	-0,4	-0,5	0,0	1,4	1,9	1,4	2,8
Papouasie-Nlle-Guinée	2,0	-1,8	-2,4	1,8	6,8	-8,7	1,2	0,6	-1,2	-3,0	-6,2	3,0	-4,3	-8,8	-5,8
Paraguay	0,7	0,7	-0,9	-1,1	4,0	-2,0	0,8	3,7	-0,7	-1,3	-0,7	0,5	1,8	2,8	3,3
Pérou	0,5	-0,9	-0,4	1,2	2,0	-0,6	-1,2	0,3	0,6	0,3	0,3	1,6	-0,3	0,3	1,9
Philippines	-0,6	-0,4	-0,1	-0,3	1,5	-0,9	-1,2	1,1	-0,4	0,0	0,0	0,2	-0,5	-0,6	-0,4
Qatar	0,3	-0,5	-1,4	-2,0	7,0	-3,4	-1,9	3,0	0,3	0,1	-0,3	0,4	-0,2	1,5	1,9
Roumanie	-1,2	1,6	1,7	1,6	1,5	0,2	-3,2	-1,0	0,1	0,0	-0,2	4,0	-1,5	-3,1	0,9
Russie	1,1	-1,7	2,0	1,2	7,1	-2,3	-2,2	0,3	-0,3	-0,6	0,0	5,5	-0,2	-1,4	4,0
Rwanda	2,0	-1,6	1,3	1,7	-0,5	2,1	1,3	1,2	-1,0	-2,1	-1,8	1,8	3,1	1,3	3,1
Samoa	3,8	-3,7	3,6	-3,3	6,1	4,9	0,2	-2,7	0,6	-1,5	-1,0	0,9	7,2	4,7	5,6
São Tomé	-10,3	5,9	-7,5	-7,8	18,4	-0,2	-0,4	4,6	-8,5	-4,8	-11,0	-1,6	10,3	-2,2	-3,9
Arabie Saoudite	-4,4	-0,8	3,1	-2,5	14,0	-1,0	-5,3	-1,9	3,1	-0,6	0,1	6,3	1,9	1,6	7,9
Sénégal	0,9	3,0	0,9	-1,2	0,3	0,6	1,5	1,5	-2,0	-0,4	-0,4	0,5	2,2	1,3	1,8
Serbie	-1,0	3,3	0,1	-0,5	1,1	0,3	-1,0	3,1	-0,8	0,2	0,3	1,2	1,3	2,5	3,7
Seychelles	-2,7	7,3	-4,9	-11,7	4,8	1,8	1,0	2,8	-2,6	-2,1	-0,2	-10,2	5,8	3,9	-6,2
Sierra Leone	-0,3	-1,0	-4,2	3,4	1,2	2,7	1,3	-4,6	-1,6	0,2	0,4	0,9	2,6	-1,4	-0,5
Singapour	-1,1	0,6	-0,8	5,7	0,9	-4,0	2,9	0,1	0,2	0,3	0,3	5,8	-1,6	-0,1	5,7
Îles Salomon	6,3	3,3	5,7	2,1	6,8	2,9	-5,2	5,0	-1,2	0,4	0,0	10,4	4,5	5,1	15,5
Afrique du Sud	0,3	0,1	1,2	2,2	2,9	-0,8	-0,2	0,2	0,0	-0,3	-0,5	4,4	0,6	0,3	4,7
Sri Lanka	1,0	0,4	-0,8	-0,9	2,3	-2,0	-1,4	-0,9	0,0	-0,3	-0,2	-0,2	-2,1	-3,5	-3,6
St-Kitts-et-Nevis	1,7	-1,0	-1,7	-0,3	3,0	3,3	-3,4	-2,1	-2,9	-1,0	-0,2	-0,2	1,8	-4,4	-4,6
Ste Lucie	3,2	-1,4	-3,5	0,7	2,0	2,8	2,4	2,7	-3,7	-1,0	0,1	-1,1	6,3	4,5	3,4
St Vincent	1,9	-0,8	0,9	1,5	3,2	0,2	-3,0	-1,1	0,0	-0,4	-0,1	3,5	-0,6	-2,6	0,8
Soudan	5,7	-1,4	0,6	-1,3	-3,3	-1,1	0,4	-3,1	1,1	-0,9	-1,2	-3,0	-3,6	-5,4	-8,5
Suriname	1,1	-2,2	2,2	-0,9	5,3	-1,6	-0,8	-0,7	-0,4	-0,5	-0,3	2,5	0,3	-1,2	1,2
Swaziland	-1,7	-2,6	-0,4	8,9	1,5	-3,6	-7,9	6,0	-0,9	1,4	2,3	8,5	-6,1	-3,9	4,6
Taiwan	0,3	-1,7	-0,1	1,0	2,1	-2,3	0,4	-1,3	-0,1	-0,6	-1,0	1,4	-1,5	-3,0	-1,7
Tadjikistan	2,7	-1,1	6,1	-0,8	1,5	-2,5	0,9	2,0	-2,4	0,0	0,3	3,6	-0,5	-1,2	2,5

Pays	Changements annuels											Changements par période			
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2008-9 vs 2005-7	2010-12 vs 2008-9	2013-15 vs 2008-9	2013-15 vs 2005-7
Bolivie	0,8	-3,3	2,0	2,8	0,7	-3,8	3,9	0,4	-0,3	-0,4	0,1	3,3	-0,7	0,3	3,6
Bosnie-Herzégovine	-0,1	0,2	0,8	2,9	1,3	-0,3	-1,1	0,3	-0,1	-1,0	-0,6	4,2	-0,3	-1,5	2,7
Botswana	-4,2	-2,7	2,1	8,2	6,1	-9,1	-4,4	-2,5	-1,4	-0,4	-0,5	11,7	-9,8	-14,8	-3,1
Brésil	1,7	0,3	-1,1	-0,7	0,6	1,3	-0,5	-0,3	-0,4	0,5	0,0	-1,1	1,1	0,7	-0,4
Brunei Darussalam	-4,5	-1,4	1,7	-2,4	8,5	1,4	-8,1	2,4	1,3	-0,6	0,1	2,6	1,1	0,9	3,5
Bulgarie	-0,6	-1,5	1,3	0,2	1,0	0,5	-2,2	1,1	0,3	-0,3	-0,1	1,1	-0,1	-0,1	1,0
Burkina Faso	-0,1	1,9	2,2	-5,7	3,8	0,0	-0,6	3,5	-1,7	0,3	0,1	-1,7	2,6	3,3	1,6
Burundi	-2,7	1,4	11,4	2,2	-2,4	2,2	-0,9	-6,5	1,3	-0,1	-2,3	9,1	-1,8	-5,9	3,2
Cambodge	-1,5	0,6	1,5	1,2	4,4	-0,1	1,3	-0,6	-1,4	-0,4	-0,4	4,6	2,7	1,0	5,6
Cameroun	-1,4	-0,1	1,2	2,8	-0,1	0,2	3,1	0,2	0,4	0,2	-0,1	3,5	2,3	4,0	7,5
Cap-Vert	1,8	-0,4	-3,7	1,1	0,4	3,6	-4,2	-1,2	-1,5	0,0	-1,1	-1,3	0,6	-3,4	-4,7
Afr Centrale, Rep.	3,1	-3,0	-0,7	2,9	0,0	2,4	-2,9	0,5	0,4	0,1	0,5	1,5	0,7	0,7	2,2
Tchad	-1,4	3,4	4,7	2,3	6,1	1,0	-1,3	-2,0	-1,4	-0,3	-0,4	9,6	2,5	-1,1	8,5
Chine	0,5	0,3	0,0	1,5	2,9	-0,4	1,1	0,6	-0,2	-0,2	-0,3	3,0	1,9	2,2	5,2
Colombie	-0,3	2,3	0,1	-1,9	2,9	0,0	-0,5	0,0	0,6	-0,4	-0,4	0,4	1,1	1,2	1,6
Comores	-0,2	1,4	1,1	3,7	-3,0	-0,9	0,0	2,5	0,3	0,2	-0,2	3,4	-1,5	0,5	3,9
Congo, Rép. Dém. du	6,0	0,5	-2,3	4,1	2,0	1,2	1,0	4,4	-1,6	-0,2	0,0	3,8	4,3	5,8	9,5
République du Congo	-2,6	3,6	2,1	-6,2	1,0	-3,2	4,6	13,1	-0,3	1,0	-0,5	-3,1	4,7	15,1	12,0
Costa Rica	-0,4	-1,0	-0,5	1,0	1,5	1,5	-1,0	1,0	0,4	0,5	0,5	1,1	1,9	3,1	4,2
Côte d'Ivoire	-0,2	1,0	-0,3	0,6	-0,1	0,9	3,9	-2,9	-0,3	0,4	0,3	0,7	2,6	2,0	2,7
Croatie	-1,0	-0,2	0,8	-1,4	2,6	-0,2	-0,9	-0,6	0,2	0,2	-0,1	0,3	0,3	-0,2	0,1
Chypre	1,1	-0,5	-1,8	0,6	4,1	0,7	0,3	-0,1	-0,4	0,6	0,3	1,3	2,9	3,1	4,4
Djibouti	-0,7	0,6	0,4	2,9	1,0	-5,6	-0,8	-0,1	-0,3	0,2	0,1	3,8	-5,7	-6,1	-2,4
Dominique	0,8	-1,3	4,3	0,6	1,7	4,3	-5,2	-2,0	-0,7	-0,6	0,0	3,8	1,0	-3,1	0,7
République Dominicaine	-0,7	1,0	0,0	1,5	-1,7	-1,1	-0,1	2,9	-2,0	0,5	0,1	0,9	-1,0	-0,8	0,2
Equateur	0,8	-0,1	3,8	6,5	0,5	1,2	6,3	1,5	-0,7	-0,8	-0,8	9,3	6,1	7,8	17,1
Égypte	-0,6	4,5	-2,5	0,5	-1,3	-1,5	-1,0	1,6	-0,4	-0,3	-1,1	-0,3	-2,3	-2,5	-2,8
El Salvador	0,3	0,7	-1,3	1,2	2,2	0,4	0,3	0,4	-0,9	-0,2	0,2	1,6	1,8	1,2	2,9
Guinée équatoriale	-3,5	4,9	1,5	0,9	28,0	-14,0	-5,4	1,3	-0,5	-0,6	-0,1	17,5	-3,2	-5,0	12,5
Erythrée	2,6	-16,3	-1,2	2,2	-11,5	4,0	-1,0	-3,0	-1,0	-0,7	-0,2	-9,8	-3,4	-7,3	-17,1
Ethiopie	-0,3	-0,8	-1,6	-1,8	-1,7	1,4	-0,3	-0,6	-0,2	-0,5	-0,2	-3,9	0,2	-0,9	-4,8
Fidji	-0,1	1,7	-2,0	-2,0	4,2	-2,4	0,4	0,4	-1,1	-0,2	-0,2	-0,7	0,1	-0,8	-1,5
Gabon	0,1	-0,2	-1,6	-0,6	4,9	0,0	1,0	-2,6	1,8	0,0	-0,1	0,6	2,3	2,6	3,3
Gambie	-0,2	1,0	-4,7	0,7	4,4	1,3	-0,3	2,5	-1,6	-0,1	0,0	0,1	4,1	4,0	4,1
Géorgie	2,8	1,1	5,1	4,2	3,1	-2,8	-3,8	0,4	0,2	-0,3	-0,6	9,6	-3,6	-4,8	4,8
Ghana	-1,0	2,2	1,3	1,4	-2,2	1,7	-0,4	2,7	-2,7	0,2	0,5	2,0	1,2	0,4	2,4
Grenade	0,9	4,9	-3,9	0,2	-0,3	-0,5	-0,2	-1,8	1,2	1,8	-1,6	-0,9	-1,4	-0,8	-1,7
Guatemala	0,3	1,0	-0,4	-0,6	0,6	0,3	0,1	-0,5	0,6	0,1	0,0	-0,3	0,5	0,8	0,5
Guinée	-1,1	2,1	-4,2	2,7	6,2	6,0	-8,2	6,6	-2,0	0,0	-1,3	3,7	5,9	5,2	8,8
Guinée-Bissau	-3,2	-0,9	0,0	3,2	-2,5	-1,3	-0,2	-4,8	6,9	-0,4	-0,1	1,7	-4,3	-1,0	0,7
Guyane	5,7	0,7	-5,2	-1,3	1,6	-1,9	-0,3	1,7	-0,4	0,4	-0,7	-3,7	-0,8	-0,1	-3,8
Haïti	4,6	-0,7	0,4	2,4	4,6	3,5	7,5	-2,0	0,2	0,5	-1,9	4,7	10,1	11,2	15,9
Honduras	-0,9	0,4	0,0	2,2	1,6	-2,0	-1,4	0,6	0,3	-0,4	-0,9	3,1	-1,9	-2,3	0,8
Hong Kong	-1,6	-1,7	-0,4	3,4	-1,3	0,4	2,3	0,6	-2,2	-0,3	2,0	1,9	1,5	0,9	2,8
Inde	-1,2	0,1	0,0	2,1	0,4	-1,1	-0,6	0,5	-0,3	-0,1	-0,1	2,4	-1,1	-1,4	0,9
Indonésie	-1,2	1,4	0,2	1,0	-3,0	0,0	0,3	1,2	0,3	-0,3	-0,2	0,0	-0,9	0,0	0,1
Iran	4,3	0,8	-3,8	3,1	-2,1	-1,5	3,8	-3,6	-0,3	-0,5	-0,1	-0,2	-1,2	-2,9	-3,2
Irak	-42,3	-21,7	-2,2	15,4	10,9	-13,3	-11,1	5,5	-4,2	-4,2	0,0	12,2	-13,5	-20,5	-8,3
Jamaïque	-2,1	1,6	0,5	3,3	3,9	-5,4	-1,4	-0,8	-0,3	0,6	0,4	6,1	-4,7	-5,4	0,7
Jordan	1,1	-2,5	0,6	-2,6	0,6	-4,5	2,8	-1,5	-0,4	-0,2	-0,1	-2,7	-2,9	-3,5	-6,3
Kazakhstan	0,2	-2,4	4,3	2,6	-3,3	-1,0	-0,5	0,8	-0,1	-0,4	-0,4	3,0	-2,7	-2,9	0,2
Kenya	1,5	0,4	1,4	1,0	0,7	1,8	-0,5	1,5	-0,5	0,0	-1,5	2,5	2,3	2,0	4,5
Kiribati	9,7	-2,5	-5,5	-1,2	0,7	-1,7	9,3	4,6	-1,7	-0,2	-9,0	-5,3	6,3	7,6	2,3
Kosovo	-1,7	-3,7	-1,0	5,4	5,2	0,3	-0,2	0,9	-0,3	-1,5	0,1	6,1	3,1	2,2	8,3
Koweït	-6,1	3,8	-1,8	10,3	1,8	1,0	-4,7	0,9	3,6	3,0	0,8	11,3	-1,0	3,9	15,1
République kirghize	0,3	0,6	1,8	-2,0	4,5	3,0	1,7	3,3	-3,0	-2,7	-0,9	1,6	7,5	5,2	6,8

Pays	Changements annuels											Changements par période			
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2008-9 vs 2005-7	2010-12 vs 2008-9	2013-15 vs 2008-9	2013-15 vs 2005-7
Tanzanie	2,4	1,0	-0,1	1,3	2,5	0,5	-0,4	0,5	-0,1	-1,0	-0,6	2,9	1,6	0,8	3,7
Thaïlande	0,4	-1,0	1,2	-0,1	2,8	-0,8	1,0	-0,2	0,1	0,2	-1,5	1,8	1,2	1,2	3,0
Timor-Leste	-0,7	-0,8	3,2	6,1	4,2	1,0	1,8	7,0	2,4	1,6	-2,8	10,1	6,6	14,4	24,5
Togo	2,7	1,9	-0,8	-2,5	3,4	1,3	1,7	5,0	-0,7	-0,1	-0,4	-0,7	5,7	8,7	8,0
Tonga	3,0	1,6	-0,2	2,3	3,8	1,8	-2,5	-0,6	-1,1	-2,5	-0,3	4,6	1,9	-2,2	2,4
Trinité-et-Tobago	1,5	4,6	-2,6	1,2	8,4	-1,4	-1,4	1,3	-0,4	-0,3	-0,2	5,3	2,3	2,1	7,3
Tunisie	0,1	-0,1	0,3	1,1	0,4	0,1	3,9	2,4	-2,3	-1,4	-0,6	1,4	3,7	3,2	4,6
Turkménistan	0,8	-4,7	-1,5	-2,6	2,5	0,7	1,2	-0,8	-0,8	-0,6	-0,5	-3,9	2,4	1,0	-2,9
Tuvalu	,,	10,4	-5,2	-6,6	17,4	10,7	-10,7	-13,5	2,2	-1,4	0,6	2,1	7,8	-3,4	-1,3
Ouganda	-0,5	-1,7	-0,3	-0,4	0,1	4,8	-2,3	1,4	-2,8	1,0	-0,5	-1,1	3,7	1,5	0,4
Ukraine	2,6	0,5	-0,8	3,6	1,1	0,4	-3,9	1,8	-1,5	-0,8	-0,9	3,8	-1,0	-3,4	0,4
Émirats Arabes Unis	-2,9	-0,5	0,9	2,2	9,4	-1,5	-1,8	0,2	-0,9	-0,5	-0,4	7,4	2,0	0,2	7,6
Uruguay	-0,7	0,8	-0,5	-0,2	1,9	0,1	-0,6	1,1	1,1	0,3	0,0	0,7	1,0	2,8	3,5
Ouzbékistan	-2,0	-0,5	1,4	0,1	3,4	-1,9	-0,8	3,7	0,2	-0,1	0,4	2,6	0,5	3,0	5,6
Vanuatu	-0,2	1,7	1,8	5,7	-0,2	1,1	-4,0	0,5	4,5	-0,6	-0,5	7,4	-1,5	1,3	8,7
Venezuela	1,6	5,6	-3,6	-1,7	-1,1	4,4	3,6	3,8	-4,8	-2,3	-0,8	-2,8	7,5	4,6	1,8
Vietnam	1,6	-0,1	2,2	-1,2	5,0	-1,8	-1,8	0,4	-1,0	-0,7	-0,6	2,8	-0,3	-2,3	0,5
Yémen	2,6	0,6	3,0	0,9	-6,0	-5,1	-1,2	6,7	-3,9	-1,4	-2,3	0,1	-6,7	-8,2	-8,1
Zambie	-0,6	-2,6	0,8	-0,4	-2,6	1,3	2,8	0,5	-0,7	0,7	1,0	-2,0	2,1	3,5	1,5

B. Croissance réelle, comme pourcentage

(monnaie locale, en milliards/prix moyens à la consommation)

Pays	Croissance annuelle											Croissance par période			
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2008-9 vs 2005-7	2010-12 vs 2008-9	2013-15 vs 2008-9	2013-15 vs 2005-7
Australie	4,5	5,6	5,5	5,5	8,8	2,4	2,3	1,4	-0,9	1,2	1,5	16,1	8,8	11,0	28,9
Autriche	-4,9	2,2	2,4	1,5	3,8	1,9	-2,5	2,3	-0,4	0,7	0,7	5,8	2,8	3,8	9,8
Belgique	7,2	-4,0	2,9	1,9	6,1	-0,1	1,8	-1,8	-0,2	0,4	-0,5	5,6	3,5	2,7	8,4
Canada	2,7	3,7	3,2	3,9	5,6	3,8	-0,1	-0,1	1,2	1,5	1,6	10,4	6,5	9,3	20,6
Chili	7,0	6,6	9,3	7,0	15,1	7,8	4,2	7,1	3,1	0,9	2,1	24,5	21,4	34,3	67,2
République tchèque	3,8	2,4	3,9	-0,9	5,0	-2,3	-2,7	-1,6	1,0	2,2	2,5	4,9	-2,3	-1,0	3,9
Danemark	0,1	1,2	0,5	1,3	5,1	0,3	-0,5	2,2	-2,1	-2,6	1,8	4,7	3,2	1,1	5,9
Estonie	12,9	12,6	13,5	8,2	-1,4	-5,7	2,4	6,4	-3,4	0,8	1,3	21,1	-2,8	-0,4	20,6
Finlande	2,9	1,6	2,9	3,3	4,0	1,4	0,4	-0,4	2,5	1,9	1,9	7,9	3,6	8,0	16,6
France	2,6	1,8	2,7	0,9	3,8	0,8	-0,1	0,4	0,7	0,4	0,5	5,3	2,8	4,3	9,8
Allemagne	-1,0	-1,4	-2,0	0,4	4,6	3,1	-3,7	-0,5	0,2	0,7	0,1	0,8	2,6	1,7	2,5
Grèce	-1,4	6,3	9,2	6,7	4,5	-12,6	-8,8	-5,4	-7,1	-3,5	-2,7	17,8	-17,4	-30,6	-18,3
Hongrie	4,9	7,9	-5,1	-2,7	-3,3	-4,2	-0,3	-1,4	0,3	1,9	1,5	-5,2	-6,4	-5,4	-10,4
Islande	-2,2	5,2	8,2	6,4	0,2	-6,1	-1,2	-2,0	-0,1	-0,6	0,2	14,0	-7,3	-9,3	3,4
Irlande	7,1	8,1	12,2	7,4	2,3	34,9	-27,5	-8,4	-0,2	-3,1	-2,6	20,0	8,6	-12,2	5,4
Israël	1,4	2,2	2,1	-0,5	1,7	2,5	2,6	2,5	3,7	3,2	3,3	2,4	6,1	16,4	19,3
Italie	1,4	2,8	0,3	-0,1	2,2	-2,1	-2,3	-1,8	-1,7	0,4	0,9	2,1	-3,1	-6,2	-4,2
Japon	1,1	1,4	-2,3	3,4	6,6	0,5	0,8	3,3	-0,9	-1,0	0,5	5,7	5,4	6,4	12,4
Corée	0,8	5,9	6,3	2,9	3,9	-2,4	4,3	3,1	0,3	3,7	3,8	11,3	3,3	11,3	23,8
Luxembourg	3,7	1,1	1,2	3,4	9,8	3,4	1,5	3,8	1,3	2,2	2,4	9,8	10,7	18,1	29,7
Mexique	10,0	11,4	4,7	11,8	-2,8	4,6	3,7	5,4	1,7	3,0	4,0	17,6	7,7	18,6	39,5
Pays-Bas	0,1	5,6	2,8	3,7	5,0	1,8	-1,3	-1,0	-0,3	0,9	0,6	10,2	3,0	2,4	12,8
Nouvelle-Zélande	5,4	6,1	4,9	4,9	3,6	2,7	0,1	0,5	-0,1	-1,6	0,7	12,3	4,8	4,2	17,0
Norvège	2,1	4,5	5,8	5,4	5,6	1,9	4,0	7,8	4,8	3,1	3,1	14,1	10,3	26,9	44,8
Pologne	6,1	7,7	4,2	6,5	5,1	4,7	-0,8	-0,1	-0,5	0,5	1,5	14,9	6,7	6,7	22,6
Portugal	3,7	-3,6	2,8	-0,1	9,8	4,1	-8,8	-9,6	1,0	-2,7	0,6	5,5	-0,6	-10,7	-5,8
République slovaque	7,1	2,9	2,7	7,2	10,8	-0,2	-5,8	-0,6	2,4	2,5	3,1	16,1	0,7	3,4	20,0
Slovénie	3,7	5,0	1,7	5,0	5,1	0,1	0,1	-4,7	-0,7	-2,5	0,9	10,7	1,1	-4,1	6,1
Espagne	3,4	4,4	6,2	4,5	7,7	-3,0	-4,1	-6,5	-3,7	-2,1	-0,6	14,5	-4,3	-14,6	-2,2
Suède	3,0	2,7	0,2	0,6	3,7	1,5	-0,3	1,7	2,4	1,6	-0,3	3,4	3,7	8,3	12,0
Suisse	0,6	-0,4	2,4	-3,9	4,2	1,0	4,5	1,6	1,5	1,3	2,0	-0,4	6,7	12,7	12,2
Turquie	-0,4	7,2	3,9	4,3	5,4	0,2	7,6	2,1	3,1	2,7	3,1	12,3	8,8	19,7	34,5
Royaume-Uni	4,3	3,6	2,7	5,3	4,3	-0,1	-3,2	-0,4	-0,4	-0,1	-0,4	10,7	-0,3	-2,2	8,2
États-Unis	3,8	1,8	4,3	4,9	10,6	-1,0	-2,5	-0,1	1,2	0,8	2,8	14,2	2,2	4,0	18,8
Afghanistan	20,3	34,8	11,8	-5,3	33,3	6,4	15,6	12,6	6,1	10,7	76,6	29,6	40,2	127,4	194,6
Albanie	2,2	8,9	6,3	18,4	8,4	-6,7	-2,1	0,1	3,2	3,4	3,1	32,0	-4,3	1,4	33,9
Algérie	6,7	16,9	22,5	28,3	-5,6	3,5	21,8	6,3	-10,2	-2,7	-1,6	48,9	17,7	14,2	70,1
Angola	18,5	33,0	32,0	63,0	-36,9	0,1	15,7	2,5	3,9	1,5	0,9	71,3	-13,8	-3,5	65,3
Antigua-et-Barbuda	15,6	-0,7	-3,5	0,4	22,7	-44,0	-0,4	41,0	-29,9	-1,7	2,1	8,9	-30,1	-39,6	-34,2
Argentine	5,3	10,3	24,4	19,2	15,7	15,7	21,9	14,6	2,9	3,8	7,0	52,3	49,6	87,3	185,2
Arménie	,,,	15,8	27,1	3,1	9,2	-5,8	-3,4	5,3	4,2	3,5	4,3	31,2	-2,2	8,3	42,1
Azerbaïdjan	17,3	63,7	25,3	33,1	0,1	5,8	20,7	-0,2	0,1	-3,8	-0,8	74,8	20,4	24,1	116,9
Bahamas	7,3	7,3	11,8	-0,9	4,9	-3,3	5,2	8,9	3,6	-1,0	-2,0	11,6	5,5	15,9	29,4
Bahreïn	13,3	9,8	10,1	15,7	-5,9	22,4	8,5	15,1	3,9	-0,2	-0,6	23,2	32,0	53,5	89,1
Bangladesh	8,1	4,4	-0,7	25,9	-2,5	4,9	13,9	11,5	9,5	6,4	9,9	25,5	17,7	55,2	94,7
Barbade	17,7	-3,9	16,8	-9,0	-11,7	-0,8	-10,6	-4,2	-1,0	-0,9	-0,3	-6,3	-14,7	-21,7	-26,6
Biélorussie	22,4	14,4	12,6	16,4	-8,5	4,7	-2,9	17,1	-0,5	2,6	3,1	25,5	3,6	16,2	45,9
Belize	-7,9	11,4	0,3	-3,7	1,2	5,8	4,2	5,9	-1,6	1,5	2,1	0,4	11,6	17,5	18,0
Bénin	6,5	-5,9	27,7	-4,3	21,4	-16,5	8,8	6,6	3,6	2,5	3,4	21,5	-0,8	13,1	37,4
Bhoutan	24,1	1,7	9,1	5,6	2,4	44,6	-8,4	12,3	-14,8	-10,9	13,7	13,7	43,7	24,3	41,3
Bolivie	7,9	2,8	10,1	15,5	-3,5	-1,3	23,2	6,6	3,2	3,1	4,5	22,0	14,6	36,1	66,0
Bosnie-Herzégovine	4,0	6,3	13,2	12,1	0,0	-0,4	-2,2	-1,3	0,6	1,5	3,3	24,0	-2,3	-1,2	22,5
Botswana	-6,6	0,3	17,5	25,7	3,9	-9,0	-4,6	-2,3	-1,2	2,1	1,9	42,5	-10,8	-12,9	24,1

Pays	Croissance annuelle											Croissance par période			
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2008-9 vs 2005-7	2010-12 vs 2008-9	2013-15 vs 2008-9	2013-15 vs 2005-7
Brésil	8,5	6,7	5,2	5,8	3,5	14,6	1,7	1,3	3,3	6,2	4,5	13,6	18,5	31,2	49,1
Brunei Darussalam	3,4	9,7	5,8	0,4	-2,8	11,6	-4,5	9,7	1,4	2,2	2,0	5,8	10,1	19,3	26,3
Bulgarie	5,8	1,4	12,2	3,5	-1,0	1,5	-2,9	4,1	2,3	1,8	3,1	11,5	0,3	6,7	19,0
Burkina Faso	5,7	11,6	16,1	-17,6	21,2	11,4	4,5	22,8	0,6	8,0	7,4	3,8	35,4	70,2	76,6
Burundi	7,4	4,6	38,4	9,2	0,8	18,3	1,3	-12,2	11,3	5,9	-2,1	36,3	14,9	21,4	65,5
Cambodge	0,5	14,7	21,7	3,4	32,7	4,3	11,9	3,6	-1,5	4,1	4,9	42,2	30,0	41,8	101,7
Cameroun	-5,8	1,8	11,6	21,1	-4,7	5,7	21,7	4,5	6,8	5,7	4,3	27,8	19,9	47,5	88,6
Cap-Vert	9,7	6,6	-4,9	5,9	8,2	17,5	-6,8	1,9	0,5	5,5	1,9	8,9	17,4	21,8	32,6
Rép. Centrafricaine	26,1	-16,4	-0,6	22,2	1,8	18,9	-11,9	4,7	7,3	6,9	8,6	15,3	12,1	27,8	47,3
Tchad	16,0	24,3	41,3	13,8	2,5	33,4	-2,2	1,0	-7,0	-1,1	-0,8	51,8	33,6	22,8	86,4
Chine	16,6	17,1	17,2	20,4	24,6	12,0	16,6	9,9	6,8	6,7	6,7	57,1	42,8	81,7	185,5
Colombie	4,0	17,7	6,7	-2,8	12,1	5,3	7,6	3,5	6,9	2,4	2,3	13,1	18,3	35,6	53,5
Comores	2,4	6,8	6,3	18,5	-10,2	-1,4	0,1	11,5	5,0	6,1	4,4	19,6	-3,0	15,6	38,3
Congo, Rép. Dém. du	47,5	9,6	-3,3	28,1	2,7	10,9	8,6	18,7	0,4	4,9	6,0	30,8	26,4	53,3	100,5
Congo, Rép. du	15,4	38,3	4,3	-1,4	-14,7	8,7	36,8	49,3	-1,9	3,1	9,7	3,3	47,1	111,1	118,1
Costa Rica	0,7	1,9	4,5	8,4	8,6	16,3	-1,6	11,4	6,9	7,4	7,6	17,2	24,3	52,8	79,0
Côte d'Ivoire	0,4	7,6	1,0	7,2	2,3	7,5	-15,7	28,7	5,5	8,4	8,4	11,8	6,2	35,2	51,2
Croatie	1,7	5,2	8,3	-1,6	-0,6	-2,1	-2,2	-3,3	1,4	1,9	1,6	5,1	-4,8	-4,7	0,2
Chypre	7,6	4,1	3,0	5,4	7,6	1,8	-0,3	-3,5	-2,6	1,1	1,8	13,0	4,2	0,2	13,3
Djibouti	1,3	6,4	6,1	11,3	7,5	-10,4	2,3	4,6	4,0	5,5	5,9	22,5	-4,3	9,1	33,7
Dominique	3,7	0,6	20,4	3,3	7,2	8,4	-12,7	-4,5	-0,8	-0,3	2,1	20,9	1,2	-6,8	12,7
Rep Dominicaine,	3,3	15,2	7,8	13,3	-4,4	0,0	2,1	27,6	-6,8	7,8	5,9	21,6	8,2	27,4	54,8
Equateur	14,7	8,9	24,0	35,9	-7,3	11,3	29,1	5,1	1,8	0,8	1,1	54,2	30,2	49,2	130,2
Égypte	0,2	25,1	1,5	9,2	-3,6	-0,8	-0,9	8,0	3,3	2,3	1,8	16,0	-0,6	10,0	27,6
El Salvador	5,3	8,2	-3,4	6,0	6,8	3,3	5,0	3,4	-2,1	1,3	3,7	9,9	11,4	15,7	27,2
Guinée équatoriale	19,0	49,8	25,7	36,3	48,3	-16,1	3,4	14,7	0,8	-4,9	-8,9	118,3	7,6	12,6	145,7
Erythrée	2,9	-31,4	-3,4	-7,9	-26,5	14,4	5,5	-3,2	-2,2	-2,7	-2,0	-32,3	-0,5	-5,5	-36,0
Ethiopie	8,8	4,9	3,6	-8,6	13,5	14,2	-1,1	11,9	7,7	3,7	6,6	1,4	25,3	51,6	53,8
Fidji	2,6	9,3	-9,3	-10,4	11,2	-6,1	4,5	3,4	-2,4	1,4	1,0	-8,8	3,0	5,7	-3,6
Gabon	19,7	9,8	-1,9	8,0	-3,2	24,8	24,1	-7,2	2,4	-1,3	-1,5	8,2	38,8	42,8	54,5
Gambie	-2,2	5,0	-18,5	8,6	31,2	11,0	1,4	8,5	2,8	7,5	6,8	11,0	30,8	53,2	70,0
Géorgie	25,3	14,0	37,7	17,3	1,6	-0,6	-4,9	10,0	6,8	4,3	3,2	50,0	0,1	16,4	74,6
Ghana	-0,5	20,0	18,5	18,8	-7,3	22,1	16,4	26,7	-0,6	14,7	11,1	34,8	42,5	96,4	164,8
Grenade	16,3	14,0	-8,3	1,6	-7,5	-4,2	0,8	-6,2	6,1	9,6	-2,0	-3,8	-9,3	-2,4	-6,0
Guatemala	2,3	11,0	3,8	-3,1	6,3	6,6	4,1	0,0	7,9	4,1	3,2	6,0	12,9	28,1	35,8
Guinée	-6,0	17,9	-27,3	19,4	38,0	33,0	-25,8	37,0	-5,9	5,5	13,2	20,4	41,8	59,7	92,3
Guinée-Bissau	-7,3	-4,4	4,7	18,9	-5,1	-1,9	4,0	-26,9	51,4	9,1	4,3	17,6	-10,9	18,3	39,1
Guyane	16,8	6,4	-7,3	-1,2	7,6	1,1	7,9	11,9	2,4	6,1	2,8	-0,5	14,8	36,2	35,5
Haïti	44,6	-1,6	5,2	14,7	29,1	9,9	35,3	-2,7	6,4	7,6	-0,7	35,2	51,5	82,0	146,0
Honduras	0,9	7,9	6,1	8,9	2,2	-3,2	0,6	4,8	3,5	0,8	0,2	17,4	-0,1	7,4	26,0
Hong Kong	-4,6	-4,6	1,5	28,7	-7,7	0,7	14,7	6,5	-2,6	2,6	15,5	23,0	8,6	23,1	51,4
Inde	5,0	8,9	9,0	14,9	2,1	5,1	3,7	4,3	4,0	6,2	7,3	26,2	10,4	27,4	60,8
Indonésie	2,9	14,2	12,1	19,5	-7,3	9,3	11,4	15,3	10,0	7,9	8,9	29,2	19,1	61,1	108,1
Iran	37,0	12,2	-7,7	7,0	-11,9	0,8	22,5	-21,8	-4,6	-4,2	-0,9	-0,9	0,1	-16,4	-17,2
Irak	-30,3	-32,5	-18,3	70,3	-12,5	2,0	11,1	15,9	5,8	0,5	3,3	18,7	7,8	31,5	56,0
Jamaïque	-9,3	9,8	4,6	0,7	9,2	-18,1	-3,5	-1,6	0,1	2,9	2,3	11,8	-16,9	-16,5	-6,7
Jordan	9,8	5,4	10,4	4,8	11,2	-8,1	14,1	-0,9	2,5	4,3	4,7	20,0	5,6	17,2	40,7
Kazakhstan	21,1	10,7	36,1	21,8	-14,7	14,7	12,9	8,6	3,1	1,2	2,1	41,2	18,1	35,6	91,4
Kenya	8,0	10,0	14,7	3,7	4,4	10,1	2,2	10,6	9,5	5,2	2,7	19,3	18,1	45,3	73,3
Kiribati	12,2	-0,7	-3,3	-6,4	-8,1	0,6	12,6	7,7	0,5	2,1	-7,7	-12,4	7,3	16,1	1,7
Kosovo	-2,5	-12,5	-1,0	32,6	26,3	5,1	1,7	8,3	4,2	-1,4	6,1	42,3	22,0	36,2	93,7
Koweït	6,4	37,5	-1,1	47,5	-22,7	10,8	10,0	7,2	5,2	3,9	0,3	42,9	5,6	23,1	75,9
République kirghize	3,7	9,2	20,3	-0,6	15,7	10,7	11,4	13,0	-1,3	-0,6	0,1	24,1	33,4	47,0	82,4
RDP lao	17,8	14,7	12,2	14,0	27,8	2,4	4,0	12,1	7,8	7,7	7,5	46,0	22,7	55,7	127,2
Lettonie	18,6	15,6	16,9	14,6	-19,6	-2,6	-4,2	4,8	-3,3	0,1	-0,4	19,5	-14,3	-15,8	0,6
Liban	-3,4	11,6	5,5	3,3	12,3	-4,3	-3,1	7,8	1,9	3,0	3,7	17,6	1,8	11,3	30,9

Pays	Croissance annuelle											Croissance par période			
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2008-9 vs 2005-7	2010-12 vs 2008-9	2013-15 vs 2008-9	2013-15 vs 2005-7
Lesotho	13,5	11,7	8,2	17,7	19,7	-8,6	16,2	8,7	-5,0	-3,8	-0,5	41,0	13,7	16,3	63,9
Liberia	4,3	-4,3	64,7	84,6	9,6	5,0	7,3	7,0	11,3	1,5	-0,1	158,9	18,0	42,0	267,6
Libye	-2,3	23,0	23,7	33,8	-5,1	0,5	-46,9	78,4	26,6	6,3	3,6	58,6	-19,1	24,0	96,6
Lituanie	12,9	11,5	16,4	8,9	-7,2	-2,2	-2,1	-0,5	1,5	4,6	1,5	19,7	-7,3	-3,6	15,4
Macédoine	4,1	0,5	8,5	10,0	-0,1	0,5	0,0	1,3	2,5	3,4	5,3	16,2	0,9	8,5	26,1
Madagascar	-11,4	6,1	-8,4	6,9	-21,4	-17,2	25,5	-4,5	9,1	9,5	-0,5	-8,2	-16,1	1,1	-7,2
Malawi	0,9	12,8	23,2	10,4	4,9	7,7	-1,5	10,5	-4,6	3,4	7,0	34,1	12,9	19,8	60,7
Malaisie	0,8	8,0	12,7	13,2	2,5	-2,5	12,4	3,3	6,0	4,4	4,4	26,9	8,1	27,0	61,1
Maldives	49,1	18,2	9,7	10,6	3,2	-5,5	3,6	6,6	0,2	-5,6	0,2	25,7	0,5	2,4	28,7
Mali	7,0	10,1	2,2	-16,4	30,3	-4,6	15,8	-39,5	-4,9	54,8	4,5	0,8	2,9	-0,1	0,7
Malte	2,4	1,8	2,9	5,3	-3,4	2,8	1,2	2,8	0,1	1,5	1,8	6,2	2,8	6,8	13,4
Maurice	3,0	-1,3	2,4	7,0	10,9	-2,0	-0,4	2,5	0,8	3,3	3,9	14,2	3,7	9,9	25,5
Moldavie	12,3	13,5	11,9	3,5	4,6	-0,1	1,7	5,2	4,1	3,3	4,6	18,4	5,1	18,1	39,9
Mongolie	-9,6	32,0	53,3	11,2	-11,4	16,3	49,6	18,0	-13,5	5,5	1,6	46,5	55,2	73,8	154,6
Monténégro	0,7	22,8	21,9	33,0	-13,2	-0,7	-2,2	-3,2	-1,3	0,7	4,2	49,8	-10,1	-12,2	31,5
Maroc	21,1	-4,0	6,9	13,9	2,8	6,0	12,8	2,9	2,2	1,3	1,7	19,1	17,8	29,3	54,1
Mozambique	2,5	23,7	11,1	3,7	25,6	7,7	10,3	14,4	4,1	7,6	5,8	33,5	34,5	68,9	125,4
Myanmar	18,2	32,7	-3,1	-14,3	29,3	27,5	1,2	39,8	5,4	6,0	6,4	5,0	64,2	127,9	139,2
Namibie	2,1	7,4	7,5	11,0	9,4	6,5	23,3	4,3	-3,9	-5,4	-0,3	24,7	30,5	32,4	65,1
Népal	7,3	-4,7	23,0	7,8	35,9	6,7	3,9	-8,0	17,9	6,2	4,9	43,0	22,7	46,5	109,6
Nicaragua	6,4	5,3	5,5	3,9	-4,0	4,4	10,8	8,5	1,3	3,3	3,8	7,3	12,9	29,0	38,4
Niger	5,1	4,9	26,3	4,1	10,1	-5,1	3,5	60,0	3,9	13,1	7,9	28,9	22,3	91,1	146,3
Nigeria	-8,2	17,4	14,7	7,1	-3,9	18,1	8,5	-4,9	-11,2	0,1	1,5	20,6	20,2	6,7	28,6
Oman	10,4	13,8	9,5	6,9	0,1	4,0	11,6	9,3	3,8	3,2	3,9	18,2	15,7	36,3	61,0
Pakistan	10,7	16,2	19,1	14,4	-5,7	7,8	1,1	3,3	12,0	-3,1	3,4	30,1	6,6	21,2	57,8
Panama	1,9	9,2	9,1	12,0	6,4	9,7	12,8	6,9	1,9	2,6	4,3	25,8	25,6	43,3	80,3
Papouasie-Nlle-Guinée	17,2	3,4	1,8	10,2	18,6	-14,8	9,7	8,7	-1,0	-0,2	3,2	23,2	1,4	10,2	35,7
Paraguay	9,5	5,2	1,8	-1,2	19,0	3,3	12,5	21,2	6,5	-1,7	2,1	11,3	30,5	62,2	80,5
Pérou	11,2	7,9	6,4	11,4	10,6	8,9	1,8	6,2	9,1	7,2	7,6	25,2	18,1	45,0	81,6
Philippines	0,9	2,4	6,2	1,7	7,7	3,3	-3,0	10,6	2,7	5,1	4,8	10,7	8,7	24,0	37,3
Qatar	29,2	18,3	12,9	0,7	27,9	21,2	16,0	15,4	1,5	1,3	0,7	30,7	58,6	86,8	144,2
Roumanie	3,2	17,5	20,9	20,0	-4,1	-1,1	-4,0	-0,8	3,2	3,8	3,3	39,3	-6,0	-1,4	37,4
Russie	16,4	7,8	20,4	12,7	1,5	2,7	4,7	7,4	3,2	1,7	3,4	31,0	9,4	22,9	61,0
Rwanda	19,7	1,9	16,2	16,6	2,5	16,7	15,7	12,8	4,7	0,3	0,5	30,9	36,4	62,1	112,3
Samoa	14,9	-5,8	15,6	-6,3	1,3	14,9	2,0	-4,8	3,3	-1,4	0,0	1,7	15,2	14,8	16,7
São Tomé	-19,1	20,4	-17,9	-16,3	60,7	2,6	2,0	14,5	-9,3	-4,8	-0,6	1,2	34,5	29,6	31,2
Arabie Saoudite	10,1	7,8	14,2	4,4	8,6	12,4	9,9	-0,2	7,6	-3,2	-0,3	21,6	24,8	35,2	64,4
Sénégal	10,5	17,5	7,9	0,2	3,7	6,6	9,1	8,9	-2,3	4,1	4,4	12,7	18,6	31,3	48,0
Serbie	2,4	13,7	8,7	2,7	-3,2	0,5	-3,0	6,7	0,9	3,1	2,9	11,2	-0,9	6,5	18,4
Seychelles	1,4	34,4	3,1	-31,7	11,1	9,4	8,5	8,5	-2,8	-1,6	3,5	-19,6	25,3	32,0	6,1
Sierra Leone	6,9	1,4	-21,8	26,0	10,1	21,3	12,0	-7,1	-4,9	12,7	5,9	12,2	33,9	39,2	56,1
Singapour	0,6	16,4	4,6	33,6	11,7	-14,1	18,0	0,1	2,4	3,3	4,4	52,7	1,5	13,8	73,8
Îles Salomon	34,4	8,9	17,2	6,6	9,2	19,3	2,1	16,0	3,9	6,5	4,4	26,8	33,1	62,3	105,9
Afrique du Sud	8,7	7,8	11,1	8,3	8,3	3,9	5,4	3,1	3,2	3,0	2,7	23,8	13,0	24,6	54,2
Sri Lanka	10,5	10,9	1,8	-3,3	16,6	0,3	2,5	2,0	6,3	5,3	5,5	9,6	10,5	26,6	38,7
St-Kitts-et-Nevis	9,7	5,1	-0,2	0,9	-0,4	6,2	-9,6	-5,3	-7,0	0,0	3,0	2,2	-2,5	-14,7	-12,9
Ste Lucie	15,3	3,3	-6,4	0,1	8,1	9,0	6,7	7,5	-8,8	-1,5	2,5	0,7	21,3	18,2	19,0
St Vincent	9,5	4,5	8,5	-2,4	6,2	0,3	-10,2	-2,4	1,6	1,3	3,1	7,7	-4,5	-6,2	1,0
Soudan	37,5	5,3	13,7	1,4	-16,7	3,0	-1,6	-26,7	9,8	-1,5	-3,7	2,7	-15,6	-27,5	-25,6
Suriname	14,4	-3,8	15,8	0,5	36,7	-1,5	3,7	2,5	3,9	2,3	3,8	29,1	17,5	29,2	66,9
Swaziland	0,0	-0,2	4,5	25,7	3,3	-5,5	-20,4	14,5	-5,4	3,0	5,3	31,5	-13,3	-13,9	13,2
Taiwan	2,4	-3,9	3,0	-1,1	9,0	-2,3	1,5	-6,5	2,9	-0,6	-1,8	3,9	0,7	-1,5	2,4
Tadjikistan	23,4	11,6	55,6	11,1	15,9	2,7	12,0	20,7	-2,7	5,4	7,4	62,1	27,5	53,8	149,4
Tanzanie	23,1	9,3	8,7	13,4	11,9	8,8	1,5	4,8	5,7	0,8	3,1	30,6	18,0	31,3	71,5
Thaïlande	6,9	1,3	11,9	4,0	10,3	5,0	8,1	1,3	6,5	6,4	-1,2	18,2	16,7	33,6	57,9
Timor-Leste	30,9	18,7	99,3	123,3	4,8	18,6	33,8	4,8	0,6	-0,9	-1,4	256,4	51,4	69,6	504,4

Pays	Croissance annuelle											Croissance par période			
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2008-9 vs 2005-7	2010-12 vs 2008-9	2013-15 vs 2008-9	2013-15 vs 2005-7
Togo	18,6	11,1	0,0	-5,5	23,0	8,2	15,0	26,8	1,2	3,3	3,3	9,0	43,6	82,0	98,3
Tonga	20,0	8,6	-3,0	6,1	13,0	9,7	-6,3	-0,1	-1,0	-6,8	1,0	13,7	11,5	3,3	17,5
Trinité-et-Tobago	18,6	25,2	0,2	17,0	-1,7	-16,7	-1,0	0,0	-2,2	0,4	0,8	24,6	-17,9	-19,6	0,2
Tunisie	5,9	4,5	6,4	9,7	3,9	3,7	11,1	10,6	-2,4	0,3	3,4	18,1	17,6	28,4	51,7
Turkménistan	13,8	-12,5	2,7	29,3	47,6	10,1	30,3	8,5	7,4	6,5	6,6	55,6	62,6	112,7	231,0
Tuvalu	1,5	17,8	-2,2	-9,5	18,9	14,6	-11,6	-14,7	4,4	-2,6	0,7	2,8	9,5	-3,5	-0,8
Ouganda	-1,9	-1,9	7,8	4,2	5,6	39,8	-10,5	9,6	-9,2	11,9	3,7	11,8	37,6	39,8	56,3
Ukraine	19,6	14,3	15,4	13,7	-14,9	9,4	3,7	11,5	2,1	2,9	2,9	20,2	7,1	22,2	47,0
Emirats Arabes Unis	-3,3	9,0	11,1	24,2	24,2	2,3	10,9	6,1	-1,9	-0,8	-0,7	53,1	24,1	29,8	98,8
Uruguay	1,2	6,8	6,2	6,7	7,2	8,1	3,5	10,3	5,5	4,4	4,0	17,4	18,4	40,4	64,9
Ouzbékistan	10,4	12,2	26,7	19,2	26,7	8,8	8,6	24,0	10,5	6,1	7,1	62,6	39,2	92,9	213,6
Vanuatu	3,1	20,6	17,0	33,7	-0,2	5,6	-11,9	4,6	22,9	2,1	2,2	56,3	-1,5	21,9	90,6
Venezuela	29,5	33,1	-4,0	0,0	-20,6	27,1	16,2	14,9	-9,9	-6,1	-2,7	-4,7	31,2	28,8	22,7
Vietnam	14,8	7,5	16,9	1,4	22,5	3,7	2,0	6,9	2,2	3,7	4,1	27,7	18,4	32,3	68,9
Yémen	22,6	7,4	14,7	7,2	-21,9	2,7	-14,9	15,9	-8,3	-4,1	-6,2	6,7	-14,8	-22,3	-17,1
Zambie	2,0	-0,6	11,9	3,9	-7,3	17,7	24,4	7,3	4,8	10,5	11,6	7,6	35,0	76,1	89,5

Annexe 2. Rapports pays FMI examinés de janvier 2010 à février 2013

Au total 314 rapports portant sur 74 pays ont été examinés. L'identification des mesures possibles envisagées pour l'ajustement par les gouvernements est déduite des discussions sur les politiques et les autres informations contenues dans les rapports pays du FMI, qui couvrent les Consultations au titre de l'Article IV, des examens effectués en vertu d'accords de prêts (par exemple Accords de Confirmation et de Facilité élargie de crédit) et des consultations sans accords de prêt (par exemple, les *Programmes suivis* par les Services du FMI) et d'autres informations disponibles publiquement sur le site du FMI. Tous les rapports par pays, inclus dans l'échantillon, ont été publiés entre janvier 2010 et février 2013. La liste complète, ainsi que le numéro du rapport spécifique et la date, sont fournis ci-dessous

Pays	N° de rapport	Date de publication
Afghanistan	10/22	janvier 2010
	10/22	janvier 2010
	12/245	août 2012
Albanie	10/205	juillet 2010
	11/313	octobre 2011
	13/7	janvier 2013
Algérie	11/39	février 2011
	12/20	janvier 2012
Angola	11/51	février 2011
	12/215	août 2012
Antigua-et-Barbuda	10/279	septembre 2010
	Lettre d'Intention	mai 2012
Arménie	11/178	juillet 2011
	12/153	juin 2012
Australie	11/300	octobre 2011
	12/305	novembre 2012
Autriche	11/275	septembre 2011
	12/251	août 2012
Azerbaïdjan	10/113	mai 2010
	12/5	janvier 2012
Bahamas	11/338	décembre 2011
Bahreïn	PIN 12/39	avril 2012
Bangladesh	10/55	février 2010
	11/314	novembre 2011
	12/94	avril 2012
Barbade	12/7	novembre 2011
Biélorussie	11/66	mars 2011
	12/133	mai 2012
Belgique	11/81	avril 2011
	12/55	mars 2012
Belize	11/18	janvier 2011
	11/340	décembre 2011
Bénin	11/60	mars 2011
	13/9	janvier 2013
Bhoutan	11/123	juin 2011
	11/124	juin 2011
Bolivie	12/149	juin 2012
	10/348	décembre 2010
Bosnie-Herzégovine	12/344	décembre 2012
	11/248	août 2011
Botswana	12/234	août 2012
	12/191	juillet 2012
Brésil	11/179	juillet 2011

Pays	N° de rapport	Date de publication
	12/328	décembre 2012
Burkina Faso	11/226	juillet 2011
	13/26	janvier 2013
Burundi	11/199	juillet 2011
	12/226	août 2012
Cambodge	11/45	février 2011
	13/2	janvier 2013
Cameroun	10/259	juillet 2010
	12/237	août 2012
Canada	11/364	décembre 2011
Cap-Vert	11/254	août 2011
	12/29	février 2012
République centrafricaine	10/332	octobre 2010
	12/238	août 2012
Tchad	10/196	juin 2010
	11/302	octobre 2011
Chili	11/260	août 2011
	12/267	septembre 2012
Chine	11/192	juillet 2011
	12/195	juillet 2012
Colombie	11/224	juillet 2011
	12/274	septembre 2012
Comores	11/72	mars 2011
	PIN 13/03	janvier 2013
Congo, RD	11/190	juillet 2011
	11/255	août 2011
	12/283	octobre 2012
Costa Rica	11/161	juillet 2011
Côte d'Ivoire	11/194	juillet 2011
	12/332	décembre 2012
Croatie	12/302	novembre 2012
	11/342	décembre 2011
Curaçao et Saint-Martin	11/331	novembre 2011
Chypre	11/83	avril 2011
	12/115	mai 2012
République tchèque	10/365	décembre 2010
	13/22	janvier 2013
Danemark	10/277	septembre 2010
	12/197	juillet 2012
Djibouti	10/261	août 2010
	13/31	janvier 2013
Dominique	11/177	juillet 2011
	10/94	avril 2010

Pays	N° de rapport	Date de publication
El Salvador	11/90	avril 2011
	11/306	octobre 2011
Guinée équatoriale	10/103	mai 2010
Estonie	11/333	novembre 2011
Ethiopie	10/339	novembre 2010
	12/287	octobre 2012
Fidji	11/85	avril 2011
	12/44	février 2012
Finlande	10/273	septembre 2010
	12/253	août 2012
France	11/211	juillet 2011
	12/243	décembre 2012
Gabon	11/97	mai 2011
Gambie	11/22	janvier 2011
	12/129	juin 2012
Géorgie	11/146	juin 2011
	12/98	avril 2012
Allemagne	11/168	juillet 2011
	12/161	juillet 2012
Ghana	11/128	juin 2011
	12/201	juillet 2012
Grèce	11/351	décembre 2011
	13/20	janvier 2013
Grenade	10/139	mai 2010
Guatemala	10/309	octobre 2010
	12/146	juin 2012
Guinée	12/301	octobre 2012
Guinée-Bissau	11/119	mai 2011
	11/355	décembre 2011
Guyane	11/152	juin 2011
Haïti	11/106	mai 2011
	12/220	août 2012
Honduras	11/101	mai 2011
Hong Kong	13/11	janvier 2013
Hongrie	12/13	janvier 2012
Islande	12/309	novembre 2012
Inde	11/50	février 2011
	12/96	avril 2012
	13/37	février 2013
Indonésie	10/284	septembre 2010
	12/277	septembre 2012
Iran	11/242	août 2011
Irak	11/75	mars 2011
Irlande	11/356	décembre 2011
	12/336	décembre 2012
Israël	12/70	avril 2012
Italie	11/173	juillet 2011
	12/167	juillet 2012
Jamaïque	11/49	février 2011
Japon	11/181	juillet 2011
	12/208	août 2012
Jordan	10/297	septembre 2010
	12/343	décembre 2012
Kazakhstan	11/150	juin 2011
	12/164	juin 2012
Kenya	11/165	juillet 2011
	12/300	novembre 2012

Pays	N° de rapport	Date de publication
Kiribati	11/113	mai 2011
Corée	11/246	août 2011
	12/275	septembre 2012
Kosovo	11/210	juillet 2011
	12/345	décembre 2012
Koweït	12/150	juin 2012
République kirghize	11/155	juin 2011
	12/329	décembre 2012
RDP lao	11/257	août 2011
	12/286	octobre 2012
Lettonie	13/28	janvier 2013
Liban	10/306	octobre 2010
	12/39	février 2012
Lesotho	11/88	avril 2011
	12/322	décembre 2012
Liberia	11/174	juillet 2011
	12/340	novembre 2012
Lituanie	10/201	juillet 2010
	11/326	novembre 2011
Luxembourg	12/160	juillet 2012
Macédoine	11/42	février 2011
	12/133	juin 2012
Malawi	12/221	août 2012
Malaisie	10/265	août 2010
	12/43	février 2012
Maldives	10/167	juin 2010
	11/293	septembre 2011
Mali	11/141	juin 2011
	12/3	janvier 2012
Malte	12/105	mai 2012
Îles Marshall	11/43	février 2011
	11/339	novembre 2011
Mauritanie	11/189	juin 2011
	12/323	décembre 2012
Maurice	11/96	mai 2011
	12/62	mars 2012
Mexique	11/250	juillet 2011
	1/250	août 2011
	12/327	décembre 2012
Micronésie	11/43	février 2011
	13/16	décembre 2012
Moldavie	11/200	juillet 2011
	12/288	octobre 2012
Mongolie	11/76	mars 2011
	12/320	novembre 2012
Monténégro	11/100	mai 2011
	12/122	mai 2012
Maroc	11/341	décembre 2011
	12/239	août 2012
Mozambique	11/149	juin 2011
	13/1	janvier 2013
Myanmar	13/13	janvier 2013
Namibie	10/269	septembre 2010
	10/269	février 2012
	13/43	février 2013
Népal	10/185	juillet 2010
	12/326	décembre 2012

Pays	N° de rapport	Date de publication
Pays-Bas	11/342	décembre 2011
Nlle-Zélande	11/102	mai 2011
Nicaragua	11/118	mai 2011
	12/256	septembre 2012
Niger	10/146	mai 2010
	12/109	mai 2012
Nigeria	11/57	février 2011
	12/194	juillet 2012
Norvège	12/25	février 2012
Pakistan	10/384	décembre 2010
	12/35	février 2012
Palau	11/43	février 2011
	12/54	mars 2012
Panama	10/314	octobre 2010
	10/314	avril 2012
Papouasie-Nlle-Guinée	11/117	mai 2011
	12/126	mai 2012
Paraguay	11/238	août 2011
	12/211	août 2012
Pérou	10/98	avril 2010
	12/26	février 2012
Philippines	11/59	mars 2011
	12/49	mars 2012
Pologne	11/166	juillet 2011
	13/21	janvier 2013
Portugal	11/363	décembre 2011
	13/18	janvier 2013
Qatar	12/18	janvier 2012
	13/14	janvier 2013
Roumanie	11/158	juin 2011
	12/290	octobre 2012
Russie	10/246	juillet 2010
	12/217	août 2012
Rwanda	11/19	janvier 2011
	12/152	juin 2012
Samoa	10/214	juillet 2010
	12/250	août 2012
São Tomé et Príncipe	10/100	avril 2010
	12/34	février 2012
Arabie Saoudite	11/292	septembre 2011
	12/271	septembre 2012
Sénégal	11/139	juin 2011
	12/337	décembre 2012
Serbie	11/213	juillet 2011
	11/311	octobre 2011
Seychelles	11/134	juin 2011
	12/260	septembre 2012
Sierra Leone	10/370	décembre 2010
	12/285	octobre 2012
Singapour	10/226	juillet 2010
	12/248	août 2012
République slovaque	11/122	juin 2011
	12/178	juillet 2012
Slovénie	11/121	mai 2011
	12/319	novembre 2012
Îles Salomon	11/180	juillet 2011
	12/333	décembre 2012

Pays	N° de rapport	Date de publication
Afrique du Sud	11/258	juillet 2011
	12/247	août 2012
Espagne	11/215	juillet 2011
	12/202	juillet 2012
Sri Lanka	10/333	octobre 2010
	12/198	juillet 2012
Saint-Kitts-et-Nevis	11/270	septembre 2011
Sainte-Lucie	11/278	septembre 2011
Saint-Vincent-et-les Grenadi	11/343	décembre 2011
Soudan	11/86	avril 2011
	12/298	novembre 2012
Suriname	11/256	août 2011
	12/281	octobre 2012
Swaziland	11/84	avril 2011
	12/37	février 2012
Suède	11/171	juillet 2011
	12/154	juin 2012
Suisse	11/115	mai 2011
	12/106	avril 2012
Tadjikistan	11/130	juin 2011
	12/110	mai 2012
Tanzanie	11/105	mai 2011
	13/12	janvier 2013
Thaïlande	10/344	décembre 2010
	12/124	juin 2012
Timor-Leste	11/65	mars 2011
Togo	11/240	août 2011
Tonga	11/110	mai 2011
	12/166	juillet 2012
Trinité-et-Tobago	12/127	juin 2012
Tunisie	10/282	septembre 2010
	12/255	septembre 2012
Turquie	10/278	septembre 2010
	12/16	janvier 2012
	12/259	décembre 2012
Tuvalu	11/46	février 2011
	12/259	septembre 2012
Ouganda	10/132	mai 2010
	11/308	octobre 2011
	12/135	juin 2012
Émirats arabes unis	12/116	mai 2012
Royaume-Uni	11/220	août 2011
	12/165	juillet 2012
Ukraine	11/52	février 2011
	12/315	novembre 2012
Uruguay	11/62	mars 2011
	11/375	décembre 2011
États-Unis	11/201	juillet 2011
	12/213	juillet 2012
Vanuatu	11/120	mai 2011
Vietnam	10/281	septembre 2010
	12/165	juillet 2012
Yémen	10/300	septembre 2010
Zambie	11/196	juillet 2011
	12/200	juillet 2012
Zimbabwe	11/135	juin 2011
	12/279	septembre 2012

Annexe 3. Quelle différence en un an : les dépenses projetées changent vraiment

Ce document est une mise à jour des travaux antérieurs (Ortiz et Cummins 2012) dans lequel les auteurs ont appliqué la même méthodologie utilisée dans cette analyse pour comprendre la profondeur et l'ampleur de l'austérité. La seule différence est que l'analyse quantitative était alors basée sur les prévisions de dépenses contenues dans le *World Economic Outlook (Perspectives de l'économie mondiale)* du FMI à partir de septembre 2011 alors que l'évaluation actuelle utilise des estimations de la base de données octobre 2012. La comparaison des résultats offre un aperçu intéressant.

Pour les années 2010 et 2011, les écarts minimes apparaissent. Les estimations pour 2010 sont pratiquement identiques dans les deux versions de *Perspectives de l'économie mondiale*, tandis que la base de données à partir de septembre 2011 projetait un niveau d'austérité légèrement inférieur à celui de la base de données d'octobre 2012 (tableau A3.1). La comparaison des prévisions en 2012 et 2013, révèle cependant des variations significatives. L'édition de septembre 2012 de *Perspectives de l'économie mondiale*, prévoit que 2012 et 2013 seront caractérisées par l'austérité généralisée (plus de 130 pays pour les deux années en terme de PIB). La base de données d'octobre 2012, en revanche, estime que le champ d'application de l'austérité était d'environ moitié moins intense que la version antérieure pour l'année 2012 en termes de PIB (68 contre 133 pays), avec des contractions qui devraient s'étendre de façon significative en 2013 pour couvrir 119 pays. De même, la version d'octobre 2012 prévoyait que 60 pays connaîtront une croissance négative des dépenses réelles en 2012, pour tomber à 40 pays en 2013, tandis que la dernière version prédit que la tendance inverse se produira.

Tableau A3.1
Comparaison des tendances projetées de dépenses publiques totales, 2010-2013

(à partir de *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI, septembre 2011 et octobre 2012)

Version des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Gauge de dépense	Indicateur	2010	2011	2012	2013
Septembre 2011	% du PIB	Nombre.de pays	106	99	133	131
		Contraction moyenne	-2.3	-1.9	-1.6	-1.1
	Croissance réelle	Nombre.de pays	50	54	60	40
		Contraction moyenne	-5.8	-4.9	-4.9	-3.2
Octobre 2012	% du PIB	Nombre.de pays	106	111	68	119
		Contraction moyenne	-2.4	-2.1	-1.8	-1.5
	Croissance réelle	Nombre.de pays	53	63	50	61
		Contraction moyenne	-5.9	-6.0	-5.6	-4.1

Sources: Calculs des auteurs

Qu'est-ce que cela signifie? Tout d'abord, cela démontre que les prévisions du FMI concernant les dépenses peuvent être étonnamment éloignées de la réalité, ce qui reflète probablement la grande imprévisibilité des processus politiques au niveau national. Deuxièmement, l'évaluation de la portée, de la profondeur et de la durée de l'austérité est un jeu difficile. L'analyse antérieure réalisée par Ortiz et Cummins (2012) a indiqué que les politiques budgétaires restrictives étaient caractéristiques de la période 2010-12 (phase de crise II), ce qui était susceptible d'être suivi par une période de ralentissement de l'austérité couplé à l'espoir d'une reprise de l'investissement public pour soutenir le développement économique et social. Cette enquête a mis à jour, d'autre part, un avenir plus inquiétant : **la fin de l'austérité n'est peut-être nulle part en vue.**

Références

- Ball, L., Leigh, D. and P. Loungani. 2011. "Painful Medicine." *Finance & Development* 48(3). Washington D.C.: International Monetary Fund.
- Bank for International Settlements. 2010. *BIS Annual Report 2009/10*. Basel: BIS.
- _____. 2011. *BIS Annual Report 2010/11*. Basel: BIS.
- Beitler, D. 2010. *Raising Revenue: A Review of Financial Transaction Taxes Throughout the World. A Report for Health Poverty Action and Stamp Out of Poverty*. London: Just Economics.
- Blanchard, O. and D. Leigh. 2013. "Growth Forecast Errors and Fiscal Multipliers." IMF Working Paper 13/1. Washington D.C.: International Monetary Fund.
- Capaldo, J. and A. Izurieta. 2012. "The Imprudence of Labor Market Flexibilization in a Fiscally Austere World." UNDESA Working Paper No. 112. New York: United Nations.
- Chai, J., Ortiz, I. and X. Sire. 2010. "Protecting Salaries of Frontline Teachers and Health Workers." Social and Economic Policy Working Brief. New York: UNICEF.
- CESR. 2012. "Fiscal Fallacies: 8 Myths about the 'Age of Austerity' and Human Rights Responses." Rights in Crisis Series Briefing Paper, July 2012. New York: Center for Social and Economic Rights.
- Coady, D., Gillingham, R., Ossowski, R., Piotrowski, J., Tareq, S. and J. Tyson. 2010. "Petroleum Product Subsidies: Costly, Inequitable and Rising." IMF Staff Position Note No. 10/05. Washington D.C.: International Monetary Fund.
- Compton, J., Wiggins, S. and S. Keats. 2010. "Impact of the Global Food Crisis on the Poor: What is the Evidence?" London: Overseas Development Institute.
- Cornia, G.A., Jolly, R. and F. Stewart. 1987. *Adjustment with a Human Face: Protecting the Vulnerable and Promoting Growth*. Oxford: Oxford University Press.
- Demeke, M., Pangrazio, G. and M. Maetz. 2009. "Country Responses to the Food Security Crisis: Nature and Preliminary Implications of the Policies Pursued." FAO's Initiative on Soaring Food Prices. Rome: FAO.
- Dermott, C.J. and R.F. Wescott. 1996. "Fiscal Reforms that Work." Economic Issues, No. 4. Washington D.C.: International Monetary Fund.
- Epstein, G. 2009. "Rethinking Monetary and Financial Policy: Practical Suggestions for Monitoring Financial Stability while Generating Employment and Poverty Reduction." Employment Working Paper No. 37. Geneva: ILO.
- EUROSTAT. 2013. Income and Living Conditions Statistics. Brussels: European Commission (accessed February 2013).
- Fedolino, A., Schwartz, G. and M. Verhoeven. 2006. "Aid Scaling Up: Do Wage Bill Ceilings Stand in the Way?" IMF Working Paper No. 06/106, Washington, D.C.: International Monetary Fund.
- Ghosh, J. 2013. *Economic Crisis and Women's Work*. New York: UNWOMEN.
- Guajardo, J., Leigh, D. and A. Pescatori. 2011. "Expansionary Austerity: New International Evidence." IMF Working Paper No. 11/158. Washington, D.C.: International Monetary Fund.
- Hall, D. 2010. *Why We Need Public Spending*. London: University of Greenwich.
- Heltberg, R., Hossain, N., Reva, A. and C. Turk. 2012. "Anatomy of Coping: Evidence from People Living through the Crises of 2008-11." Policy Research Working Paper No. 5957. Washington D.C.: World Bank.
- Howell, D. 2005. "Fighting Unemployment: Why Labor Market 'Reforms' are Not the Answer." CEPA Working Papers. New York: The New School.
- Hossain, N. and D. Green. 2011. "Living on a Spike: How is the 2011 Food Price Crisis Affecting Poor People?" London: Institute of Development Studies and Oxfam GB.
- ILO. 2013. *Global Employment Trends 2013: Recovering from a Second Jobs Dip*. Geneva: ILO.
- _____. 2012. *World of Work Report 2012: Better Jobs for a Better Economy*. Geneva: ILO.
- _____. 2011. *Social Protection Floor for a Fair and Inclusive Globalization*. Geneva: ILO.
- _____. 2010a. *Accelerating a Job-Rich Recovery in G20 Countries: Building on Experience*. Geneva: ILO.
- _____. 2010b. "Setting an Employment Target: Some Considerations." Policy Brief. Geneva: ILO
- _____. 2009a. *Recovering from the Crisis: A Global Jobs Pact*. Geneva: ILO.
- _____. 2009b. *Protecting People, Promoting Jobs: A Survey of Country Employment and Social Protection Policy Responses to the Global Economic Crisis in 54 Countries*. An ILO report to the G20 Leaders' Summit, Pittsburgh, September 24-25. Geneva: ILO.
- IMF. 2012. *World Economic Outlook: Coping with High Debt and Sluggish Growth*. Washington, D.C.: International Monetary Fund.
- _____. 2010a. "Exiting from Crisis Intervention Policies." Washington, D.C.: International Monetary Fund.
- _____. 2010b. "Strategies for Fiscal Consolidation in the Post-Crisis World." Washington, D.C.: International Monetary Fund.
- _____. 2010c. *Financial Sector Taxation. IMF's Report to the G20*. Washington, D.C.: International Monetary Fund.
- _____. 2009. "Creating Policy Space—Responsive Design and Streamlined Conditionality in Recent Low-Income Country Programs." Washington, D.C.: International Monetary Fund.
- _____. 2008. "Food and Fuel Prices: Recent Developments, Macroeconomic Impact, and Policy Responses—An Update." Washington, D.C.: International Monetary Fund.

- _____. 2003. "Proposed Features of a Sovereign Debt Restructuring Mechanism." Washington, D.C.: International Monetary Fund.
- IMF and World Bank. 2006. "Fiscal Space Policy for Growth and Development: An Interim Report." Background paper for the Development Committee Meeting, Washington, D.C.: International Monetary Fund and World Bank.
- Islam, I. and A. Chowdhury. 2010a. "Fiscal Consolidation, Growth and Employment: What do we Know?" G24 Policy Brief No. 57.
- _____. 2010b. "The Fallacy of Austerity-based Fiscal Consolidation." G24 Policy Brief No. 58.
- Khor, M. 2008. *The Impact of Trade Liberalization on Agriculture in Developing Countries*. Penang: Third World Network.
- Krugman, P. 2012. *End This Depression Now!* New York: W.W. Norton.
- Mapson, A. 2011. *Cutting Women Out in Bristol: A Report of the Human Rights and Equality Impact Assessment of the Public Sector Spending Cuts on Women in Bristol*. Bristol: Fawcett Society Bristol Local Group.
- Marphatia, A., Moussié, R., Ainger, A. and D. Archer. 2007. *Confronting the Contradictions: IMF, Wage Bill Caps and the Case for Teachers*. London: ActionAid.
- Mkandawire, T. 2005. "Targeting and Universalism in Poverty Reduction." Social Policy and Development Program Paper No. 23. Geneva: UNRISD.
- Molina, N. 2010. "Bail-out or Blow-out? IMF Policy Advice and Conditions for Low-Income Countries at a Time of Crisis." Brussels: EURODAD.
- Ocampo, J.A. and K.S. Jomo (eds.). 2007. *Toward Full and Decent Employment*. London and New York: Zed Books.
- OECD. 2010. *OECD Economic Outlook No. 87*. Paris: Organization Economic Cooperation and Development.
- Ortiz, I. and M. Cummins. 2012. *A Recovery for All: Rethinking Socio-Economic Policies for Children and Poor Households*. New York: UNICEF Policy and Practice.
- Ortiz, I. and J. Yablonski. 2010. "Investing in People: Social Protection for All." In S.W. Handayani (ed) *Enhancing Social Protection in Asia and the Pacific*. Manila: Asian Development Bank.
- _____. 2008. "Social Policy." In United Nations *Policy Notes for National Development Strategies*. New York: United Nations.
- Palley, T. 1999. "The Myth of Labor Market Flexibility and the Costs of Bad Macroeconomic Policy: U.S. and European Unemployment Explained." In S. Lang, M. Mayer and C. Scherr (eds.), *Jobswunder U.S.A.*. Munster: Westfälisches Dampfboot.
- Pollin, R., Epstein, G. and J. Heintz. 2008. "Pro-Growth Alternatives for Monetary and Financial Policies in Sub-Saharan Africa." Policy Research Brief No. 6. Brasilia: UNDP International Poverty Centre.
- Ravallion, M. 1999. "Is More Targeting Consistent with Less Spending?" *International Tax and Public Finance*, 6: 411–419.
- Ray, R. and S. Kozameh. 2012. "Ecuador's Economy since 2007." CEPR Working Paper. Washington D.C.: Center for Economic and Policy Research.
- Riesco, M. and F. Durán. 2010. "Resultados para sus Afiliados de las AFP y Compañías de Seguros Relacionadas con la Previsión: 1982-2008." Santiago de Chile: CENDA.
- Rodgers, G. 2007. "Labor Market Flexibility and Decent Work." UNDESA Working Paper No. 47. New York: United Nations.
- Save the Children. 2012. *Multi-Country Nutrition Poll 2011 Topline Report*. London: GlobeScan Incorporated.
- Schenk, A. and O. Oldman. 2007. *Value Added Tax: A Comparative Approach*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Seguino, S. 2009. "The Global Economic Crisis, Its Gender Implications and Policy Responses." Paper prepared for Gender Perspectives on the Financial Crisis Panel at the 53rd Session of the Commission on the Status of Women, United Nations.
- Standing, G. 2011. *The Precariat: The New Dangerous Class*. London: Bloomsbury.
- Stiglitz, J. 2012. *The Price of Inequality: How Today's Divided Society Endangers our Future*. New York: W.W. Norton
- _____. 2008. "Is there a Post Washington Consensus Consensus?" In N. Serra and J. Stiglitz *The Washington Consensus Reconsidered: Towards a New Global Governance*. Oxford: Oxford University Press.
- UK Women's Budget Group. 2010. "A Gender Impact Assessment of the Coalition Government Budget." London: UK Women's Budget Group.
- United Nations. 2013. *World Economic Situation and Prospects 2013*. New York: United Nations.
- _____. 2012. *World Economic Situation and Prospects 2012*. New York: United Nations.
- _____. 2011. *World Population Prospects: The 2010 Revision*. New York: United Nations.
- _____. 2009a. *Report of the Commission of Experts of the President of the United Nations General Assembly on Reforms of the International Monetary and Financial System*. New York: United Nations.
- _____. 2009b. "Effects of Foreign Debt and other Related International Financial Obligations of States on the Full Enjoyment of All Human Rights, particularly Economic, Social and Cultural Rights." Note by the United Nations Secretary-General A/64/289. New York: United Nations.
- UNCTAD. 2011a. *Development-led globalization: Towards Sustainable and Inclusive Development Paths*. Geneva:

- United Nations.
- _____. 2011b. "On the Brink: Fiscal Austerity Threatens a Global Recession." Policy Brief No. 24, UNCTAD.
- UNDP. 2011. "Illicit Financial Flows from the Least Developed Countries: 1990-2008." UNDP Discussion Paper. New York: United Nations Development Programme.
- _____. 2007. "Fiscal Space for What? Analytical Issues from a Human Development Perspective." Paper for G20 Workshop on Fiscal Policy. New York: United Nations Development Programme.
- UNRISD. 2010. *Combating Poverty and Inequality: Structural Change, Social Policy and Politics*. Geneva: United Nations.
- UNESCO. 2010. *Education for All Report*. Paris: UNESCO.
- Van der Hoeven, R. 2010. "Labor Markets Trends, Financial Globalization and the Current Crisis in Developing Countries." UNDESA Working Paper No. 99. New York: United Nations.
- Van Waeyenberge, E., Bargawi, H. and T. McKinley. 2010. "Standing in the Way of Development? A Critical Survey of the IMF's Crisis Response in Low-Income Countries." Boell Foundation, EURODAD and Third World Network.
- Weeks, J. and T. McKinley. 2007. "The Macroeconomic Implications of MDG-Based Strategies in Sub-Saharan Africa." Policy Research Brief No. 4. Brasilia: UNDP International Poverty Centre.
- Weisbrot, M. and H. Jorgensen. 2013. "Macroeconomic Policy Advice and the Article IV Consultations: A European Union Case Study." CEPR Working Paper. Washington D.C.: Center for Economic and Policy Research.
- Weisbrot, M. and J. Montecino. 2010. "The IMF and Economic Recovery: Is Fund Policy Contributing to Downside Risks?." CEPR Working Paper. Washington D.C.: Center for Economic and Policy Research.
- WHO. 2010. *World Health Report 2010 – Health Systems Financing: The Path to Universal Coverage*. Geneva: World Health Organization.
- World Bank. 2011. *The Jobs Crisis: Household and Government Responses to the Great Recession in Eastern Europe and Central Asia*. Washington, D.C.: World Bank.
- Zhang, Y., Thelen, N. and A. Rao. 2010. "Social Protection in Fiscal Stimulus Packages: Some Evidence." UNDP/Office of Development Studies Working Paper. New York: UNDP.